

8^{ème} SESSION DE LA RÉUNION DES PARTIES CONTRACTANTES
26 – 30 septembre 2022, Budapest, Hongrie

“Renforcer la conservation des voies de migration dans un monde en mutation”

**ANALYSE DES RAPPORTS SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DE
L'AEWA POUR L'AFRIQUE POUR LA PÉRIODE 2019-2020**

*Préparé pour le Secrétariat PNUE/AEWA par le Centre mondial de surveillance de la conservation de la
nature des Nations Unies (UNEP-WCMC)¹*

Introduction

Le deuxième Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique (PoAA) qui couvre la période 2019-2027 a été adopté par la Résolution 7.1 de la 7^e Réunion des Parties (MOP7) à l'AEWA (Afrique du Sud, décembre 2018). Il décrit les actions et les processus à mener au niveau national - par les Parties contractantes africaines de l'AEWA - et au niveau de l'Accord - par les organes de l'Accord et d'autres parties prenantes - afin de mettre en œuvre le Plan stratégique de l'AEWA 2019-2027 en Afrique.

La Résolution 7.1, paragraphe opérationnel 11, charge également le Comité permanent de l'AEWA (StC), en collaboration avec le Comité technique (TC) et le Secrétariat, d'établir un module sur la mise en œuvre du PoAA 2019-2027 de l'AEWA selon le format du Rapport national et d'intégrer ce module dans un calendrier qui permette d'en faire rapport à la MOP8. Entre-temps, le paragraphe opérationnel 8 de la même résolution demande au StC de l'AEWA, en collaboration avec le TC et le Secrétariat, de suivre la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA et du PoAA 2019-2027 et de rendre compte des progrès à chaque session ordinaire de la Réunion des Parties. Enfin, le paragraphe 13 cette résolution a établi la date limite de soumission des rapports sur la mise en œuvre du PoAA au plus tard 240 jours avant l'ouverture de la MOP8, ce qui correspondait à une date limite de soumission le 7 février 2021, compte tenu des dates initialement prévues pour la MOP8 (5-9 octobre 2021 à Budapest, Hongrie).

Le projet de module de rapport du PoAA de l'AEWA pour la période 2019-2020 (aux fins de rapport à la MOP8) a été préparé par le Secrétariat PNUE/AEWA. Il a ensuite été examiné par le Comité technique de l'AEWA en septembre 2020, ainsi que par le Comité permanent de l'AEWA en octobre 2020, ce dernier approuvant le développement du module en ligne pour les rapports nationaux à la MOP8 sur la mise en œuvre du PoAA, basé sur le modèle de rapport PoAA approuvé. Le module de rapport en ligne du PoAA a été développé à l'aide du système de rapport en ligne de la famille CMS (ORS) et a été déployé en décembre 2020 pour la compilation et la soumission des rapports du PoAA à la MOP8.

Les rapports PoAA soumis ont été examinés par le Secrétariat de l'AEWA et renvoyés aux Parties dans le cadre de service de conseil pour améliorer la qualité et la quantité des informations fournies dans les rapports. Les rapports resoumis étaient alors considérés comme des soumissions finales.

¹ Le WCMC travaille en collaboration avec le PNUE sous la bannière UNEP-WCMC (UN Environment World Conservation Monitoring Centre). La représentation aux réunions et la production de résultats sont donc identifiées sous l'appellation PNUE-WCMC.

À la date limite de soumission du 7 février 2021, seuls 5 des 38 rapports dus avaient été soumis via l'ORS (un taux de soumission de 13 %). La date limite de soumission a été prolongée jusqu'au 19 février 2021 puis finalement jusqu'au 24 mars 2021 (cette dernière étant la date butoir pour lancer l'analyse des rapports). Tous les rapports soumis avant cette date butoir finale ont été analysés. Ainsi au 24 mars 2021, 20 des 38 rapports dus avaient été soumis/re-soumis via l'ORS, ce qui équivaut à un taux de soumission de 53 % pour ce tout premier cycle de rapports du PoAA de l'AEWA.

L'analyse des rapports nationaux du PoAA pour la période 2019-2020 a été commanditée par le Secrétariat au PNUE-WCMC, grâce à la généreuse contribution du gouvernement du Royaume-Uni par l'intermédiaire de son Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales (DEFRA) et selon un cadre d'analyse détaillé élaboré par le Secrétariat. Une première puis une deuxième version de l'analyse ont été examinées et commentées par le Secrétariat respectivement en avril et juin 2021. Les résultats de l'analyse ont été utilisés pour compiler le présent rapport final sur l'analyse des rapports sur la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique pour la période 2019-2020. Le rapport a été présenté à la 18e réunion du Comité permanent de l'AEWA (28 juillet 2021, en format virtuel), pour examen. Le StC a approuvé sa soumission à la MOP8 sous réserve d'un examen final par le Secrétariat. Cet examen final a été effectué fin juillet 2021.

Action demandée à la Réunion des Parties

La Réunion des Parties est invitée à prendre note de l'analyse des rapports nationaux sur la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique pour la période 2019-2020, et à tenir compte de ses conclusions et recommandations dans le processus décisionnel.



ANALYSE DES RAPPORTS NATIONAUX SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DE L'AEWA POUR L'AFRIQUE

2019-2020

Analyse des rapports nationaux sur la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique 2019-2020

Réalisée pour le Secrétariat de l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (PNUE/AEWA)

Publiée en juillet 2021

Droit d'auteur Secrétariat PNUE/AEWA, 2021

Citation UNEP-WCMC, 2021. Analyse des rapports nationaux sur la mise en œuvre du Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique, 2019-2020. UNEP-WCMC, Cambridge (Royaume-Uni).

Auteurs Ciara Stafford, Sam Hirons, Nynke Blömer, Holly Mynott, Aude Caromel et Kelly Malsch

Remerciements Financement du Gouvernement du Royaume-Uni par le biais de son ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales (*Department for Environment, Food and Rural Affairs* [DEFRA])

Photo de couverture Bec-en-sabot du Nil (*Balaeniceps rex*). Sam D'Cruz / Adobe Stock



Le Centre mondial de surveillance pour la conservation de la nature du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP-WCMC) est un centre d'excellence mondial sur la biodiversité, qui fonctionne sous forme de collaboration entre le Programme des Nations Unies pour l'environnement et l'organisation caritative britannique WCMC. Nous travaillons ensemble pour aider à résoudre la crise mondiale de la nature.

Cette publication peut être reproduite à des fins pédagogiques ou non lucratives sans autorisation spéciale, sous réserve de mentionner la source. La réutilisation des figures est soumise à une autorisation des détenteurs initiaux des droits. Aucune utilisation de cette publication n'est permise à des fins de revente ou à toutes autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Les demandes d'autorisation, spécifiant l'objet et la portée de la reproduction, sont à envoyer au Directeur, UNEP-WCMC, 219 Huntingdon Road, Cambridge, CB3 0DL, Royaume-Uni.

Le contenu de ce rapport ne reflète pas nécessairement les opinions ou les politiques du Programme des Nations Unies pour l'environnement, des organisations contributives ou des rédacteurs. Les désignations utilisées et la présentation des documents qui figurent dans ce rapport n'impliquent en aucun cas l'expression d'une quelconque opinion de la part du Programme des Nations Unies pour l'environnement ou des organisations contributives, des rédacteurs ou des éditeurs, sur le statut légal des pays, des territoires, des zones urbaines ou de leurs autorités, ou encore sur la délimitation de leurs frontières ou limites, ou la désignation de leur nom, de leurs frontières ou de leurs limites. La mention d'une entité ou d'un produit commercial dans cette publication n'implique pas sa promotion de la part du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

**Centre mondial de surveillance de la conservation de la nature du
Programme des Nations Unies pour l'environnement
(UNEP-WCMC)**

219 Huntingdon Road,
Cambridge CB3 0DL, Royaume-Uni
Tél. : +44 1223 277314
www.unep-wcmc.org

Le PNUE favorise les pratiques respectueuses de l'environnement au niveau mondial et dans ses propres activités. L'impression sur un papier issu de forêts gérées durablement est encouragée.

SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES.....	ii
RESUME EXECUTIF	iv
INTRODUCTION	2
1. CONSERVATION DES ESPÈCES	7
2. UTILISATION DURABLE	32
3. RÉSEAU DE SITES DE VOIES DE MIGRATION	45
4. HABITATS DANS L'ENVIRONNEMENT AU SENS LARGE	60
5. OBTENIR LES RESSOURCES	65

LISTE DES ACRONYMES

AEWA	Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie / African-Eurasian Migratory Waterbird Agreement
AME	Accord multilatéral pour l'environnement
CDB	Convention sur la diversité biologique
CESP	Communication, éducation et sensibilisation du public
CMS	Convention sur la Conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage / Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals
CSR	Rapport sur l'état de conservation (de l'AEWA) / Conservation Status Report
DIOE	Dénombrement international des oiseaux d'eau
EES	Évaluation environnementale stratégique
EIE	Évaluation d'impact environnemental
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture / Food and Agriculture Organization
IMSAP	Plan d'action international multi-espèces (de l'AEWA) / International Multi-Species Action Plan
ISSAP	Plan d'action international (de l'AEWA) par espèce / International Single Species Action Plan
ISWG	Groupe international sur les espèces (de l'AEWA) / International Species Working Group
MAB	Programme sur l'homme et la biosphère (de l'UNESCO) / Man and the Biosphere Programme
MOP	Réunion des Parties / Meeting of the Parties
NBSAP	Stratégie et plan d'action nationaux pour la biodiversité / National Biodiversity Strategy and Action Plan
NSAP	Plan d'action national en faveur des espèces / National Species Action Plan
ODD	Objectif de développement durable
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PF	Point focal
PF CESP	Point focal CESP (de l'AEWA)
PFN	Point focal national (de l'AEWA)
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PoAA	Plan d'action de l'AEWA pour l'Afrique / Plan of Action for Africa
Ramsar	Convention sur les zones humides (Convention de Ramsar)
REDD+	Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts
R-METT	Outil de suivi de l'efficacité de la gestion de Ramsar / Ramsar Management Effectiveness Tracking Tool
SAP	Plan d'action en faveur des espèces / Species Action Plan
SPM	Site du patrimoine mondial
SPMS	Plan stratégique pour les espèces migratrices (de la CMS) / Strategic Plan for Migratory Species
WHC	Convention du patrimoine mondial / World Heritage Convention
ZICO	Zone importante pour la conservation des oiseaux et pour la biodiversité



RESUME EXECUTIF

L'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) est un traité intergouvernemental ayant pour objectif la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et de leurs habitats dans la région d'Afrique-Eurasie. Le [Plan d'action pour l'Afrique \(PoAA\) 2019-2027](#) sert de guide pour les Parties africaines en vue de remplir les cinq objectifs du Plan stratégique de l'AEWA : (1) renforcer la conservation et le rétablissement des espèces ; (2) veiller à ce que toute utilisation des populations d'oiseaux d'eau soit durable sur l'ensemble des voies de migration ; (3) garantir la présence d'un réseau solide d'aires protégées gérées afin de maintenir les populations d'oiseaux d'eau ; (4) veiller à ce que l'étendue et la qualité des habitats soient satisfaisantes pour favoriser le maintien des espèces de l'AEWA ; et (5) renforcer les connaissances, les capacités, la reconnaissance, la sensibilisation et les ressources nécessaires pour que l'Accord atteigne ses objectifs de conservation.

Le suivi des avancées relatives à la mise en œuvre du PoAA est assuré par le biais d'un module de rapportage, dont la [Résolution 7.1 de l'AEWA](#) demandait la création à temps pour la présentation de rapports à la 8^e Réunion des Parties (MOP8). Par le biais de ce module, les Parties africaines rapportent sur leur mise en œuvre d'un ensemble déterminé de mesures qu'elles sont censées mettre en place au cours de chacune des périodes de rapportage du PoAA. **Le présent document propose une analyse des rapports nationaux sur le PoAA reçus pour la première période de rapportage, soit 2019-2020.** Pour cette période, le module de rapportage comptait 48 questions principales portant sur les actions liées aux cinq objectifs du Plan stratégique de l'AEWA, mais essentiellement axées sur la réalisation des objectifs (1) et (3). Le présent document a deux objectifs : premièrement, l'évaluation des avancées rapides quant à la mise en œuvre du PoAA et, deuxièmement, l'identification des secteurs dans lesquels davantage de travaux et de ressources pourraient s'avérer nécessaires pour que les résultats escomptés soient obtenus pendant la période de validité du PoAA.

Vingt Parties ont soumis leurs rapports nationaux sur le PoAA avant l'échéance reportée au 24 mars 2021 (ci-après dénommées les « **Parties déclarantes** »), représentant 53 % des 38 Parties contractantes à l'AEWA en Afrique. La sous-région présentant le taux de soumission le plus élevé est l'Afrique australe, plus de 85 % (six sur sept) des Parties à l'AEWA de cette sous-région ayant soumis un rapport dans les délais. En revanche, la sous-région de l'Afrique centrale présente le taux de soumission le plus bas, soit 20 % (une Partie sur cinq). Le taux global de soumission de rapports, correspondant à un peu plus de la moitié des Parties africaines à l'AEWA pour cette première période de rapportage, implique que seules des conclusions limitées peuvent être tirées quant à la représentativité, pour l'ensemble de la région d'Afrique, des tendances présentées dans cette analyse. Si cela souligne l'importance d'envisager le renforcement des capacités des Parties n'ayant pas soumis de rapport de rapportage en vue des futurs cycles de rapportage, il est néanmoins essentiel de rappeler qu'à cause de la pandémie de COVID-19, 2020 a été une année d'exception durant laquelle les mécanismes habituels de mise en œuvre et de rapportage ont pu être perturbés.

La Figure A indique la progression moyenne de l'ensemble des 20 Parties déclarantes, quant à la mise en œuvre des actions mentionnées dans le module de rapportage 2019-2020¹. Il est important de noter que certains objectifs ont nécessité bien plus de mesures que d'autres durant cette phase

¹ Ces résultats ont été évalués en calculant le pourcentage moyen de Parties qui ont répondu « oui » aux questions individuelles posées sous chaque objectif du plan stratégique, dans le module d'établissement de rapports. Les pourcentages ont été calculés uniquement à partir des questions principales (les réponses aux questions de suivi n'ont pas été prises en compte), les totaux ayant été calculés uniquement à partir du nombre total de Parties qui ont indiqué qu'une question s'appliquait à leur cas. La question 3.4 a été exclue de cette analyse, du fait que la question principale ne portait pas sur le fait qu'une action ait été mise en œuvre.

de rapportage et que, de ce fait, leur mise en œuvre par les Parties a pu être plus compliquée et exiger davantage de ressources. Par exemple, il était demandé aux Parties de rapporter sur 15 mesures visant à réaliser l'objectif 1 (conservation des espèces), mais seulement sur quatre mesures visant à réaliser l'objectif 4 (lié aux habitats dans l'environnement au sens large), ce dernier prévoyant d'autres actions à mener ultérieurement durant la période de mise en œuvre du PoAA. Le pourcentage de Parties déclarantes ayant indiqué qu'elles avaient mis en œuvre des actions spécifiques pour atteindre un objectif était très variable. Dans l'ensemble, néanmoins, les actions présentant le plus d'avancées sont celles visant à garantir une étendue et une qualité satisfaisantes des **habitats dans l'environnement au sens large** afin d'atteindre et de maintenir un état de conservation favorable pour les populations d'oiseaux d'eau migrateurs (objectif 4). De modestes avancées ont été réalisées quant aux actions visant à établir et maintenir, **au niveau des voies de migration, un réseau cohérent et complet d'aires protégées** pour les populations d'oiseaux d'eau migrateurs de l'AEWA (objectif 3), et à garantir et renforcer **les connaissances, les capacités, la reconnaissance, la sensibilisation et les ressources** nécessaires pour que l'Accord atteigne ses objectifs de conservation (objectif 5). Les avancées les moins notables à ce jour concernent les actions de renforcement de **la conservation et du rétablissement des espèces et de réduction des causes de mortalité inutile** (objectif 1), ainsi que celles visant à ce que **toute utilisation et toute gestion des populations d'oiseaux d'eau migrateurs soient durables** sur l'ensemble des voies de migration (objectif 2).

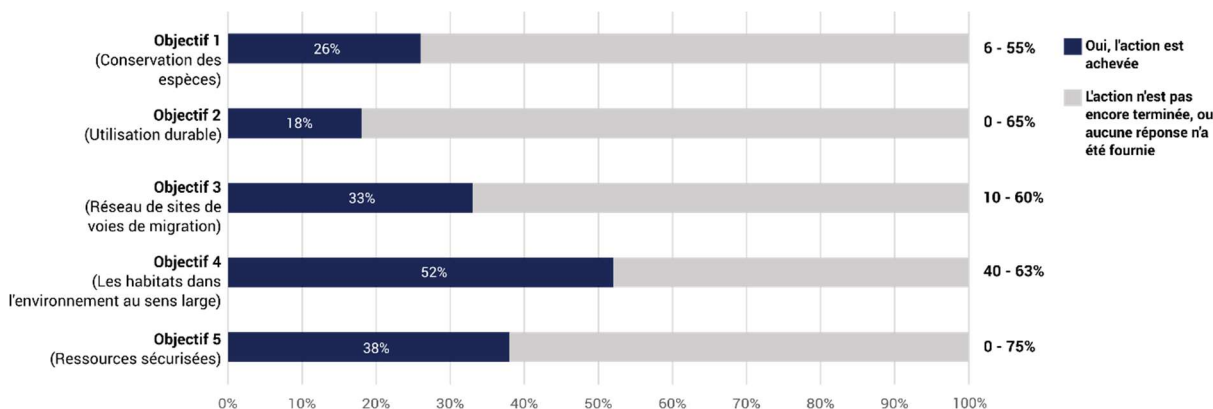


Figure A : Le module de rapportage sur le PoAA pour 2019-2020 comporte 48 questions visant à déterminer si les Parties ont mis en œuvre des actions spécifiques en vue de réaliser les cinq objectifs principaux du Plan stratégique de l'AEWA. Les barres indiquent le pourcentage moyen de Parties déclarantes (soit 20 Parties ayant soumis leur questionnaire dans les délais, sur les 38 Parties contractantes à l'AEWA en Afrique) qui ont répondu « oui » (c'est-à-dire qu'une action spécifique était achevée) aux questions posées sous chaque objectif (voir la note en bas de la page précédente pour connaître la méthodologie complète utilisée pour produire ce chiffre). Les nombres à droite indiquent la fourchette de pourcentages des Parties ayant répondu « oui » à toutes les questions pour chaque objectif.

Les réponses à 13 questions dans le module de rapportage ont par ailleurs été analysées au niveau sous-régional². La Figure B représente le pourcentage moyen de Parties déclarantes de chaque sous-région, indiquant avoir mis en œuvre des actions relatives à ces questions, le nombre de Parties qui ont soumis un rapport dans les délais pour chaque sous-région étant indiqué entre parenthèses. Le taux moyen de Parties déclarant avoir terminé les actions mentionnées dans ces questions est semblable dans chaque sous-région. Tandis que l'Afrique australe présente le taux moyen le plus élevé de Parties indiquant avoir terminé les actions, l'Afrique du Nord présentait le taux moyen le plus élevé de Parties indiquant que ces actions étaient terminées ou en cours.

² Questions 1.1, 1.2, 1.3, 1.10, 1.13, 2.1, 2.3, 2.4, 2.5, 2.8, 3.1, 3.8, et 5.3

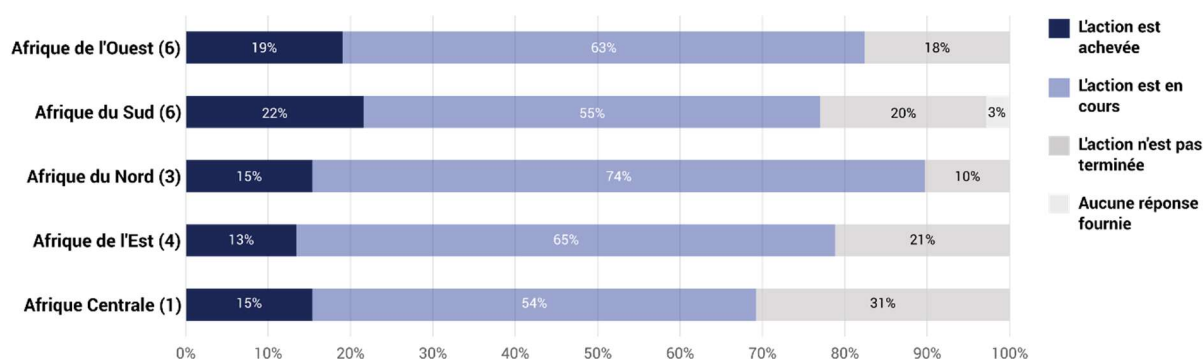


Figure B : Avancées indiquées par les Parties déclarantes quant aux 13 questions du module de rapportage 2019-2020, lorsqu'une analyse sous-régionale a été menée. Les barres représentent le pourcentage de Parties déclarantes qui ont répondu « oui » (l'action est achevée), « en cours » (l'action requise est en train d'être accomplie), ou « non » (l'action n'a pas été réalisée). Dans les cas où une Partie a indiqué qu'une question ne s'appliquait pas à sa situation, cette combinaison question/Partie a été exclue de l'analyse.

Enfin, 11 questions posées par le module de rapportage portaient sur les mesures requises en vue d'accomplir les actions soulignées comme prioritaires dans le PoAA. Les avancées quant à ces actions prioritaires sont indiquées dans le Figure C. À nouveau, les degrés d'avancées sont variés ; toutefois, dans deux cas (Q 2.4 et 5.7), aucune Partie déclarante n'a mentionné avoir terminé les actions énoncées dans la question.

Étant donné qu'il s'agit du premier cycle de rapportage pour le PoAA 2019-2027, seules des conclusions limitées peuvent être tirées de ces données quant au fait que les Parties soient sur la bonne voie pour atteindre les objectifs stratégiques avant la fin du plan en 2027. Toutefois, compte tenu des avancées limitées déclarées à ce jour dans certains domaines, la priorité essentielle à mettre en avant de manière générale devrait être de soutenir les Parties pour accomplir les actions visant à atteindre les objectifs 1 et 2 du PoAA. Il est important de noter, toutefois, que toute une série de niveaux d'avancées quant à des actions spécifiques liées à un objectif ne sont pas visibles selon les moyennes présentées dans la Figure A. Par exemple, le pourcentage de Parties interrogées ayant déclaré avoir accompli des actions spécifiques pour atteindre l'objectif 5 varie de zéro à 75 %. De ce fait, un travail ciblé sera nécessaire dans le cadre des cinq objectifs afin d'atteindre tous les objectifs mis en avant dans le plan. En fonction des avancées déclarées pour les questions liées aux actions établies comme prioritaires par le PoAA, une attention particulière pourrait également être portée à l'avenir sur (1) la facilitation des processus nationaux liés à l'application de la législation nationale pertinente, et le renforcement des capacités des Parties à vérifier si leur législation nationale demeure alignée sur les dispositions pertinentes de l'AEWA (notamment les mises à jour adoptées lors des réunions des Parties [MOP]), et (2) le renforcement des capacités, et/ou la facilitation, en termes d'élaboration des plans nationaux de mise en œuvre du PoAA de l'AEWA.

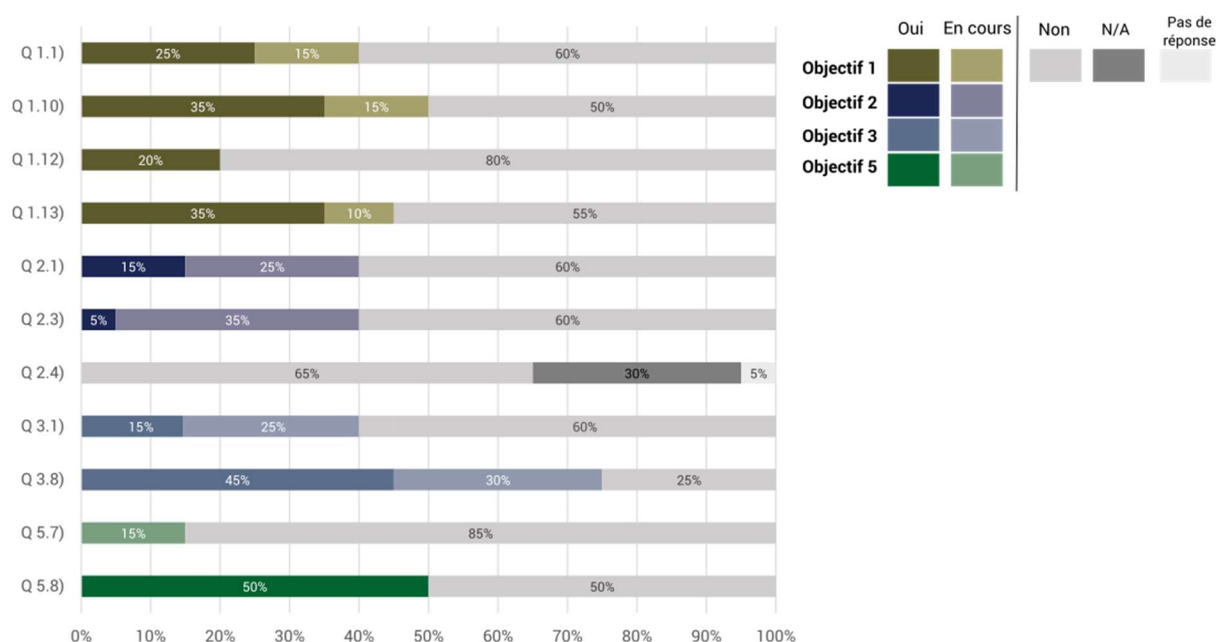
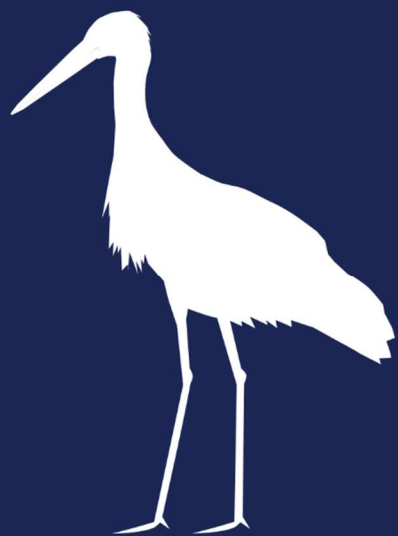


Figure C : Avancées indiquées par les Parties déclarantes quant aux 11 questions du module de rapportage concernant les mesures du PoAA identifiées comme prioritaires. Les barres représentent le pourcentage de Parties déclarantes ayant répondu « oui » (l'action est achevée), « en cours » (l'action requise est en train d'être accomplie), ou « non » (l'action n'a pas été réalisée).

Les motifs fournis par les Parties déclarantes pour justifier le non-achèvement des actions se rapportent généralement à une insuffisance de ressources ou de capacités techniques et financières. Toutefois, à plusieurs reprises, les Parties ont déclaré ne pas avoir mené certaines actions du fait que celles-ci dépendaient du résultat d'examens ou d'un processus de mise en application de la législation, actuellement en cours. Ces éléments suggèrent que les Parties posent les bases nécessaires à la réalisation de certaines actions et, de ce fait, la prochaine période de rapportage pourrait indiquer des avancées plus importantes concernant des actions du PoAA censées avoir été réalisées au cours de cette première phase de présentation de rapports. Étant donné qu'il reste sept ans avant la fin du PoAA actuel, il est souhaitable que les Parties continuent de coopérer, de coordonner leurs actions, de partager leurs expériences, et poursuivent leurs avancées et leur engagement visant à atteindre les cinq principaux objectifs de l'AEWA, en œuvrant pour veiller à la conservation des oiseaux d'eau migrateurs dans l'intérêt des générations présentes et futures.

PREMIÈRE PÉRIODE DE RAPPORTAGE EN CHIFFRES



53%

des Parties contractantes du PoAA ont soumis un rapport national



16

nouveaux sites officiellement proposés pour l'inscription de sites Ramsar

45%

des Parties déclarantes disposent d'un mécanisme pour surveiller et enregistrer les impacts négatifs sur les sites clés pour les populations de l'AEWA



35%

des répondants ont développé un programme national de surveillance des oiseaux d'eau



Seulement

3/20

des Parties déclarantes disposent d'un mécanisme pour estimer le prélèvement d'oiseaux d'eau



collaborations entre les Parties pour conserver et gérer les habitats décrits



INTRODUCTION

La région d'Afrique représente une part importante des voies de migration de l'AEWA, et comporte des habitats clés essentiels à la survie des espèces d'oiseaux d'eau, dont un grand nombre est menacé au niveau mondial. En 2008, constatant avec inquiétude que l'Afrique accueillait le taux le plus élevé de populations d'oiseaux d'eau reconnus comme menacés sur le plan mondial, et reconnaissant que des efforts supplémentaires étaient nécessaires à la mise en œuvre de l'Accord en Afrique, les Parties ont créé l'Initiative africaine pour la conservation des oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats en Afrique³. Parmi les activités clés proposées, l'élaboration d'un [Plan d'action pour l'Afrique \(PoAA\)](#), présentant les directives opérationnelles pour la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA dans cette région. Deux PoAA ont été adoptés depuis lors ; le premier s'étendait sur la période de 2012-2018⁴, et le deuxième, débuté en 2019, se poursuivra jusqu'en 2027.

Le PoAA actuel définit les processus et mesures nécessaires en vue d'atteindre une série de cibles permettant la réalisation des cinq objectifs du Plan stratégique de l'AEWA (Tableau A). Différents acteurs doivent être impliqués pour cela, notamment les Parties contractantes à l'AEWA et le Secrétariat de l'AEWA, afin de travailler sur le traitement des questions liées à la conservation des espèces, à l'utilisation durable des populations d'oiseaux d'eau migrateurs, à l'établissement et au maintien d'un réseau d'aires protégées le long des voies de migration de l'AEWA, à ce que l'étendue et la qualité des habitats dans l'environnement au sens large soient satisfaisantes pour favoriser le maintien des populations d'oiseaux d'eau migrateurs, et à la mise en place de connaissances, capacités, reconnaissance, sensibilisation et ressources suffisantes pour que l'Accord atteigne ses objectifs, aux niveaux national, régional et des voies de migration. Le suivi des avancées relatives à la mise en œuvre du PoAA est assuré par le biais de rapports nationaux soumis par les Parties contractantes africaines (rapports nationaux sur le PoAA), conformément à la [Résolution 7.1](#) adoptée lors de la MOP7. Ces rapports se distinguent des rapports nationaux requis en vertu de l'Article V.1(c) du texte de l'AEWA, et diffèrent en ce sens qu'ils visent à fournir des informations plus détaillées quant aux avancées dans le cadre des mesures et processus définis dans le PoAA.

Le présent document propose une analyse des rapports nationaux sur le PoAA soumis par les Parties pour la période de rapportage 2019-2020. Du fait qu'il s'agit de la **première période de rapportage** du plan 2019-2027, l'analyse établit un point de référence par rapport auquel les futurs cycles de rapports devront être comparés, et identifie également les secteurs dans lesquels davantage de travaux et de ressources pourraient être nécessaires pour que les objectifs du PoAA à plus long terme soient atteints.

³ Adoptée pour la période de 2012-2017 par le biais de la [Résolution 4.9](#) lors de la MOP4 de l'AEWA et prolongée jusqu'à 2018 par le biais de la Résolution 6.14 lors de la MOP6 de l'AEWA.

⁴ Un rapport relatif à sa mise en œuvre est consultable en suivant le lien [Doc. AEWA/MOP 7.11](#)

Tableau A : Les objectifs du Plan stratégique de l'AEWA 2019-2027.

Objectif 1	Renforcer la conservation et le rétablissement des espèces, et réduire les causes de mortalité inutile
Objectif 2	Veiller à ce que toute utilisation et toute gestion des populations d'oiseaux d'eau migrateurs soient durables sur l'ensemble des voies de migration
Objectif 3	Établir et maintenir, au niveau des voies de migration, un réseau cohérent et complet d'aires protégées et d'autres sites, afin de maintenir – et si nécessaire, de restaurer – leur importance nationale et internationale pour les populations d'oiseaux d'eau migrateurs
Objectif 4	Veiller à ce que l'étendue et la qualité des habitats dans l'environnement au sens large soient satisfaisantes afin d'atteindre et de maintenir un état de conservation favorable des populations d'oiseaux d'eau migrateurs
Objectif 5	Garantir et renforcer les connaissances, les capacités, la reconnaissance, la sensibilisation et les ressources nécessaires pour que l'Accord atteigne ses objectifs de conservation

Tous les rapports nationaux sur le PoAA pour le cycle de rapportage de la MOP8 ont été soumis par le biais du Système de rapport en ligne (*Online Reporting System* [ORS]) pour la Famille de la Convention sur la Conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS). L'échéance initiale pour la soumission des rapports nationaux sur le PoAA pour la période de rapportage 2019-2020 était le 7 février 2021 (soit 240 jours avant la date d'ouverture de la MOP8, conformément à la Résolution 7.1 de l'AEWA), la date limite du 1^e mars 2021 ayant été fixée pour l'extraction des données. Cette échéance pour les soumissions a été prolongée jusqu'au 19 février 2021 puis au 24 mars 2021, date limite finale pour l'acceptation des rapports sur le PoAA à inclure dans cette analyse. Au total, **20 rapports ont été obtenus** avant cette date limite finale, ce qui représente 53 % des 38 Parties contractantes à l'AEWA tenues de soumettre des rapports nationaux (Tableau B et Figure D). La sous-région d'Afrique présentant le taux de soumission le plus élevé était l'Afrique australe, plus de 85 % des Parties à l'AEWA de cette région ayant soumis un rapport avant l'échéance, suivie de l'Afrique du Nord (60 % des Parties à l'AEWA ont soumis un rapport avant l'échéance), l'Afrique de l'Est (50 %), l'Afrique de l'Ouest (46 %), et l'Afrique centrale (20 %). **Sauf indication contraire, les pourcentages spécifiés dans ce rapport se réfèrent aux 20 Parties dont les rapports ont été inclus dans la présente analyse, et non à la totalité des Parties contractantes à l'AEWA en Afrique.**

Dans le cadre de ce rapport, les questions posées aux Parties via le module de rapportage 2019-2020 ont été attribuées à la cible la plus pertinente du Plan stratégique de l'AEWA, et les cinq sections qu'il comporte correspondent aux cinq principaux objectifs du Plan stratégique. Chaque section commence par un résumé des questions posées aux Parties via le module de rapportage national sur le PoAA, et par un résumé des avancées en fonction des réponses données à ces questions. Une analyse détaillée des questions de chaque section, et des questions de suivi afférentes, est ensuite proposée. Les questions initiales posées aux Parties sont présentées dans leur intégralité ; cependant le texte des questions de suivi n'est pas inclus. Le texte complet des questions principales et de suivi, ainsi que les réponses et les textes afférents fournis par les Parties, sont consultables dans les annexes jointes à ce document.

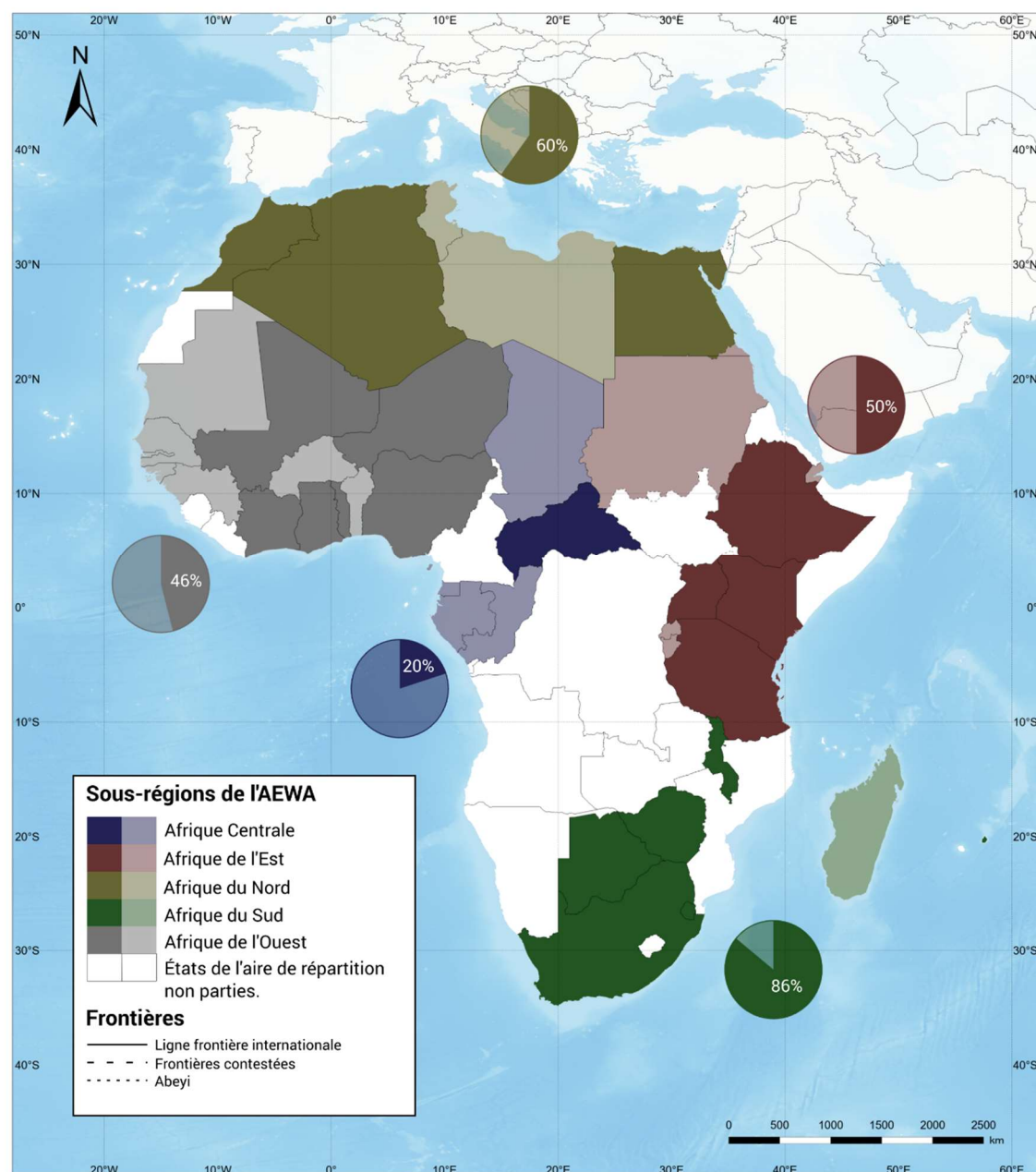
Il est important que les lecteurs tiennent compte du fait que, dans le module de rapportage en ligne sur le PoAA de la MOP8, trois questions avaient initialement été posées aux Parties, qui étaient soumises à une précondition n'ayant pas été remplie lors de l'analyse (Questions 1.6, 1.7, et 5.1). Ces questions ne sont donc pas incluses, toutefois les numéros des questions initiales que comporte le module de rapportage en ligne sur le PoAA de la MOP8 sont maintenus dans le présent document afin de faciliter les références. Il est également important de noter que, dans quelques cas, les réponses catégorielles formulées par les Parties déclarantes étaient en contradiction avec les informations complémentaires fournies sous la forme de textes afférents. Dans ces cas, les

réponses catégorielles ont été modifiées pour refléter l'état indiqué dans les textes afférents fournis ; une liste complète de ces modifications est incluse dans une annexe supplémentaire.

Tableau B : *Soumission des rapports nationaux sur le PoAA par les Parties africaines à l'AEWA pour la période de présentation de rapports de 2019-2020. Les Parties sur fond grisé ont soumis un rapport national sur le PoAA avant l'échéance du 24 mars 2021.*

Afrique du Nord	Afrique de l'Est	Afrique australe	Afrique de l'Ouest	Afrique centrale
Algérie	Burundi	Botswana	Bénin	République centrafricaine
Égypte	Djibouti	Eswatini	Burkina Faso	Tchad
Libye	Éthiopie	Madagascar	Côte d'Ivoire	Congo
Maroc	Kenya	Malawi	La Gambie	Guinée équatoriale
Tunisie	Rwanda	Maurice	Ghana	Gabon
	Soudan	Afrique du Sud	Guinée	
	Ouganda	Zimbabwe	Guinée-Bissau	
	République unie de Tanzanie ⁵		Mali	
			Mauritanie	
			Niger	
			Nigeria	
			Sénégal	
			Togo	

⁵ Ci-après dénommée la Tanzanie.



Système de coordonnées : Géographique WGS84

Sources des données: Couches de base: United Nations Geospatial, 2020. **Bathymétrie et topographie:** Airbus, USGS, NGA, NASA, NOAA, CGIAR, GEBCO, NCEAS, NLS, OS, NMA Geodatastyrelsen, GSA, GSI et la communauté des utilisateurs de SIG.

Les désignations employées et la présentation du matériel sur cette carte n'impliquent pas l'expression d'une opinion quelconque de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant le statut légal de tout pays, territoire, ville ou zone ou de ses autorités, ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites. La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Sud-Soudan n'a pas encore été déterminée. Le statut final de la région d'Abeyi n'est pas encore déterminé.

Figure D : Soumission des rapports nationaux sur le PoAA par les Parties africaines à l'AEWA pour la période de présentation de rapports de 2019-2020. Les pays colorés correspondent aux Parties contractantes à l'AEWA en Afrique, le code couleur se rapportant à leur sous-région respective. Les couleurs plus foncées représentent les Parties qui ont soumis les rapports nationaux sur le PoAA avant l'échéance du 24 mars 2021. Les pourcentages indiqués sur les graphiques circulaires représentent le taux de Parties ayant soumis les rapports nationaux sur le PoAA dans les délais, pour chaque sous-région.





1. CONSERVATION DES ESPÈCES

OBJECTIF 1

Renforcer la conservation et le rétablissement des espèces, et réduire les causes de mortalité inutile

Quinze questions ont été posées aux Parties concernant l'objectif de conservation des espèces. Cinq questions étaient axées sur l'établissement de mesures juridiques requises par le Plan d'action de l'AEWA et évaluaient le niveau de mise en conformité avec la législation nationale, et de mise en application de cette dernière, en matière de conservation des espèces de l'AEWA. Une question mesurait les contributions nationales à la mise en œuvre des Plans d'action internationaux par espèce (ISSAP) / Plans d'action internationaux multi-espèces (IMSAP) de l'AEWA s'appliquant aux Parties africaines à l'AEWA, et les neuf dernières questions évaluaient la portée des programmes/activités de suivi des populations d'oiseaux d'eau qui ont été réalisés et coordonnés au-delà des frontières internationales. Quatre questions de cette section (1.1, 1.10, 1.12 et 1.13) se rapportaient aux mesures que le PoAA désigne comme étant les plus prioritaires ; ces mesures contribuent à la réalisation des cibles 1.1.a, 1.1.b, 1.4.a, et 1.4.b du PoAA.

Les résultats indiquent que la plupart des avancées concernent **l'influence des processus multilatéraux en vue de faire progresser les priorités de l'AEWA** relatives à la prévention de quatre causes de mortalité supplémentaire inutile⁶, et aux autres principales menaces pesant sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats (voir Q 1.17), 55 % des Parties déclarantes ayant indiqué qu'elles avaient entrepris des actions en ce sens. Cinquante-trois pour cent des Parties déclarantes (ayant mentionné que cette question s'appliquait à leur cas) ont également indiqué que leur pays avait mené des actions visant à **sensibiliser les parties prenantes nationales concernées en matière de mises à jour de la législation nationale** et des exigences connexes, résultant des amendements du texte de l'AEWA, dans le Tableau 1 de l'Annexe 3, adoptés lors de la MOP7 (voir Q 1.5). Quarante pour cent des Parties déclarantes ont indiqué qu'elles avaient établi des **mesures visant à renforcer la mise en conformité avec la législation nationale** se rapportant à la conservation des espèces de l'AEWA (voir Q 1.4).

Des avancées moins importantes ont été réalisées concernant (1) la production de **listes nationales des populations d'oiseaux d'eau** des pays abritant plus de 1 % de la population, dont l'état de conservation a été identifié comme étant défavorable et nécessitant des orientations en matière de conservation et de gestion (voir Q 1.9), et (2) **l'intégration des données de suivi des déterminismes des tendances des populations d'oiseaux d'eau** dans les programmes nationaux de suivi de la biodiversité (voir Q 1.14). Pour ces deux questions, seuls 6 % des Parties déclarantes ayant indiqué que cette question s'appliquait à leur cas ont déclaré qu'elles avaient achevé ces actions.

Concernant les questions relatives aux actions les plus prioritaires de cet objectif, 25 % des Parties déclarantes ont indiqué qu'elles avaient établi des mécanismes visant à la mise à jour de la législation nationale pertinente, afin de prendre en compte les amendements apportés au Tableau 1 de l'Annexe 3 de l'AEWA, adoptés lors de la MOP7 (Q 1.1). Plusieurs Parties ayant répondu « non » ont néanmoins indiqué qu'il n'avait pas été nécessaire de mettre en place ce type de mécanisme, du

⁶ Les infrastructures relatives à l'énergie (en particulier les lignes électriques et les éoliennes) ; le prélèvement et l'abattage illégaux ; les prises accessoires par les activités de pêche ; et les espèces exotiques envahissantes.



fait que leur législation nationale tenait déjà compte de ces amendements. Trente-cinq pour cent des Parties déclarantes ont indiqué qu'elles avaient développé ou mis à jour des programmes de suivi des oiseaux d'eau (Q 1.10), un pourcentage identique d'entre elles ayant indiqué avoir créé des mécanismes de collecte des informations sur les déterminismes des tendances des populations d'oiseaux d'eau en collaboration avec les programmes existants, tels que le Dénombrement international des oiseaux d'eau (DIOE) et les Zones importantes pour la conservation des oiseaux et pour la biodiversité (ZICO) (Q 1.13). Plus de 80 % des Parties déclarantes ont toutefois indiqué qu'elles n'avaient pas mené d'activités communes de suivi des oiseaux d'eau au niveau transfrontalier ou des voies de migration (Q 1.12).

Cible 1.1

Les mesures juridiques exigées par le Plan d'action de l'AEWA sont transposées dans la législation nationale de toutes les Parties et sont appliquées de façon efficace

Q 1.1 : Un mécanisme/processus collaboratif a-t-il été mis en place, à la suite de la 7^e session de la Réunion des Parties (MOP7) à l'AEWA, pour guider l'examen et la mise à jour de la législation nationale pertinente, tenant compte des [amendements apportés au Tableau 1 de l'Annexe 3 de l'AEWA](#), adoptés lors de la MOP7 (Cibles 1.1.a et 1.1.b du PoAA) ?

Bien que cinq Parties déclarantes (25 %) aient indiqué qu'elles avaient mis en place un processus visant à orienter l'examen et la mise à jour de la législation nationale, et que trois autres (15 %) aient indiqué que cette démarche était en cours, la majorité des Parties interrogées (60 %) ont déclaré qu'aucun processus n'avait encore été mis en place. Certaines Parties ayant répondu « non » ont toutefois indiqué qu'il n'avait pas été nécessaire d'établir un mécanisme visant à la mise à jour de la législation nationale, du fait que les mesures législatives déjà en place tenaient compte des amendements apportés au Tableau 1 de l'Annexe 3 de l'AEWA.

Parmi les cinq Parties déclarantes qui ont mis en place ce type de processus, une Partie l'avait établi avant la MOP7 (suivant le calendrier figurant dans le PoAA), une Partie l'avait établi au cours des six mois qui ont suivi la MOP7, et trois Parties l'ont mis en place plus de six mois après la MOP7. En outre, quatre d'entre elles ont indiqué que les documents nécessaires à la soumission officielle des amendements requis n'avaient pas encore été élaborés, tandis que la dernière Partie interrogée, l'Ouganda, a déclaré que ces documents n'étaient pas requis du fait qu' aucune mise à jour ni nouvelle disposition à la législation nationale n'était nécessaire. Les quatre Parties ayant indiqué que les documents n'avaient pas encore été élaborés ont toutes déclaré qu'un processus était en cours à cet effet (le Nigeria, l'Eswatini et l'Égypte), ou était prévu (le Botswana).

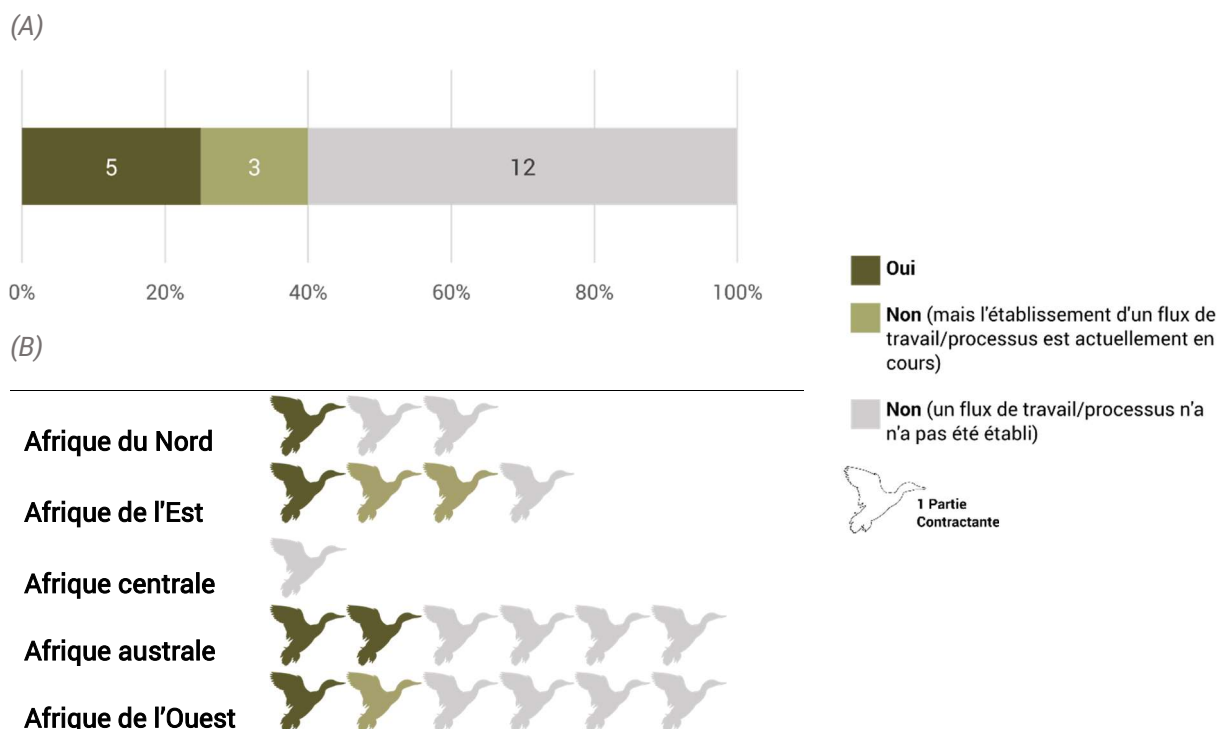


Figure 1.1 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si un mécanisme/processus collaboratif a été mis en place, suite à la 7^e session de la Réunion des Parties (MOP7) à l'AEWA, pour orienter l'examen et la mise à jour de la législation nationale pertinente en tenant compte des amendements apportés au Tableau 1 de l'Annexe 3 de l'AEWA, adoptés lors de la MOP7 (Q 1.1). (A) représente les réponses de toutes les Parties déclarantes ; (B) représente les réponses des Parties par sous-région.

Q 1.2 : Un examen a-t-il été entrepris dans votre pays afin d'évaluer l'état de la mise en application de la législation nationale pertinente relative à la conservation des espèces de l'AEWA (Cible 1.1.c du PoAA) ?

Trois Parties déclarantes (15 % ; le Mali, le Malawi et l'Eswatini) ont indiqué qu'elles avaient terminé l'examen de la mise en application de la législation nationale relative à la conservation des espèces de l'AEWA, cinq autres Parties (25 %) ont indiqué que ces examens étaient actuellement en cours. Le Mali est la seule Partie ayant communiqué le résultat de cet examen, indiquant que l'état de la mise en application de la législation pertinente était partiellement adapté.

Les autres Parties déclarantes ont fourni divers motifs pour expliquer qu'aucun examen de l'état de la mise en application de la législation nationale pertinente n'avait encore été effectué. Une Partie mentionne l'insuffisance de financements pour la collecte de données, tandis que d'autres ont indiqué qu'un examen était prévu ultérieurement, lorsqu'une législation nouvelle ou révisée sera adoptée et mise en place pour une durée appropriée. Certaines Parties ont précisé qu'aucune évaluation n'avait été menée, du fait qu'elles considéraient qu'aucune infraction grave à la législation nationale n'avait été commise.

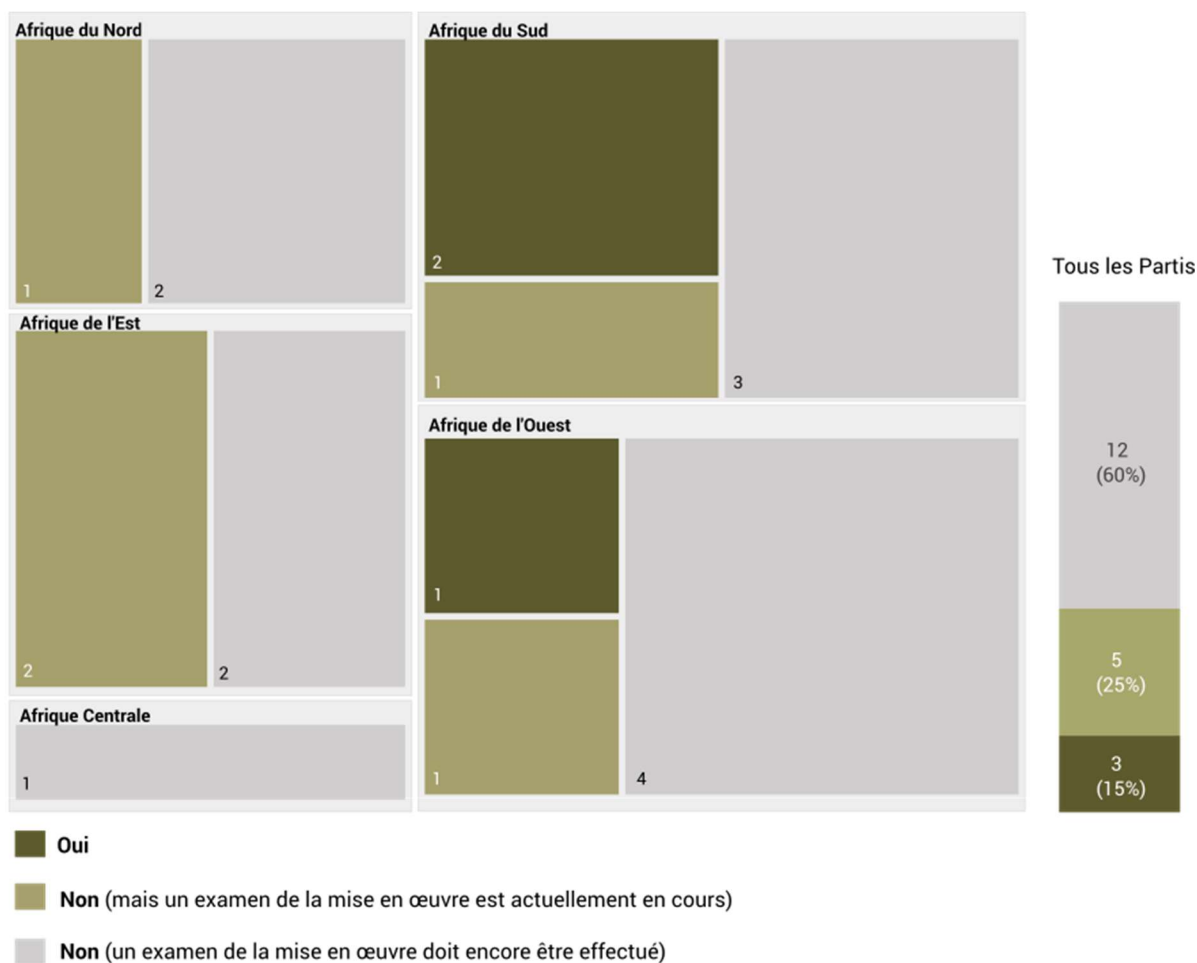


Figure 1.2 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si un examen a été effectué dans leur pays, afin d'évaluer l'état de la mise en application de la législation nationale pertinente relative à la conservation des espèces de l'AEWA (Q 1.2).

Q 1.3 : Un examen a-t-il été entrepris dans votre pays afin d'évaluer le **degré de conformité de la législation nationale pertinente avec les exigences de l'AEWA relatives à la conservation des espèces** (Cible 1.1.c du PoAA) ?

Seules deux Parties déclarantes (10 % ; le Niger et Maurice) ont indiqué qu'elles avaient terminé un examen visant à évaluer le degré de conformité de la législation nationale avec les exigences de l'AEWA relatives à la conservation des espèces. Toutefois, cinq autres Parties déclarantes (25 %) ont mentionné qu'un examen était actuellement en cours. Maurice a évalué sa législation nationale comme étant partiellement en conformité, tout en indiquant qu'à ce jour le pays ne disposait d'aucune législation se rapportant spécifiquement à l'AEWA. Il était précisé qu'un règlement concernant la protection des espèces, y compris les oiseaux migrateurs, était actuellement en cours d'élaboration. Le Niger a évalué sa législation nationale comme étant totalement en conformité.

Treize Parties déclarantes (65 %) ont indiqué qu'aucun examen du degré de conformité de la législation nationale avec les exigences de l'AEWA relatives à la conservation des espèces n'avait encore été effectué. Plusieurs Parties ont fourni pour motif que la législation sur le plan national était formulée de manière à garantir sa mise en conformité avec les accords internationaux, et que cet examen n'était donc pas jugé nécessaire. Certaines Parties ayant mentionné qu'aucun examen n'avait encore été entrepris ont néanmoins indiqué que les premières démarches avaient été



effectuées en vue d'un examen ultérieur en ce sens. Par exemple, la République centrafricaine a indiqué qu'un projet de termes de référence pour ce type d'examen avait été élaboré en vue d'entamer un processus de levée de fonds, et l'Afrique du Sud a précisé que sa législation de mise en œuvre constituerait l'un des facteurs envisagés dans un processus plus global visant à amender sa Loi nationale sur la biodiversité dans le cadre de la gestion de l'environnement (*National Environmental Management: Biodiversity Act*) conformément aux exigences internationales du pays. Deux Parties (la Côte d'Ivoire et le Mali) ayant indiqué qu'elles n'avaient effectué aucun examen ont expliqué qu'elles procédaient à la finalisation et à l'adoption d'une nouvelle législation nationale se rapportant aux espèces de l'AEWA.

(A)

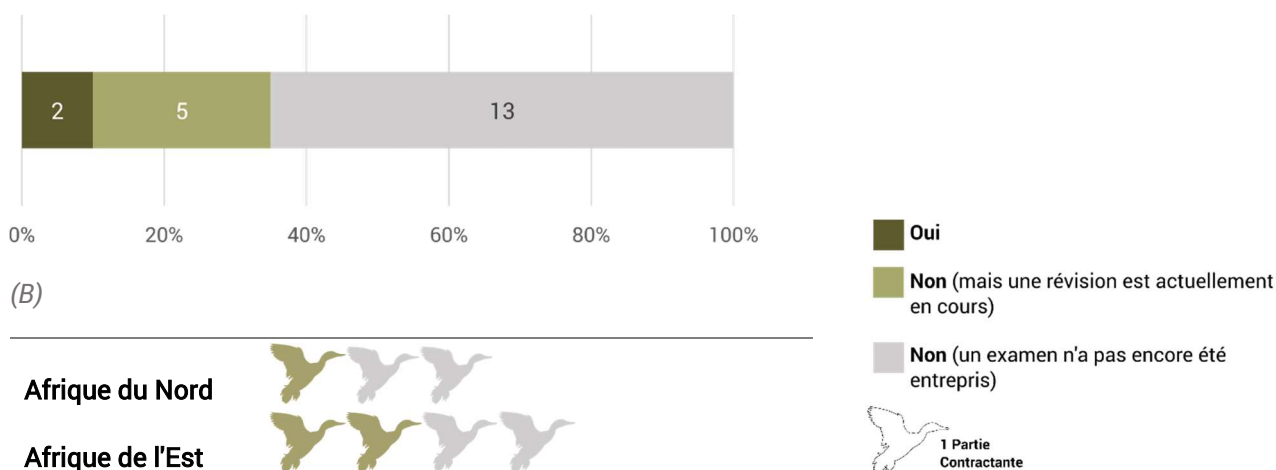


Figure 1.3 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si un examen a été effectué dans leur pays, afin d'évaluer le degré de conformité de la législation nationale pertinente avec les exigences de l'AEWA relatives à la conservation des espèces (Q 1.3). (A) représente les réponses de toutes les Parties déclarantes ; (B) représente les réponses des Parties par sous-région.

Q 1.4 : Suite à la MOP7, votre pays a-t-il mis en place **des mesures visant à renforcer la conformité avec la législation nationale relative à la conservation des espèces de l'AEWA** (Cible 1.1.c du PoAA) ?

Des mesures visant à renforcer la conformité avec la législation nationale relative à la conservation des espèces de l'AEWA ont été mises en place par huit Parties déclarantes (40 %), tandis que la mise en place de ces mesures par six autres Parties déclarantes (30 %) est en cours. Le motif principal fourni par les six dernières Parties interrogées pour n'avoir mis en place aucune de ces mesures se rapportait à la nécessité d'attendre la mise en application d'une législation nouvelle ou mise à jour. Une Partie (l'Ouganda) a indiqué qu'aucune mesure n'était nécessaire du fait de l'absence de données significatives quant à la non-conformité avec la législation nationale relative aux espèces de l'AEWA.

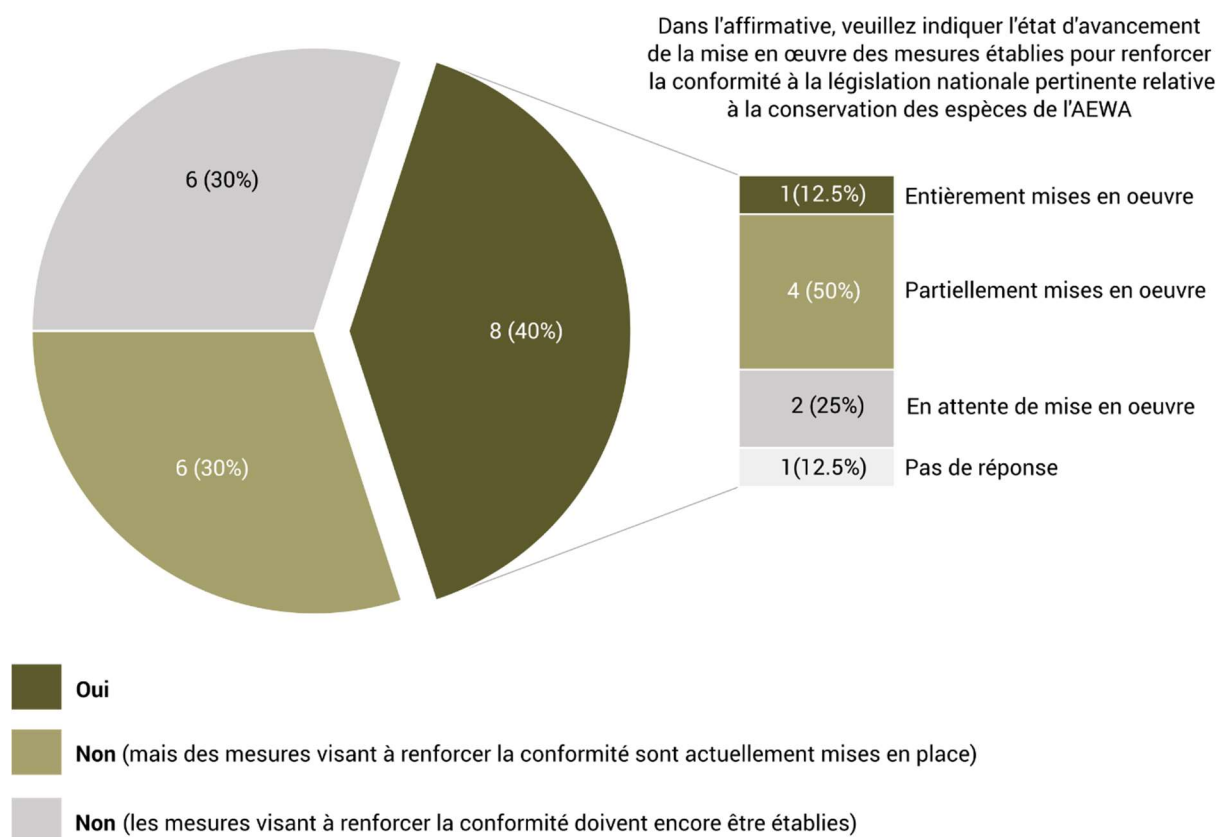


Figure 1.4 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si, suite à la MOP7, leur pays a mis en place des mesures visant à renforcer la conformité avec la législation nationale relative à la conservation des espèces de l'AEWA (Q 1.4).

Q 1.5 : L'agence nationale de mise en œuvre de l'AEWA dans votre pays a-t-elle mené des **actions visant à sensibiliser les parties prenantes nationales concernées au sujet des dernières mises à jour de la législation nationale** et des exigences connexes, résultant des amendements apportés au Tableau 1 de l'Annexe 3 du texte de l'AEWA, adoptés lors de la MOP7 de l'AEWA (Cible 1.1.c du PoAA) ?

Huit Parties déclarantes (53 % de l'ensemble des Parties déclarantes ayant indiqué que cette question s'appliquait à leur cas) ont mentionné que des activités de sensibilisation avaient été menées concernant des amendements à la législation nationale pertinente. Ces activités incluaient l'animation d'ateliers visant à débattre des résultats de la MOP7 avec les parties prenantes concernées (Afrique du Sud), ainsi que l'organisation de réunions avec les parties prenantes concernées (par exemple le ministère de l'Agriculture, les partenaires BirdLife, d'autres organisations non gouvernementales [ONG], et les représentants des communautés comme dans le cas de l'Égypte, ou avec les représentants de ministères, les directeurs des parcs nationaux, et les organisations de la société civile, comme dans le cas de la commission chargée en République centrafricaine de réviser la loi relative au code de gestion de la faune sauvage et des aires protégées). Plusieurs parties prenantes ont également été sensibilisées à la législation nationale relative à la Loi sur la gestion de l'environnement en termes de gestion des zones humides, lors de séances de formation au Zimbabwe.

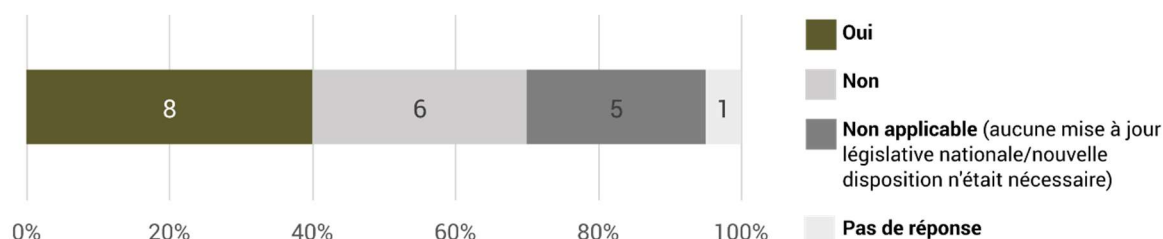


Figure 1.5 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si l'agence nationale de mise en œuvre de l'AEWA dans leur pays a mené des actions visant à sensibiliser les parties prenantes nationales concernées au sujet des mises à jour de la législation nationale et des exigences connexes, résultant des amendements apportés au Tableau 1 de l'Annexe 3 du texte de l'AEWA, adoptés lors de la MOP7 de l'AEWA (Q 1.5).

Cible 1.2

Toutes les espèces/populations prioritaires sont couvertes par des Plans d'action par espèce mis en œuvre de façon efficace au niveau des voies de migration

Q 1.8 : Pour chaque **ISSAP/IMSAP de l'AEWA existant** (c'est-à-dire Plan d'action en faveur des espèces – SAP) pertinent pour votre pays, et pour lesquels des Groupes de travail internationaux sur les espèces (ISWG) ont été convoqués, veuillez indiquer quelles **actions** ont été menées dans votre pays afin de contribuer à la mise en œuvre des plans, en sélectionnant toutes les réponses applicables dans le menu déroulant et en fournissant des informations supplémentaires le cas échéant (Cibles 1.2.c, 1.2.d et 1.2.g du PoAA) :

Au total, 16 espèces de la région d'Afrique sont couvertes par des ISSAP de l'AEWA existants, et neuf autres espèces d'oiseaux marins sont couvertes par l'IMSAP pour la conservation des oiseaux marins côtiers du système de remontée d'eau du courant de Benguela⁷ (ci-après dénommé l'IMSAP pour les oiseaux marins côtiers de Benguela). Dans cette question, il était demandé aux Parties d'indiquer si elles avaient mis en œuvre les actions suivantes dans le cadre de chaque ISSAP/IMSAP de l'AEWA existant, pour lequel la Partie est un État de l'aire de répartition de l'espèce concernée :

- Q 1.8.1 : Un représentant gouvernemental auprès de l'ISWG a-t-il été désigné ?
- Q 1.8.2 : Un expert national auprès de l'ISWG a-t-il été désigné ?
- Q 1.8.3 : Un Plan d'action national en faveur des espèces (NSAP) a-t-il été élaboré ?
- Q 1.8.4 : Un Groupe national sur les espèces a-t-il été créé ?
- Q 1.8.5 : Des activités ont-elles été menées dans votre pays en vue de contribuer à la mise en œuvre des SAP (notamment pour rehausser l'importance de l'espèce) ?
- Q 1.8.6 : Depuis la MOP7, des ressources en nature et/ou financières ont-elles été obtenues pour la mise en œuvre des SAP ?
- Q 1.8.7 : L'ISSAP/IMSAP a-t-il été pris en compte dans la Stratégie et le plan d'action nationaux pour la biodiversité (NBSAP) ?

Les réponses à ces questions sont résumées dans la Figure 1.6 ci-dessous, présentée par SAP. Il est important toutefois pour les lecteurs de noter que, comme l'indique la Figure 1.6, un aperçu complet

⁷Manchot du Cap (*Spheniscus demersus*), Cormoran des bancs (*Phalacrocorax neglectus*), Cormoran du Cap (*Phalacrocorax capensis*), Fou du Cap (*Morus capensis*), Huîtrier de Moquin (*Haematopus moquini*), Cormoran couronné (*Microcarbo coronatus*), Sterne des baleiniers (*Sternula balaenarum*), Sterne caspienne (*Hydroprogne caspia*), Sterne huppée (*Thalasseus bergii* ssp. *bergii*).



du taux d'États africains Parties de l'aire de répartition pour chaque ISSAP/IMSAP ayant mis en œuvre les actions spécifiées dans les Q 1.8.1 à 1.8.7 n'est pas disponible, du fait que les États africains Parties de l'aire de répartition n'ont pas tous soumis les rapports nationaux sur le PoAA dans les délais en vue de leur inclusion dans la présente analyse. Les **graphiques en anneau** de la Figure 1.6 représentent le nombre de Parties africaines pour chaque ISSAP/IMSAP qui ont soumis un rapport national dans les délais, correspondant à un pourcentage du nombre total de Parties contractantes africaines auxquelles s'applique l'ISSAP/IMSAP (à savoir les Parties africaines qui sont des États de l'aire de répartition des espèces couvertes dans les SAP). Toutefois, les pourcentages indiqués dans les **graphiques à barres** de la Figure 1.6 ont été calculés en fonction des informations fournies uniquement par les Parties déclarantes. Dans le cas de quatre ISSAP/IMSAP (pour l'Aigrette vineuse [*Egretta vinaceigula*], l'Ibis chauve [*Geronticus eremita*], le Râle à miroir [*Sarothrura ayresii*], et l'IMSAP pour les oiseaux marins côtiers de Benguela), toutes les Parties africaines auxquelles s'applique l'ISSAP/IMSAP ont soumis les rapports nationaux sur le PoAA. Les réponses relatives à ces quatre SAP donnent, par conséquent, une indication de l'état de ces mesures dans toutes les Parties africaines à l'AEWA auxquelles s'applique l'ISSAP/IMSAP.

Les avancées globales relatives aux ISSAP/IMSAP individuels ont été calculées en multipliant le nombre de Parties déclarantes auxquelles s'appliquait chaque SAP par le nombre de mesures possibles. Dans le cas de l'ISSAP pour le Crabier blanc (*Ardeola idae*), par exemple, les sept sous-questions susmentionnées ont été posées à cinq Parties déclarantes auxquelles s'applique le SAP, atteignant un total de 35 mesures potentielles. Au total, cinq actions ont été signalées comme étant achevées (c'est-à-dire pour lesquelles les réponses étaient « oui ») dans le cadre de cet ISSAP, pour toutes les Parties déclarantes concernées. Le taux global d'avancées pour ce SAP était donc de 14 %. Dans le cas de l'ISSAP pour le Fuligule nyroca (*Aythya nyroca*), seules s'appliquaient les Q 1.8.3 à 1.8.7, du fait qu'un ISWG pour cette espèce n'avait pas encore été convoqué. Par conséquent, le nombre total de sous-questions s'élevait à cinq, représentant, une fois multiplié par le nombre total de Parties déclarantes auxquelles s'applique le SAP (9), un total de 45 mesures potentielles. Sur la base de ce système de mesure, les quatre ISSAP pour lesquels le plus d'avancées ont été signalées correspondaient à celui pour l'Ibis chauve (*Geronticus eremita*), la Grue royale (*Balearica regulorum*), le Râle à miroir (*Sarothrura ayresii*), et l'Érismature à tête blanche (*Oxyura leucocephala*). En outre, toutes les actions spécifiées dans les sept sous-questions posées aux Parties ont été achevées dans le cas de l'IMSAP pour les oiseaux marins côtiers de Benguela. Les espèces pour lesquelles le moins d'avancées ont été signalées étaient la Bécassine double (*Gallinago media*) et la Spatule blanche (*Platalea leucorodia*). Au total, seuls 7 % de toutes les actions possibles ont été accomplies pour l'ensemble des Parties. En général, les Parties ont déclaré plus d'avancées quant à la réalisation des actions visant à la mise en œuvre des ISSAP/IMSAP pour les espèces pour lesquelles un ISWG de l'AEWA avait été convoqué.

En procédant par Partie, six Parties déclarantes sur les dix-neuf ayant fourni une réponse à Q 1.8⁸ ont indiqué qu'aucune avancée n'avait été réalisée dans le cadre des questions ci-dessus, en termes de mise en œuvre des ISSAP s'appliquant à leur pays. Le Maroc (sept ISSAP) et l'Eswatini (un ISSAP) ont, de toutes les Parties, déclaré le plus d'avancées en répondant « oui » respectivement à 49 % et à 43 % des mesures pour tous les ISSAP s'appliquant à leur pays. L'Éthiopie (dix ISSAP) et l'Afrique du Sud (huit ISSAP et un IMSAP) ont également signalé un niveau d'avancées relativement élevé (respectivement 30 % et 35 %). Plusieurs Parties interrogées ont cependant déclaré que certaines espèces étaient erratiques, que leur présence n'était pas confirmée, ou qu'elles n'étaient confrontées à aucune menace dans leur pays et, par conséquent, qu'aucune mesure n'avait été prise

⁸ Maurice n'était pas un État de l'aire de répartition pour les 17 ISSAP/IMSAP, et n'a donc pas répondu à cette question.



en vue de la mise en œuvre de ces ISSAP ou que la priorité avait été accordée à d'autres espèces plus menacées.

Des informations plus détaillées concernant les réponses à chaque sous-question sont présentées ci-dessous :

Q 1.8.1 : Désignation de représentants gouvernementaux auprès de l'ISWG : Au moment de la rédaction, aucun ISWG n'a été convoqué pour le Fuligule nyroca (*Aythya nyroca*), le Bec-en-sabot du Nil (*Balaeniceps rex*), la Bécassine double (*Gallinago media*), la Glaréole à ailes noires (*Glareola nordmanni*), l'Érismature maccoa (*Oxyura maccoa*) et la Spatule blanche (*Platalea leucorodia*). Par conséquent, aucun représentant gouvernemental auprès de l'ISWG n'a été nommé pour ces espèces. Au moins un représentant gouvernemental auprès de l'ISWG a été nommé pour l'IMSAP et les dix ISSAP restants. Toutes les Parties déclarantes auxquelles s'applique l'IMSAP pour les oiseaux marins côtiers de Benguela, l'ISSAP pour l'Ibis chauve (*Geronticus eremita*) et l'ISSAP pour le Vanneau sociable (*Vanellus gregarius*) ont déclaré qu'elles avaient achevé cette action.

Q 1.8.2 : Désignation d'experts nationaux auprès de l'ISWG : Sur les dix espèces pour lesquelles un ISWG a été convoqué, au moins un expert national auprès de l'ISWG a été nommé pour neuf ISSAP (aucune nomination d'experts nationaux auprès de l'ISWG n'a été déclarée pour le Crabier blanc [*Ardeola idae*]). La nomination d'un expert national auprès de l'ISWG a en outre été signalée dans le cas de l'IMSAP pour les oiseaux marins côtiers de Benguela. Les ISSAP pour l'Ibis chauve (*Geronticus eremita*), la Grue royale (*Balearica regulorum*), le Vanneau sociable (*Vanellus gregarius*), et l'IMSAP pour les oiseaux marins côtiers de Benguela comptent des représentants qui couvrent toutes les Parties déclarantes concernées et, dans le cas de l'ISSAP pour l'Ibis chauve et de l'IMSAP pour les oiseaux marins côtiers de Benguela, tous les États africains Parties de l'aire de répartition.

Q 1.8.3 : Élaboration de NSAP : L'élaboration d'au moins un NSAP a été déclarée pour six ISSAP et pour l'IMSAP, par six différentes Parties au total. Les ISSAP/IMSAP pour lesquels des NSAP ont été élaborés par le taux le plus élevé de Parties déclarantes étaient l'IMSAP pour les oiseaux marins côtiers de Benguela, l'ISSAP pour l'Érismature à tête blanche (*Oxyura leucocephala*) et l'ISSAP pour la Grue royale (*Balearica regulorum*). Aucun NSAP n'a encore été élaboré pour le Crabier blanc (*Ardeola idae*), le Fuligule nyroca (*Aythya nyroca*), le Râle des genêts (*Crex crex*), l'Aigrette vineuse (*Egretta vinaceigula*), la Bécassine double (*Gallinago media*), la Glaréole à ailes noires (*Glareola nordmanni*), l'Érismature maccoa (*Oxyura maccoa*), la Spatule blanche (*Platalea leucorodia*), et le Vanneau sociable (*Vanellus gregarius*).

Q 1.8.4 : Création de Groupes nationaux sur les espèces : La création de dix Groupes nationaux sur les espèces a été déclarée pour sept ISSAP au total et pour l'IMSAP. L'Ibis chauve (*Geronticus eremita*) et le Râle à miroir (*Sarothrura ayresii*) correspondaient au taux le plus élevé de création de Groupes nationaux sur les espèces, ces derniers ayant été créés par deux tiers des Parties déclarantes auxquelles s'applique l'ISSAP. L'Afrique du Sud, seule Partie contractante à laquelle s'applique l'IMSAP pour les oiseaux marins côtiers de Benguela, a également déclaré avoir achevé cette action. Aucune création de groupes nationaux n'a été signalée pour le Crabier blanc (*Ardeola idae*), le Fuligule nyroca (*Aythya nyroca*), la Bécassine double (*Gallinago media*), la Glaréole à ailes noires (*Glareola nordmanni*), la Barge à queue noire (*Limosa limosa*), l'Érismature maccoa (*Oxyura maccoa*), la Spatule blanche (*Platalea leucorodia*), et le Vanneau sociable (*Vanellus gregarius*).

Q 1.8.5 : Activités menées en vue de contribuer à la mise en œuvre des SAP : Onze Parties déclarantes ont déclaré qu'elles avaient mené des activités au niveau national en vue de contribuer



à la mise en œuvre de 12 SAP au total sur 17. Les ISSAP pour la Grue royale (*Balearica regulorum*), le Flamant nain (*Phoeniconaias minor*), l'Ibis chauve (*Geronticus eremita*), et le Râle à miroir (*Sarothrura ayresii*), ainsi que l'IMSAP pour les oiseaux marins côtiers de Benguela, correspondaient au taux le plus élevé de Parties déclarantes concernées ayant mené des activités au niveau national. Aucune Partie n'a déclaré avoir mené des activités visant à la mise en œuvre des SAP pour le Fuligule nyroca (*Aythya nyroca*), la Bécassine double (*Gallinago media*), la Spatule blanche (*Platalea leucorodia*), et le Vanneau sociable (*Vanellus gregarius*). Des exemples d'activités menées comprennent notamment des travaux de suivi et de relevé, des campagnes de sensibilisation générale, et l'élaboration et la diffusion des SAP nationaux.

Q 1.8.6 : Ressources en nature et/ou financières pour la mise en œuvre des SAP : L'obtention de celles-ci a été signalée pour la mise en œuvre de huit SAP au total, par sept différentes Parties déclarantes. L'ISSAP pour l'Ibis chauve (*Geronticus eremita*), l'ISSAP pour le Râle à miroir (*Sarothrura ayresii*) et l'IMSAP pour les oiseaux marins côtiers de Benguela correspondaient aux trois SAP pour lesquels le taux de Parties interrogées ayant déclaré l'obtention de ressources était le plus élevé. Aucune obtention de ressources n'avait encore été signalée quant à la mise en œuvre des ISSAP pour le Crabier blanc (*Ardeola idae*), le Râle des genêts (*Crex crex*), l'Aigrette vineuse (*Egretta vinaceigula*), la Bécassine double (*Gallinago media*), la Glaréole à ailes noires (*Glareola nordmanni*), l'Érismature maccoa (*Oxyura maccoa*), la Spatule blanche (*Platalea leucorodia*), et le Vanneau sociable (*Vanellus gregarius*). Les Parties ont également souvent souligné l'insuffisance de financements lorsqu'elles ont déclaré qu'aucune avancée n'avait été réalisée par rapport aux mesures Q 1.8.1 à Q 1.8.5.

Q 1.8.7 : Prise en compte de l'ISSAP/IMSAP dans les NBSAP : Neuf Parties déclarantes ont indiqué que les ISSAP et/ou IMSAP concernés avaient été pris en compte dans leurs NBSAP. Il s'agissait de la sous-question pour laquelle le plus grand nombre d'avancées ont été signalées, 40 % de toutes les actions possibles⁹ ayant été déclarées terminées. Dans le cas de chaque ISSAP/IMSAP, au moins une Partie avait pris ce dernier en compte dans son NBSAP, à l'exception de celui pour le Vanneau sociable (*Vanellus gregarius*), pour lequel la seule Partie déclarante concernée a indiqué que cette action n'avait pas été réalisée.

⁹ Nombre total de « oui » en réponse à cette sous-question / nombre total de Parties déclarantes concernées (Parties qui, à la fois, sont des États de l'aire de répartition de l'espèce concernée et ont soumis un rapport national dans les délais) pour tous les SAP.



Figure 1.6 : Réponses des Parties déclarantes indiquant quelles actions ont été menées dans leur pays en vue de contribuer à la mise en œuvre des ISSAP/IMSAP de l'AEWA pertinents (Q 1.8). Les graphiques en anneau représentent le nombre d'États africains Parties contractantes de l'aire de répartition ayant soumis les Rapports nationaux sur le PoAA dans les délais (États de l'aire de répartition interrogés, par ISSAP/IMSAP). Les graphiques à barres horizontales représentent les réponses des Parties déclarantes concernées à chaque sous-question. Le médaillon dans le graphique en anneau indique, en outre, l'état de conservation et la tendance des populations étant les plus récents au niveau mondial selon la Liste rouge de l'UICN au moment de la rédaction. Voir le corps du texte ci-dessus pour chaque sous-question. *Catégories de La Liste Rouge de l'UICN : LC – Préoccupation mineure, NT – Quasi menacée, VU – Vulnérable, EN – En danger, CR – En danger critique.

Légende

Les graphiques en anneau - Parties contractantes à l'AEWA

- États de l'aire de répartition **ayant soumis** un Rapport National PoAA
- États de l'aire de répartition **n'ayant pas soumis** un Rapport National PoAA

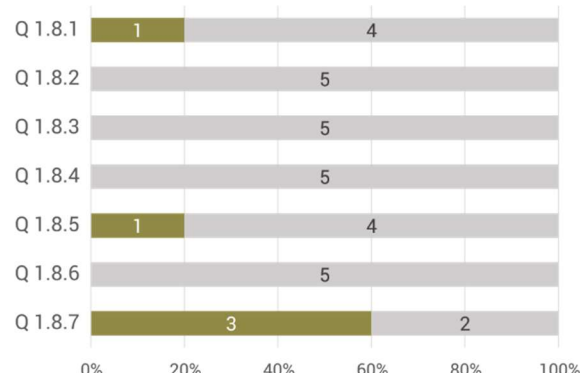
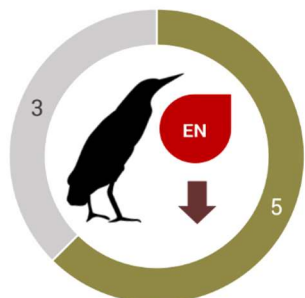
Les graphiques à barres - Réponses aux questions 1.8

- Oui
- Non, mais c'est en cours
- Non applicable
- Non
- Pas de réponse

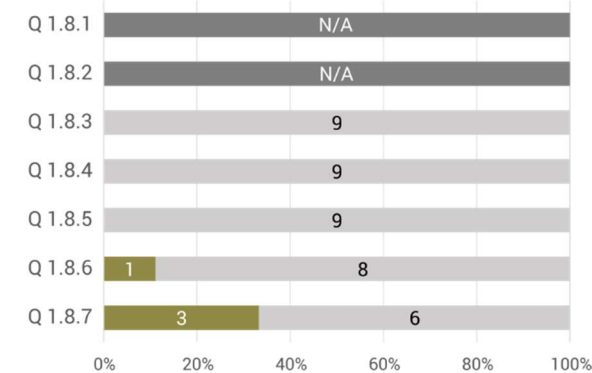
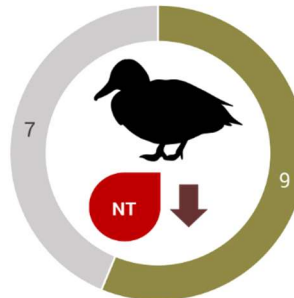
Statut de l'espèce (Liste rouge de l'UICN)

- NT Catégories de l'UICN*
- Tendance de la population **stable**
- Tendance à l'augmentation / la diminution de la population
- ? Tendance de la population **inconnue**

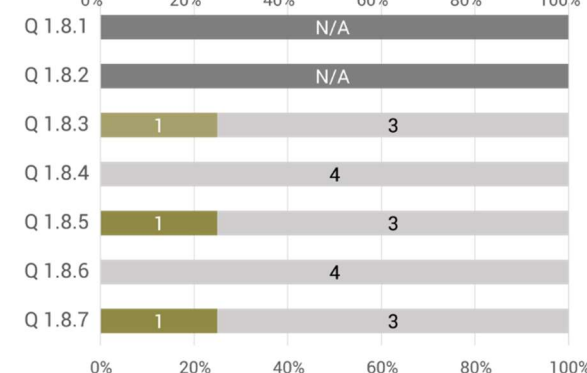
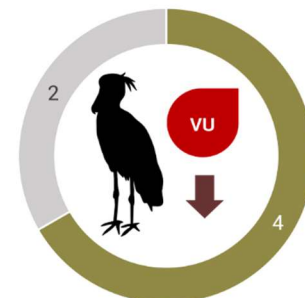
Crabier blanc
Ardeola idae



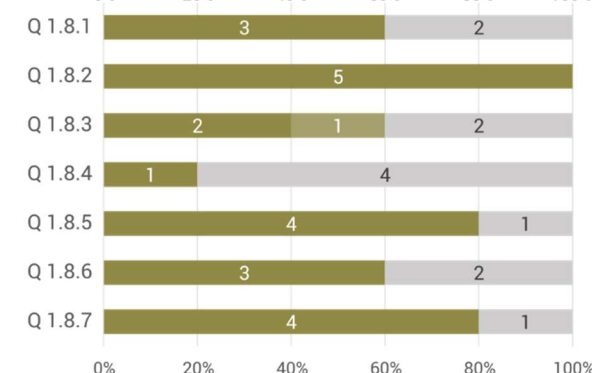
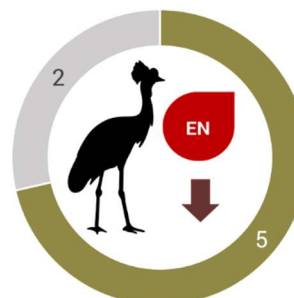
Fuligule nyroca
Aythya nyroca



Bec-en-sabot du Nil
Balaeniceps rex

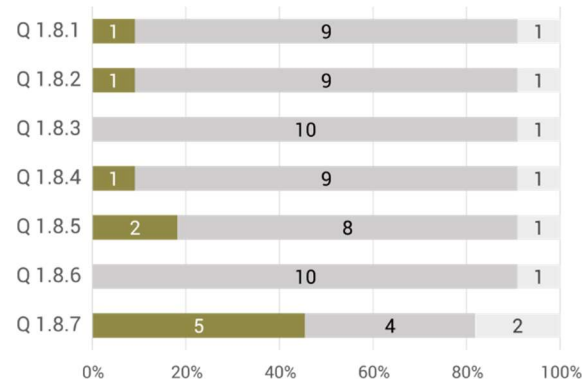
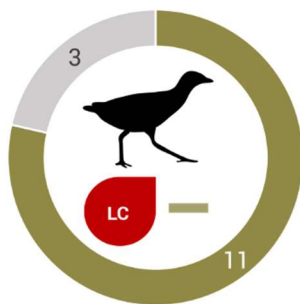


Grue royale
Balearica regulorum

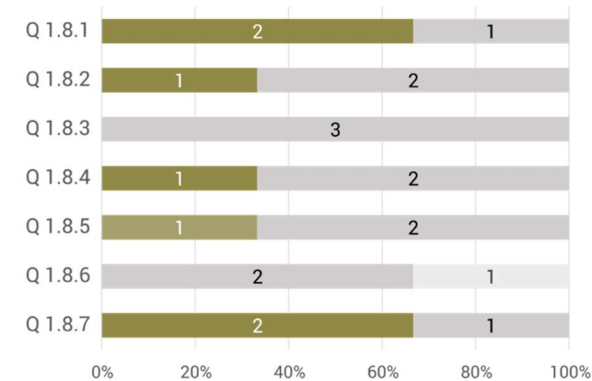
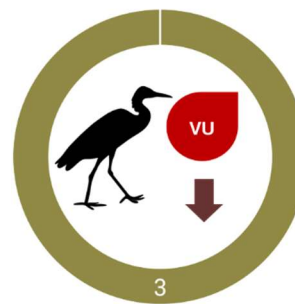




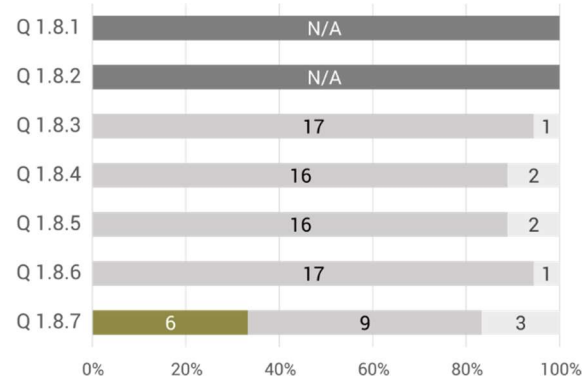
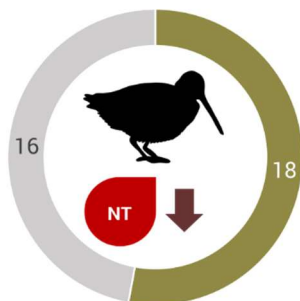
Râle des genêts
Crex crex



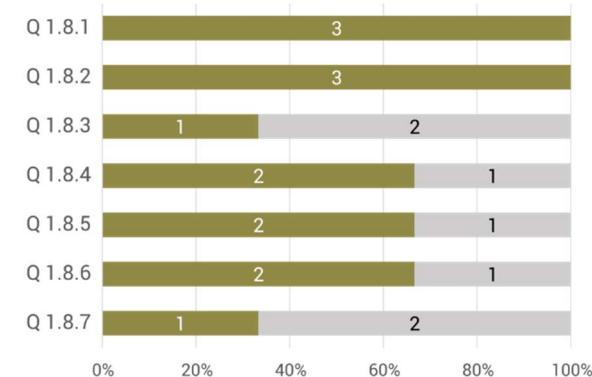
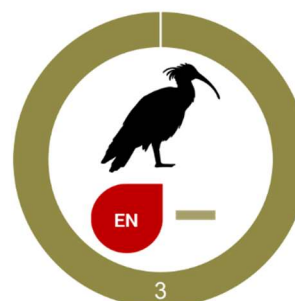
Aigrette vineuse
Egretta vinaceigula



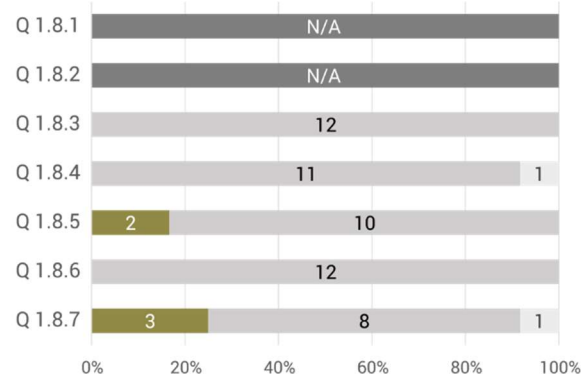
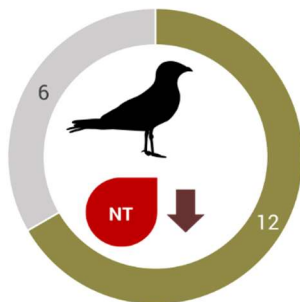
Bécassine double
Gallinago media



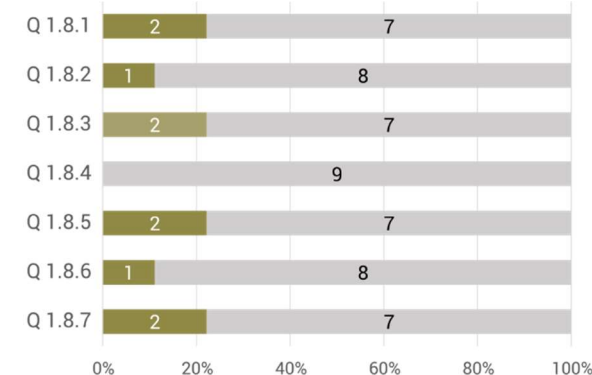
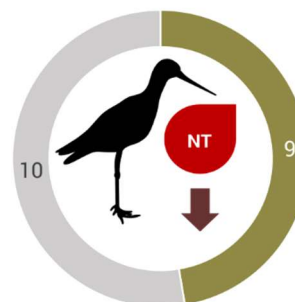
Ibis chauve
Geronticus eremita



Glaréole à ailes noires
Glaresola nordmanni

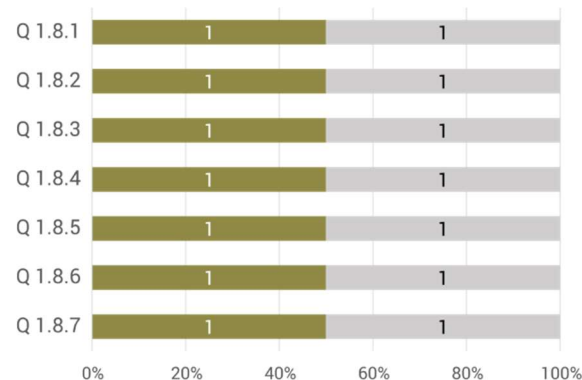
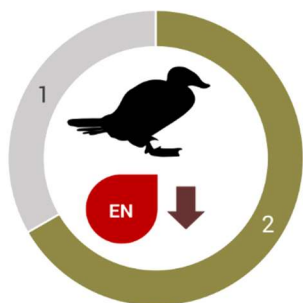


Barge à queue noire
Limosa limosa

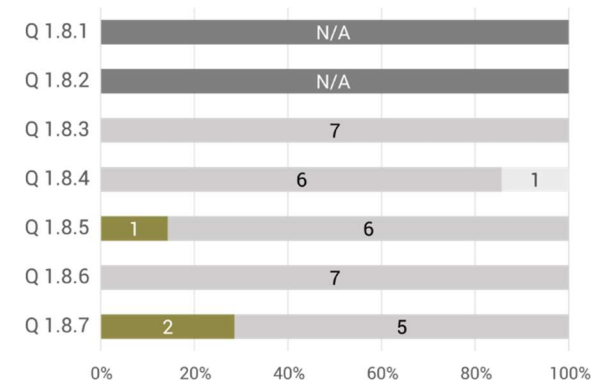
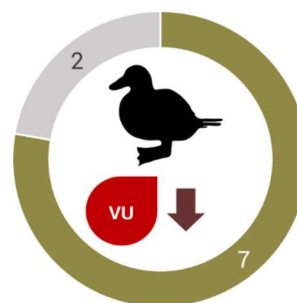




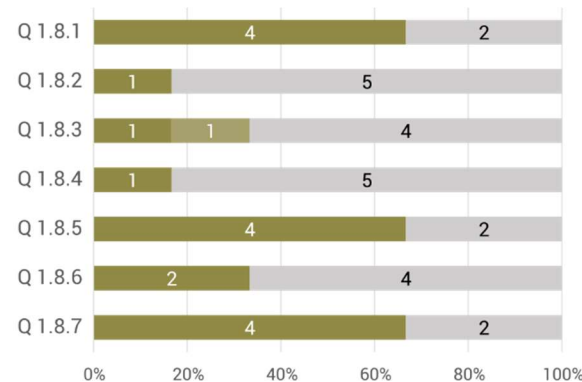
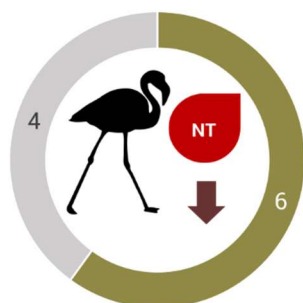
Érismature à tête blanche
Oxyura leucocephala



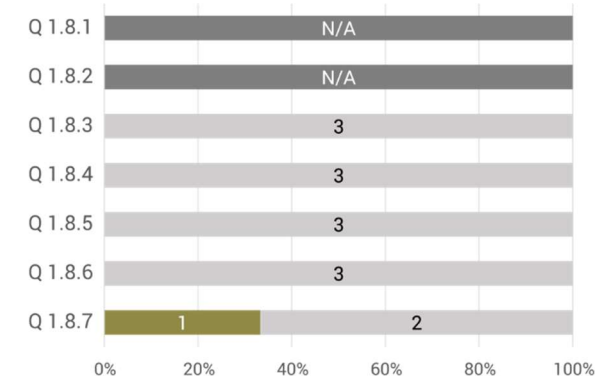
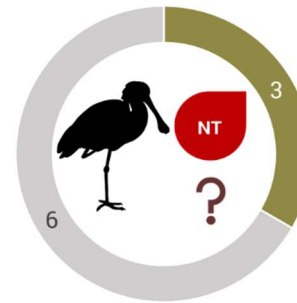
Érismature maccoa
Oxyura maccoa



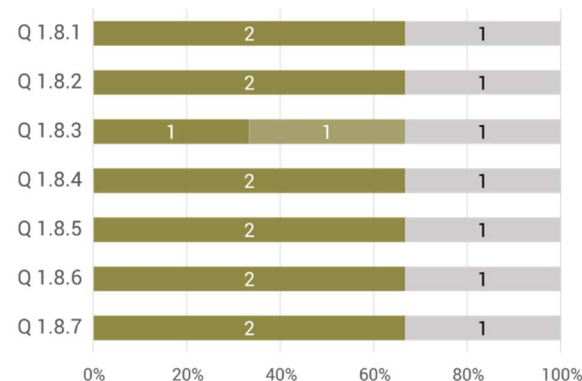
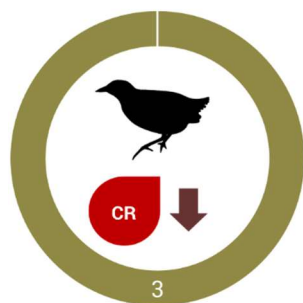
Flamant nain
Phoeniconaias minor



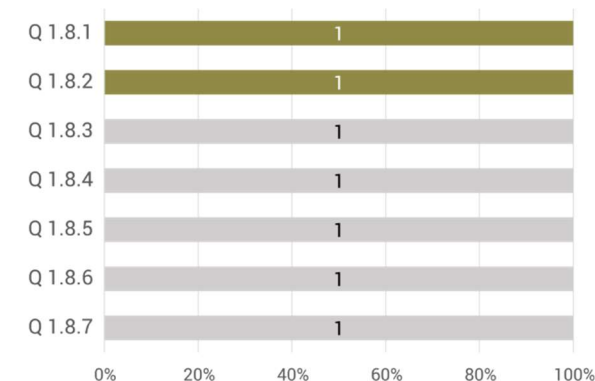
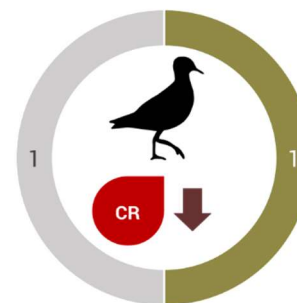
Spatule blanche
Platalea leucorodia



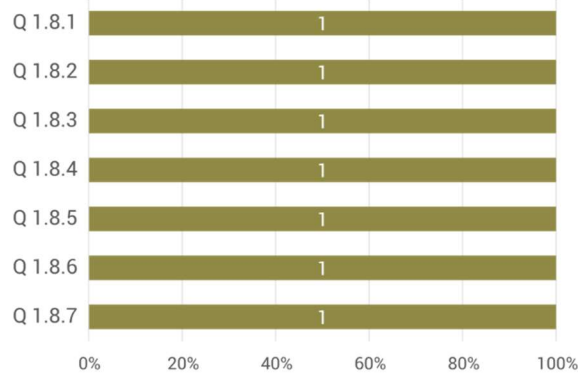
Râle à miroir
Sarothrura ayresi



Vanneau sociable
Vanellus gregarius



Oiseaux marins littoraux
du système de courant de
Benguela **



**Espèces incluses:

Manchot du Cap (*Spheniscus demersus*)



Cormoran des bancs (*Phalacrocorax neglectus*)



Cormoran du Cap (*Phalacrocorax capensis*)



Fou du Cap (*Morus capensis*)



Huîtrier de Moquin (*Haematopus moquini*)



Cormoran couronné (*Microcarbo coronatus*)



Sterne des baleiniers (*Sternula balaenarum*)



Sterne caspienne (*Hydroprogne caspia*)



Sterne huppée (*Thalasseus bergii* ssp. *bergii*)



Spheniscus demersus / AGAMI / Adobe Stock



Cible 1.3

Pour toutes les autres populations ayant un état de conservation défavorable, des orientations de conservation et de gestion fondées sur la science sont fournies par l'AEWA et/ou ses partenaires, et appliqués par les Parties et les autres parties prenantes

Q 1.9 : Votre pays a-t-il dressé la *liste nationale des populations d'oiseaux d'eau* dont il abrite plus de 1 % et dont l'état de conservation a été identifié comme étant défavorable et nécessitant des orientations en matière de conservation et de gestion (Cible 1.3.c du PoAA) ?

Parmi les 16 Parties déclarantes ayant identifié que cette question s'appliquait à leur cas, dix d'entre elles (63 %) ont indiqué qu'aucune liste nationale des populations d'oiseaux d'eau répondant aux critères énoncés dans la question n'avait encore été dressée, bien qu'un certain nombre d'entre elles ait indiqué qu'il était prévu d'établir cette liste ultérieurement (généralement avant la fin de 2021/2022). Cinq autres Parties déclarantes ont répondu que le processus visant à dresser cette liste était en cours. Le Nigeria était la seule Partie interrogée ayant déclaré qu'une liste était terminée, et que celle-ci avait été établie dans les 18 mois qui ont suivi la MOP7, conformément au calendrier figurant dans le PoAA. Le Nigeria a, en outre, expliqué qu'aucun plan de travail national n'avait encore été élaboré, visant à orienter la mise en œuvre des actions de conservation en faveur des populations dont le pays abrite plus de 1 %, mais que celui-ci était en cours et sa mise en place escomptée avant le milieu de 2022. Une Partie a indiqué qu'il serait utile aux Parties de recevoir une formation sur l'utilisation de l'outil du [Réseau de sites critiques](#) pour extraire des informations concernant les seuils de populations mondiales, relatifs aux espèces de l'AEWA.

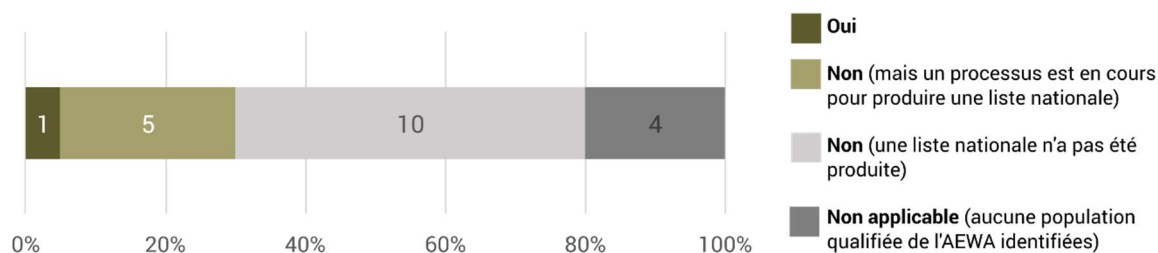


Figure 1.7 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si leur pays a dressé la liste nationale des populations d'oiseaux d'eau dont il abrite plus de 1 % et dont l'état de conservation a été identifié comme étant défavorable et nécessitant des orientations en matière de conservation et de gestion (Q 1.9).

Cible 1.4

La qualité des évaluations de l'état des populations d'oiseaux d'eau, y compris les informations sur les déterminismes des tendances des populations, est améliorée de sorte qu'au moins deux-tiers de toutes les populations d'oiseaux d'eau de l'AEWA sont évaluées sur la base des données de suivi les plus complètes et les plus actualisées disponibles

Q 1.10 : Un *programme national de suivi des oiseaux d'eau* a-t-il été élaboré / mis à jour pour votre pays (Cible 1.4.a du PoAA) ?

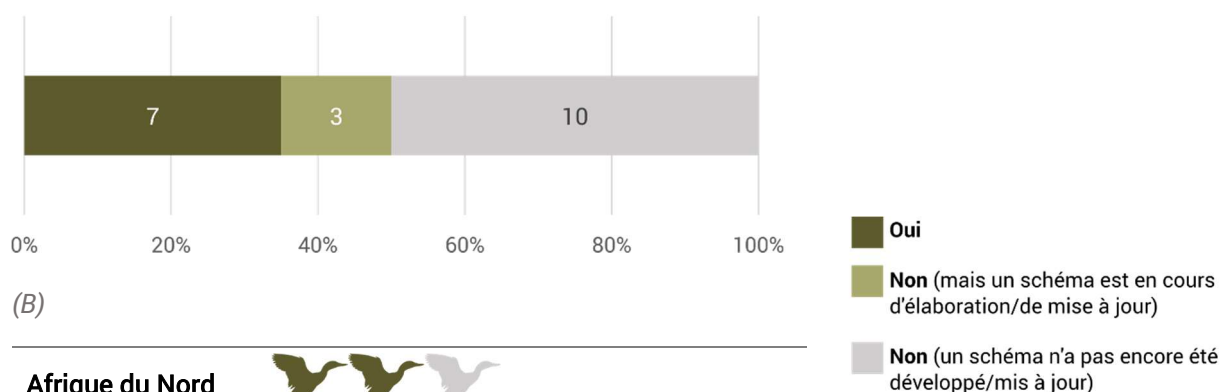
Au total, sept Parties déclarantes (35 %) ont indiqué qu'elles avaient élaboré ou mis à jour leurs programmes de suivi des oiseaux d'eau. Une Partie a déclaré que ceux-ci avaient été élaborés / mis à jour au cours des 12 mois qui ont suivi la MOP7 (selon les exigences du PoAA), deux Parties ont indiqué qu'ils avaient été élaborés / mis à jour plus de 12 mois après la MOP7, et les quatre autres Parties ont expliqué qu'un programme national de suivi des oiseaux d'eau avait été élaboré pour leur pays avant la MOP7, mais n'avait pas encore été mis à jour. La prise en compte d'une gestion



appropriée des sites et des autres priorités nationales et internationales a été déclarée pour tous ces plans, à l'exception de l'un d'entre eux.

L'insuffisance des ressources financières constituait le principal motif mis en avant par les Parties déclarantes n'ayant pas encore mis à jour ou développé un programme de suivi des oiseaux d'eau. Cependant, bon nombre de ces Parties ont indiqué que, malgré l'absence d'un programme global, des dénombrements des oiseaux d'eau ont été effectués pour des zones spécifiques à des périodes spécifiques de l'année.

(A)

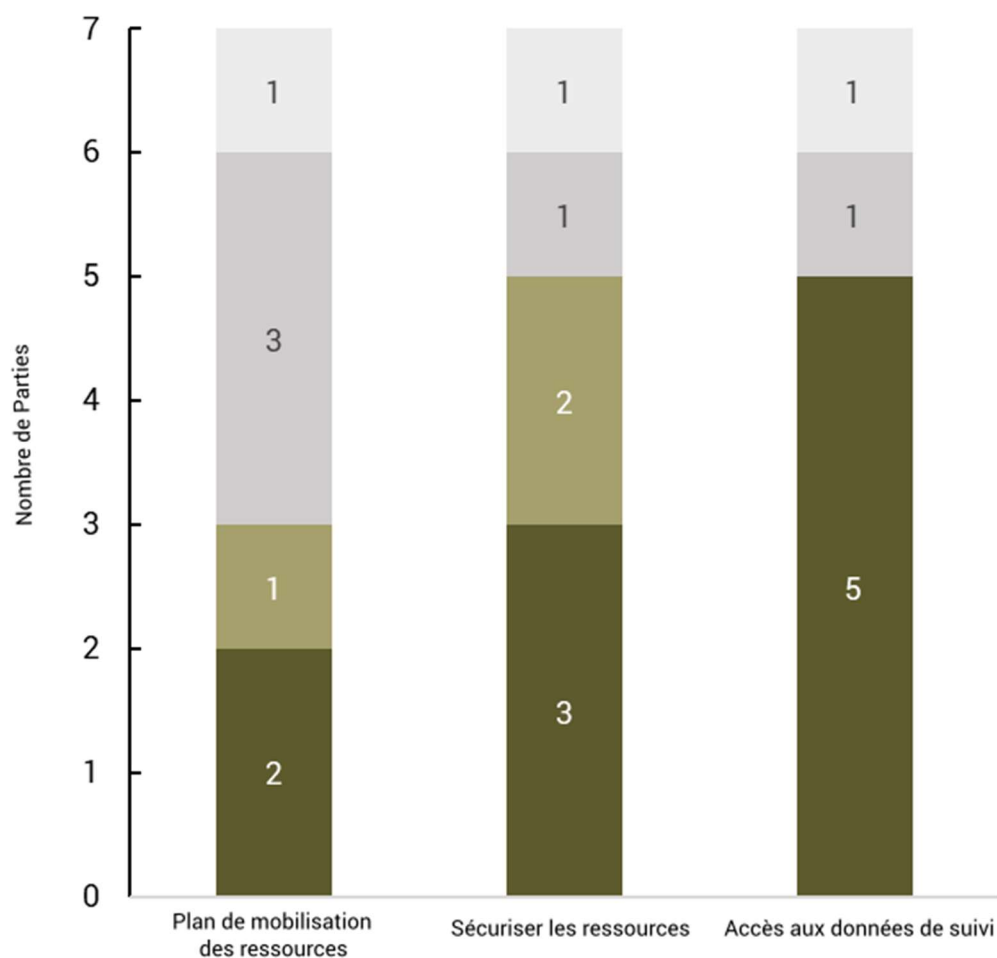


(B)



Figure 1.8 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si un programme national de suivi des oiseaux d'eau a été développé ou mis à jour pour leur pays (Q 1.10). (A) représente les réponses de toutes les Parties déclarantes ; (B) représente les réponses des Parties par sous-région.

Trois questions de suivi ont, en outre, été posées aux sept Parties déclarantes qui ont développé des programmes de suivi, concernant les actions menées pour appuyer la mise en œuvre de ceux-ci. Il leur a été demandé (1) si un plan national de mobilisation de ressources dans un délai déterminé avait été inclus dans leur programme en vue d'obtenir des ressources, (2) si des ressources avaient été obtenues jusqu'à présent, et (3) si l'accès aux données de suivi des oiseaux d'eau avait été accordé aux parties prenantes clés. Les réponses fournies par ces sept Parties pour chacun de ces éléments sont présentées dans la Figure 1.10.



Légende :

	Plan de mobilisation des ressources	Obtenir les ressources	Accès aux données de suivi
	Un plan a été inclus dans le programme national de suivi des oiseaux d'eau	Des ressources (financières et/ou en nature) ont été sécurisées pour appuyer la mise en œuvre du programme national de suivi des oiseaux d'eau	L'accès aux données de suivi des oiseaux d'eau a été accordé aux parties prenantes clés
	Un plan est en cours d'élaboration	Des efforts de mobilisation de ressources ont été déployés, mais les ressources n'ont pas été sécurisées jusqu'à présent	
	Le programme national de suivi des oiseaux d'eau n'inclut pas de plan de mobilisation de ressources	Aucun effort n'a été déployé jusqu'à présent pour obtenir les ressources visant à la mise en œuvre du programme national de suivi des oiseaux d'eau	L'accès aux données de suivi des oiseaux d'eau n'est actuellement pas accordé aux parties prenantes clés
	Aucune réponse	Aucune réponse	Aucune réponse

Figure 1.9 : Questions de suivi relatives à la Question 1.10.



*Q 1.11 : Au moment de la production de ce rapport, un **comité national** a-t-il été créé/réactivé afin de coordonner les activités de surveillance des oiseaux d'eau effectuées par différentes parties prenantes dans votre pays (Cible 1.4.a du PoAA) ?*



Figure 1.10 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si, au moment de la production de ce rapport, un comité national a été créé ou réactivé afin de coordonner les activités de surveillance des oiseaux d'eau effectuées par différentes parties prenantes dans leur pays (Q 1.11).

Cinquante pour cent des Parties déclarantes ont indiqué qu'aucun comité national visant à coordonner les activités de surveillance des oiseaux d'eau effectuées par différentes parties prenantes n'avait encore été créé. Parmi les autres, quatre Parties (20 %) ont mentionné qu'un nouveau comité avait été créé ou qu'un comité existant avait été activé ; deux Parties (10 %) ont indiqué qu'il existait un comité, mais que son activation n'était pas nécessaire ; deux autres Parties (10 %) ont déclaré qu'il existait un comité, mais que sa réactivation était requise ; et enfin, deux Parties (10 %) ont indiqué qu'un comité était en cours de création.

Parmi les Parties déclarantes ayant indiqué qu'aucun comité n'avait encore été créé, trois d'entre elles (la République centrafricaine, l'Éthiopie et Maurice) ont souligné qu'il s'agissait d'une priorité future, et une autre (l'Égypte) a indiqué qu'un programme commun de surveillance impliquant différentes parties prenantes était à l'étude. Trois autres Parties interrogées (le Mali, le Maroc et le Zimbabwe) ont expliqué que, bien qu'aucun comité global n'ait été créé, une forme de sous-comité ou de réseau informel était en place pour jouer ce rôle.

*Q 1.12 : Suite à la MOP7, votre pays a-t-il mené des **activités conjointes de suivi des oiseaux d'eau** avec des pays voisins (transfrontaliers) ou d'autres pays à l'échelle des voies de migration (Cible 1.4.a du PoAA) ?*

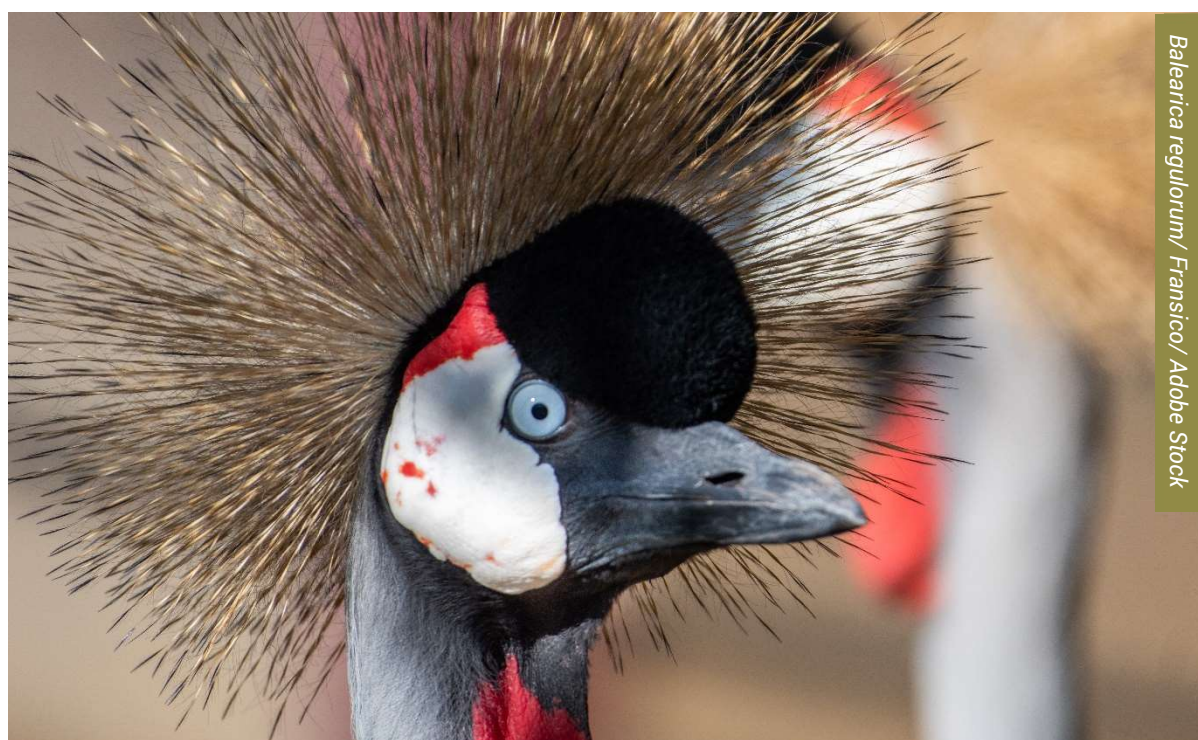
La majorité des Parties déclarantes (80 %) ont répondu qu'elles n'avaient pas mené d'activités conjointes de suivi des oiseaux d'eau avec les pays voisins. Les détails des collaborations, exposés par les quatre Parties déclarantes ayant confirmé qu'elles avaient effectué des activités communes de suivi, sont présentés dans le Tableau 1.1.

Plusieurs Parties qui ont répondu « non » à cette question ont décrit les plans d'une future collaboration transfrontalière / à l'échelle des voies de migration. Il s'agissait (1) d'une proposition soumise par BirdLife Afrique du Sud visant à la mise en œuvre du suivi des oiseaux d'eau sur des sites sélectionnés en **Afrique du Sud, Namibie et Angola** ; (2) de la mise en œuvre d'une initiative transfrontalière de suivi entre **l'Éthiopie, le Sud-Soudan et le Djibouti** ; et (3) des efforts déployés par le **Zimbabwe** pour travailler avec le sous-groupe de travail sur la Conservation des oiseaux du Kavango-Zambèze en vue de la réalisation de travaux de conservation dans la Zone de conservation transfrontalière du Kavango-Zambèze. Certaines Parties interrogées ont signalé des problèmes de sécurité sur les sites transfrontaliers où une collaboration commune pourrait éventuellement avoir lieu ; toutefois, il était prévu de mettre en œuvre un programme de suivi si la situation s'améliorait.



Tableau 1.1 Efforts de collaboration décrits par les quatre Parties déclarantes ayant indiqué qu'elles avaient mené des activités conjointes de suivi des oiseaux d'eau avec les pays voisins ou d'autres pays à l'échelle des voies de migration.

Partie	Collaborations
Algérie	Activités effectuées dans le cadre du Réseau oiseaux d'eau Méditerranée (France, Espagne, Italie, Grèce, Macédoine du Nord, Turquie, Maroc, Algérie, Tunisie, Libye et Égypte), un projet visant à appuyer et à coordonner les dénombrements d'oiseaux à l'échelle méditerranéenne. Celles-ci comprenaient notamment des ateliers de discussion sur le suivi des oiseaux dans la région et un projet d'élaboration d'un bulletin d'information sur les dénombrements internationaux des oiseaux d'eau dans la région entre 2009 et 2018.
Kenya	Une réalisation commune du suivi des oiseaux d'eau à l'échelle nationale a été déclarée, mais aucun détail n'a été spécifié quant aux collaborations transfrontalières.
Mali	Gestion commune du Site Ramsar transfrontalier de la vallée du Sourou avec le Burkina Faso .
Maroc	Suivi par satellite de l'Ibis chauve, en collaboration avec SEO/BirdLife (Espagne).



Balearica regulorum/ Fransico/ Adobe Stock



*Q 1.13 : Votre pays a-t-il établi des **mécanismes visant à collecter les informations/données pertinentes relatives aux déterminismes des tendances des populations d'oiseaux d'eau**, en collaboration avec des programmes existants, tels que le **Dénombrement international des oiseaux d'eau (DIOE)** ou les **Zones importantes pour la conservation des oiseaux et pour la biodiversité (ZICO)** (Cible 1.4.b du PoAA) ?*

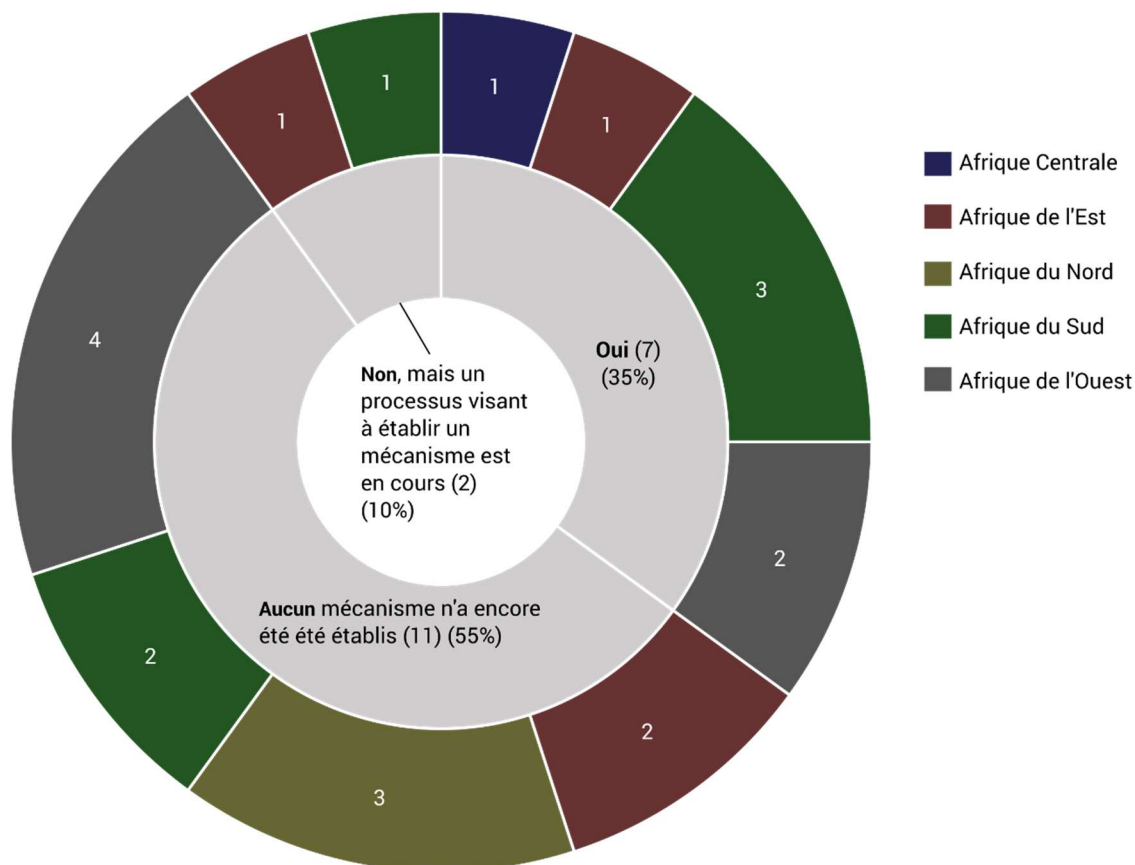


Figure 1.11 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si leur pays a établi des mécanismes visant à collecter les informations/données pertinentes relatives aux déterminismes des tendances des populations d'oiseaux d'eau, en collaboration avec des programmes existants, tels que le Dénombrement international des oiseaux d'eau (DIOE) ou les Zones importantes pour la conservation des oiseaux et pour la biodiversité (ZICO) (Q 1.13).

Sept Parties déclarantes (35 %) ont indiqué qu'elles avaient établi des mécanismes visant à collecter des informations relatives aux déterminismes des tendances des populations d'oiseaux d'eau, en collaboration avec des programmes existants. Le Zimbabwe a fourni un exemple d'un mécanisme ayant été mis en application, où le renforcement des capacités scientifiques des citoyens était prioritaire et les efforts étaient axés sur la formation des communautés locales dans les ZICO concernant l'identification des espèces, la collecte de données, et le cadre de suivi des ZICO.

Deux autres Parties déclarantes (10 %) ont indiqué que l'établissement de ces mécanismes était en cours, tandis que les 12 dernières (60 %) ont déclaré que, jusqu'à présent, aucun mécanisme de ce type n'avait été établi. Deux de ces Parties interrogées (l'Éthiopie et le Togo) ont signalé que l'un des motifs clés justifiant qu'aucun mécanisme n'avait encore été établi se rapportait à l'absence d'expertise nationale dans ce domaine.



Q 1.14 : Le suivi des déterminismes des tendances des populations d'oiseaux d'eau a-t-il été intégré dans le programme national de surveillance de la biodiversité pour votre pays (Cible 1.4.b du PoAA) ?

Parmi les 17 Parties déclarantes ayant identifié que cette question s'appliquait à leur cas, seule une Partie déclarante (6 % ; l'Afrique du Sud) a confirmé que le suivi des déterminismes des tendances des populations d'oiseaux d'eau avait été intégré dans son programme national de surveillance de la biodiversité. Toutefois, cinq autres Parties interrogées (30 %) ont indiqué que ce suivi était en cours d'intégration. Deux de ces Parties (l'Égypte et le Zimbabwe) ont déclaré qu'il était escompté que ce processus soit terminé avant la fin de 2022.



* Le Kenya a fourni un lien vers le recensement national des oiseaux d'eau du Kenya, mais il n'a pas été possible de trouver dans ce document des références sur le degré d'intégration de la surveillance des moteurs des tendances des populations d'oiseaux d'eau dans leur plan national de surveillance de la biodiversité.

Figure 1.12 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si le suivi des déterminismes des tendances des populations d'oiseaux d'eau a été intégré dans les programmes nationaux de surveillance de la biodiversité (Q 1.14).

Q 1.15 : Suite à la MOP7, le PFN / Point focal technique (PFT) de l'AEWA a-t-il recueilli auprès des coordinateurs nationaux du DIOE les analyses de données de surveillance des oiseaux d'eau, sur la base de la 7^e édition du Rapport sur l'état de conservation (CSR7), du DIOE et d'autres données/programmes de surveillance nationaux (PoAA, Objectif 1.5 (b)) ?

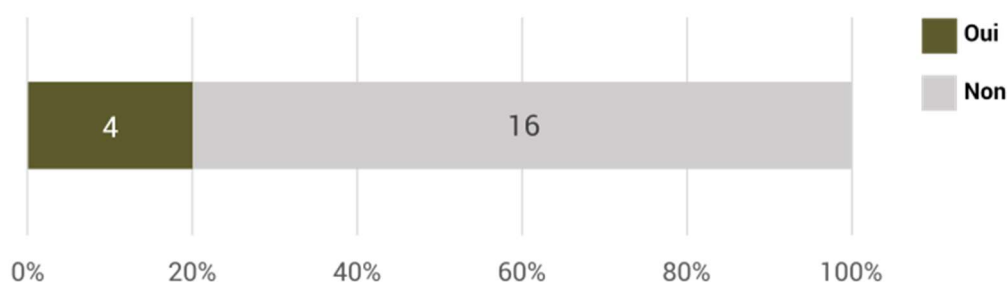


Figure 1.13 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si, suite à la MOP7, le PFN/PFT de l'AEWA a recueilli auprès des coordinateurs nationaux du DIOE les analyses de données de surveillance des oiseaux d'eau, sur la base de la 7^e édition du Rapport sur l'état de conservation (CSR7), du DIOE et d'autres données/programmes de surveillance nationaux (Q 1.14).

Quatre Parties déclarantes (20 % ; l'Algérie, la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Kenya) ont indiqué que le PFN/PFT de l'AEWA avait recueilli auprès des coordinateurs nationaux du DIOE les analyses de données de surveillance des oiseaux d'eau. Deux de ces Parties ont déclaré que cette démarche avait eu lieu au cours des six mois qui ont suivi la MOP7 (selon les exigences du PoAA) et l'une



d'entre elles a signalé que cette démarche avait eu lieu après cette période de six mois (les autres Parties n'ont donné aucune précision). D'après les réponses à une question de suivi posée aux quatre Parties déclarantes ayant répondu « oui », aucune formulation de recommandations visant à améliorer la mise en œuvre nationale de l'AEWA en fonction de ces données n'a encore été signalée. Le Ghana a mentionné la production d'un rapport sur les analyses de données de surveillance des oiseaux d'eau disponibles, mais que ce rapport n'incluait aucune recommandation spécifique en termes de conservation des oiseaux d'eau.

Cible 1.5

La prise de décisions en matière de conservation et de gestion des populations d'oiseaux d'eau à l'échelle nationale et à l'échelle des voies de migration est réalisée sur la base des meilleures données de suivi disponibles

Q 1.16 : En 2019 et 2020, le PFT de l'AEWA a-t-il coordonné l'analyse des données nationales de suivi des oiseaux d'eau (Cible 1.5.b du PoAA) ?

Deux Parties déclarantes (10 % ; le Botswana et le Ghana) ont indiqué que le PFT de l'AEWA avait coordonné une analyse des données nationales de suivi des oiseaux d'eau. Dans les deux cas, le PFT de l'AEWA a coordonné l'analyse en 2019 et en 2020. À l'instar de sa réponse à la question 1.15, le Ghana a indiqué qu'un rapport basé sur les analyses de ces données avait été élaboré, mais qu'il ne comportait aucune recommandation spécifique en termes d'actions en faveur de la conservation des oiseaux d'eau. Le Botswana a indiqué que ce type de rapport était en cours d'élaboration, la publication des résultats de 2019 étant escomptée en 2021.



Cible 1.6

Les priorités de l'AEWA relatives à quatre causes de mortalité supplémentaire inutile et à d'autres principales menaces pesant sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats sont intégrées dans les principaux processus multilatéraux

Q 1.17 : Suite à la MOP7, votre pays a-t-il influencé les processus multilatéraux afin de faire avancer les priorités de l'AEWA relatives à la prévention de quatre causes de mortalité supplémentaire inutile¹⁰ et d'autres principales menaces pesant sur les oiseaux d'eau et leurs habitats (c.-à-d., les infrastructures relatives à l'énergie [en particulier les lignes électriques et les éoliennes], le prélèvement et l'abattage illégaux, les prises accessoires par les activités de pêche, et les espèces exotiques envahissantes), aux niveaux national, international ou régional ? (Cibles 1.6.b, 1.6.c et 1.6.d du PoAA)

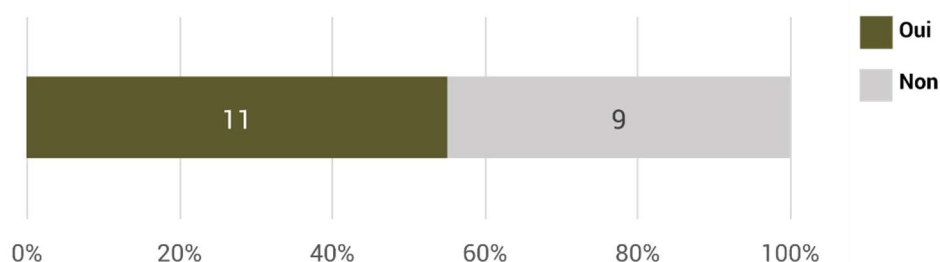
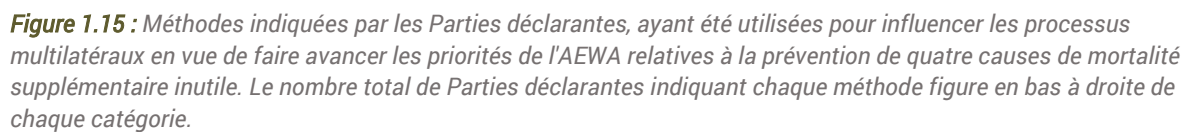


Figure 1.14 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si, suite à la MOP7, leur pays a influencé les processus multilatéraux afin de faire avancer les priorités de l'AEWA relatives à la prévention de quatre causes de mortalité supplémentaire inutile¹⁰, et d'autres principales menaces pesant sur les oiseaux d'eau migrateurs et leurs habitats (Q 1.17).

Onze Parties déclarantes (55 %) ont indiqué que leur pays avait influencé les processus multilatéraux afin de faire avancer les priorités de l'AEWA se rapportant aux infrastructures relatives à l'énergie, au prélèvement et à l'abattage illégaux, aux prises accessoires par les activités de pêche ou aux espèces exotiques envahissantes. La méthode la plus fréquemment utilisée en ce sens, mentionnée par sept Parties sur onze, consistait en des actions de communication et de plaidoyer aux niveaux national, régional ou international contribuant à la prévention de ces menaces. Ces actions étaient suivies d'une collaboration avec les PFN / agents de réalisation responsables d'autres Accords multilatéraux sur l'environnement (AME) en vue de mettre en œuvre des activités nationales contribuant à la prévention ou à la réduction de ces menaces. La plupart des exemples d'activités mentionnés étaient axés sur les menaces posées par les infrastructures, et comprenaient notamment (1) la réalisation d'évaluations environnementales stratégiques pour les parcs éoliens (l'Égypte et le Kenya), et (2) l'organisation de réunions avec les parties prenantes clés pour débattre du problème d'électrocution des oiseaux migrateurs causée par les lignes électriques (le Botswana). Plusieurs exemples fournis étaient également liés aux programmes de communication, d'éducation et de sensibilisation du public (la Côte d'Ivoire, le Ghana et le Zimbabwe).

¹⁰ Infrastructures énergétiques (notamment les lignes électriques et les éoliennes), prises et mises à mort illégales, prises accessoires dans les pêcheries et espèces exotiques envahissantes.







2. UTILISATION DURABLE

OBJECTIF 2

Veiller à ce que toute utilisation et toute gestion des populations d'oiseaux d'eau migrateurs soient durables sur l'ensemble des voies de migration

Onze questions ont été posées aux Parties à l'AEWA en vue d'évaluer leurs avancées quant au fait de veiller à ce que toute utilisation et toute gestion des populations d'oiseaux d'eau migrateurs soient durables. Ces questions étaient axées sur le suivi des niveaux de prélèvement des espèces d'oiseaux d'eau, ainsi que sur l'élaboration de codes de bonnes pratiques de chasse aux oiseaux d'eau et la mise en application de ces codes en vue d'appuyer la législation nationale relative à l'utilisation et à la gestion des oiseaux d'eau. Trois questions de cette section (2.1, 2.3 et 2.4) se rapportaient aux mesures que le PoAA désigne comme étant les plus prioritaires ; ces mesures contribuent à la réalisation des cibles 2.1.b, 2.2.a, et 2.2.b du PoAA.

La plupart des avancées ont été réalisées en termes (1) de **sensibilisation aux meilleures pratiques** relatives à l'utilisation et à la gestion des oiseaux d'eau (voir Q 2.9), 65 % des Parties déclarantes ayant entrepris cette action, et (2) de garantie que les Parties **coordonnent l'application des mécanismes de mise en conformité** avec les dispositions concernant l'utilisation, le prélèvement et la gestion des oiseaux d'eau, auprès des institutions et parties prenantes concernées (voir Q 2.7), 60 % des Parties déclarantes ayant indiqué qu'elles accomplissaient ce travail.

Des avancées moins importantes ont été réalisées concernant **l'évaluation de la mise en application de la législation nationale pertinente** relative à l'utilisation, au prélèvement et à la gestion des oiseaux d'eau suite à la MOP7, aucune Partie n'ayant indiqué que cette évaluation était terminée (voir Q 2.5).. De la même manière, aucune Partie n'a indiqué qu'elle avait soumis une demande officielle aux institutions nationales concernées, visant à amender la législation existante ou à adopter de nouvelles mesures législatives en réponse à une **évaluation de la législation nationale relative à l'utilisation et à la gestion des oiseaux d'eau**, basée sur les [amendements apportés à l'Annexe 3 de l'AEWA](#), adoptés lors de la MOP7 (voir Q 2.4). Cette constatation n'est cependant pas surprenante, compte tenu du faible nombre de Parties ayant indiqué qu'elles avaient réalisé cette évaluation (voir Q 2.3 ci-dessous).

En ce qui concerne les questions relatives aux autres mesures les plus prioritaires sous cet objectif (Q 2.4 est déjà couverte ci-dessus), 15 % des Parties déclarantes ont déclaré qu'elles avaient établi un mécanisme national visant à évaluer le prélèvement d'oiseaux d'eau (Q 2.1). Il est important de noter, toutefois, que 50 % des Parties interrogées ayant répondu « non » à cette question ont indiqué qu'aucun mécanisme national n'était nécessaire, compte tenu de l'absence de chasse aux oiseaux d'eau. Seule une Partie a déclaré que son PFN de l'AEWA avait coordonné un examen de la législation nationale pertinente relative à l'utilisation et à la gestion des oiseaux d'eau, en fonction des [amendements apportés à l'Annexe 3 de l'AEWA](#) (Plan d'action de l'AEWA), adoptés lors de la MOP7 (Q 2.3).

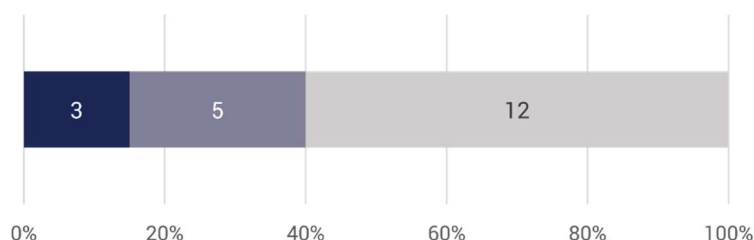


Cible 2.1

Les niveaux de prélèvement sont suivis et facilement disponibles à l'échelle des voies de migration pour soutenir un prélèvement durable de toutes les espèces chassables prioritaires

Q 2.1 : Suite à la MOP7, votre pays a-t-il établi des **mécanismes nationaux pour évaluer le prélèvement d'oiseaux d'eau** (Cible 2.1.b du PoAA) ?

(A)



(B)

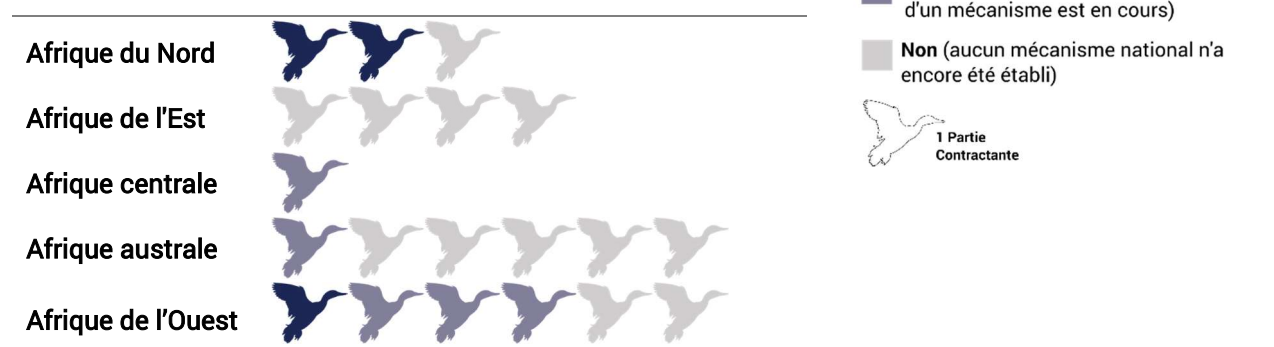


Figure 2.1 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si, suite à la MOP7, leur pays a établi des mécanismes nationaux pour évaluer le prélèvement d'oiseaux d'eau (Q 2.1). (A) représente les réponses de toutes les Parties déclarantes ; (B) représente les réponses des Parties par sous-région.

Au total, trois Parties déclarantes (15 % ; l'Égypte, le Ghana et le Maroc) ont indiqué que leur pays avait établi un mécanisme national pour évaluer le prélèvement d'oiseaux d'eau, tandis que cinq autres Parties déclarantes (25 %) ont mentionné qu'un processus visant à établir ce mécanisme était en cours. Aucune avancée quant à la mise en œuvre de cette action n'a été signalée parmi les quatre Parties déclarantes de la région de l'Afrique de l'Est. Cependant, la moitié des Parties interrogées ayant déclaré qu'aucun mécanisme n'avait été établi ont également souligné, pour motif, que leurs lois respectives sur la faune sauvage interdisaient le prélèvement, la vente et la possession d'oiseaux d'eau, ou ont indiqué que le prélèvement d'oiseaux d'eau n'était pas une pratique courante dans leurs pays. D'autres Parties, comme la Tanzanie, ont expliqué que le gouvernement disposait d'un mécanisme national visant à évaluer le prélèvement de toutes les espèces appartenant à la faune sauvage, et qu'il n'était donc pas nécessaire d'établir de mécanisme spécifique pour les oiseaux d'eau.

Les trois Parties déclarantes ayant établi un mécanisme national d'évaluation du prélèvement d'oiseaux d'eau ont toutes indiqué qu'elles avaient effectué cette démarche avant 2020, comme le stipule le PoAA. Le Tableau 2.1 présente les réponses de ces trois Parties à deux questions de suivi concernant la prise en compte par les mécanismes établis des différents modes de prélèvement d'oiseaux d'eau, et des motivations de cette pratique, et concernant l'élaboration de procédures pratiques visant à l'évaluation du prélèvement d'oiseaux d'eau dans le pays.



Tableau 2.1 : Questions de suivi auxquelles ont répondu les trois Parties déclarantes ayant établi des mécanismes nationaux visant à évaluer le prélèvement d'oiseaux d'eau.

Partie	Le mécanisme établi tient compte des différents modes de prélèvement d'oiseaux d'eau, et des motivations de cette pratique (subsistance, moyens d'existence, buts commerciaux, culturels, récréatifs, gestion)	Des procédures pratiques ont été élaborées pour l'évaluation du prélèvement d'oiseaux d'eau dans le pays
Égypte	✓ (Tous les éléments susmentionnés)	✓ Des études socioéconomiques et de marché ont été menées de 2016 à 2018, des enquêtes plus complètes étant en cours et prévues d'être finalisées d'ici à 2022.
Ghana	✓ (subsistance, buts commerciaux et récréatifs)	✗ Des structures sont en place pour surveiller et signaler les cas de prélèvement d'oiseaux d'eau par le biais d'une surveillance stricte, de la mise en application des lois et de l'utilisation d'un réseau d'informateurs. Ces mécanismes sont en place afin de fournir des informations en fonction des besoins.
Maroc	✗	✗ Les évaluations basées sur les données collectées lors des opérations de contrôle de prélèvements de chasseurs sont relativement fiables.

Q 2.2 : Suite à la MOP7, votre pays a-t-il réalisé des **inventaires des prélèvements d'oiseaux d'eau** au niveau des marchés, des chaînes de transformation et de commercialisation, des agences de chasse sportive, etc. (Cible 2.1.b du PoAA) ?

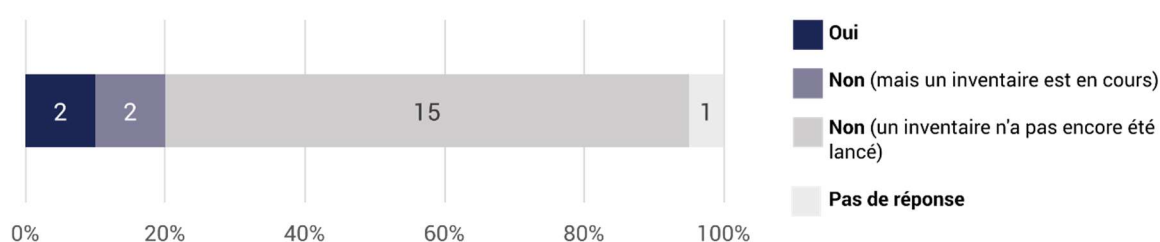


Figure 2.2 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si un inventaire des prélèvements d'oiseaux d'eau a été réalisé au niveau des marchés, des chaînes de transformation et de commercialisation, des agences de chasse sportive, etc. (Q 2.2).



Seules deux Parties déclarantes (le Ghana et le Malawi) ont indiqué que leur pays avait réalisé un inventaire des prélèvements d'oiseaux d'eau au niveau des marchés, des chaînes de transformation et de commercialisation, des agences de chasse sportive, etc., deux autres Parties interrogées (l'Égypte et le Mali) ayant indiqué que ces inventaires étaient en cours.

Cible 2.2

Les dispositions du Plan d'action de l'AEWA sur l'utilisation et la gestion des oiseaux d'eau migrateurs, y compris sur le prélèvement, sont transposées dans la législation nationale de toutes les Parties et sont appliquées de façon efficace

Q 2.3 : Suite à la MOP7, le PFN de l'AEWA a-t-il coordonné l'examen de la législation nationale pertinente relative à l'utilisation et à la gestion des oiseaux d'eau, en fonction des [amendements de l'Annexe 3 de l'AEWA](#) (Plan d'action de l'AEWA), adoptés lors de la MOP7 (Cible 2.2.a du PoAA) ?

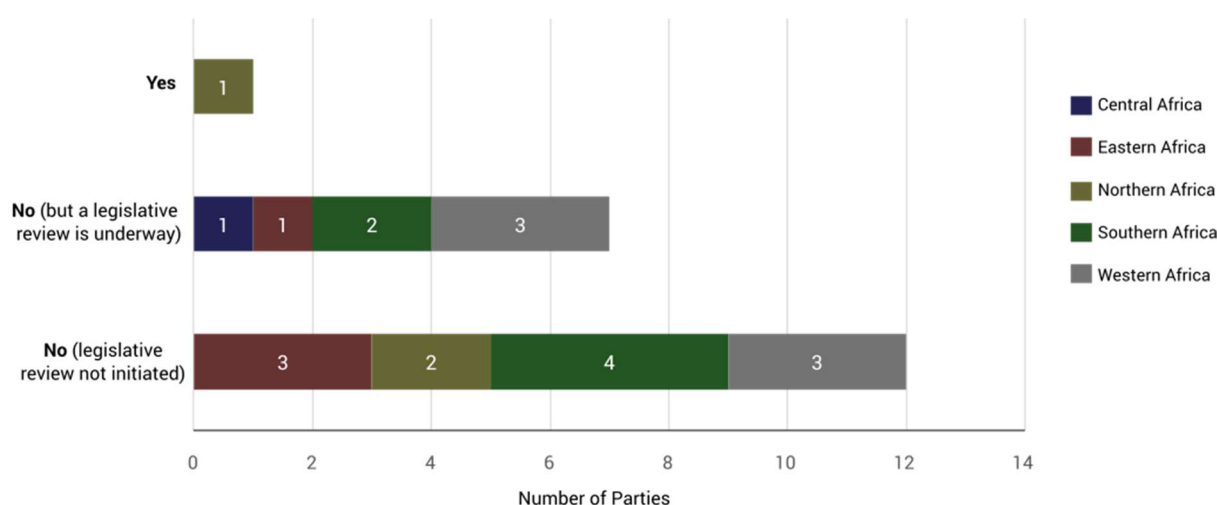


Figure 2.3 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si un examen de la législation nationale pertinente relative à l'utilisation et à la gestion des oiseaux d'eau a été coordonné par le PFN de l'AEWA (Q 2.3).

Seule une Partie déclarante, en Afrique du Nord (l'Égypte), a déclaré que son PFN de l'AEWA avait coordonné un examen de la législation nationale pertinente relative à l'utilisation et à la gestion des oiseaux d'eau, tandis que sept autres Parties déclarantes (35 %) ont répondu que cet examen de la législation nationale était en cours. L'examen de l'Égypte a été achevé avant la période hivernale de 2019-2020, des amendements ayant été apportés au décret ministériel annuel du pays visant à réglementer la chasse aux oiseaux en fonction des résultats de l'examen. Il a été signalé qu'un décret ministériel amendé avait été envoyé aux parties prenantes concernées (par exemple la police, les gardes-frontières, et les autorités locales) en vue de sa mise en application.

Au total, 12 Parties déclarantes (60 %) ont indiqué qu'aucun examen de la législation nationale n'avait encore été entrepris. Il était estimé, pour motif principal, que la législation nationale existante était déjà suffisante par rapport aux différents aspects d'utilisation et de gestion des oiseaux d'eau, cinq Parties (l'Algérie, le Maroc, la Tanzanie, l'Ouganda et le Zimbabwe) ayant fourni une explication en ce sens. L'Afrique du Sud a déclaré que cet examen de la législation devra être envisagé lors de l'élaboration et de la mise en application de son plan national de mise en œuvre de l'AEWA, mais que la chasse aux oiseaux d'eau était actuellement réglementée au niveau provincial.

Q 2.4 : Concernant les résultats de l'examen de la législation nationale relative à l'utilisation et à la gestion des oiseaux d'eau, sur la base des amendements du Plan d'action de l'AEWA (Annexe 3), adoptés lors de

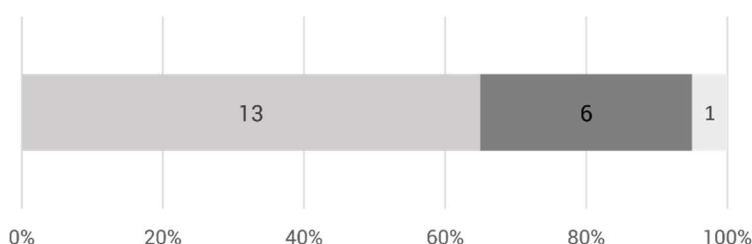


*la MOP7, une demande officielle a-t-elle été soumise aux institutions nationales pertinentes pour **amender les mesures législatives existantes ou en adopter de nouvelles** (Cible 2.2.b du PoAA) ?*

Aucune Partie déclarante n'a indiqué qu'une demande officielle avait été soumise aux institutions nationales pertinentes pour amender les mesures législatives existantes ou en adopter de nouvelles, concernant les résultats de l'examen de la législation nationale. Cette constatation n'est pas surprenante, compte tenu des réponses apportées par les Parties interrogées à la question 2.3, pour laquelle seule l'Égypte a indiqué que l'examen requis de la législation nationale était achevé.

Néanmoins, il semble que les Parties déclarantes aient interprété cette question de différentes manières. Le nombre de Parties ayant indiqué qu'il n'était pas nécessaire d'élaborer ou d'amender la législation nationale *en fonction des résultats de l'examen national* (6) était supérieur au nombre de Parties ayant répondu, à la Q 2.3, qu'un examen avait été effectué (1). Trois Parties ayant répondu qu'il n'était pas nécessaire d'élaborer ou d'amender la législation nationale ont indiqué, pour motif, que leur législation était déjà reconnue comme étant en conformité. Dans le cadre des futurs cycles de rapports, ces deux questions (Q 2.3 et Q 2.4) pourraient donc disposer de précisions ou d'options supplémentaires, telles qu'une option, dans la Q 2.3, permettant aux Parties d'indiquer qu'aucun examen n'est jugé nécessaire, et une option, dans la Q 2.4, pour les Parties qui n'ont pas encore effectué d'examen de la législation.

(A)



(B)



Figure 2.4 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si, concernant les résultats de l'examen de la législation nationale relative à l'utilisation et à la gestion des oiseaux d'eau en fonction des amendements du Plan d'action de l'AEWA (Annexe 3) suite à la MOP7, une demande officielle a été soumise aux institutions nationales concernées pour amender les mesures législatives existantes ou en adopter de nouvelles (Q 2.4). (A) représente les réponses de toutes les Parties déclarantes ; (B) représente les réponses des Parties par sous-région.



Q 2.5 : Suite à la MOP7, votre pays a-t-il **examiné l'application de la législation nationale pertinente relative à l'utilisation, au prélèvement et à la gestion des oiseaux d'eau** (Cible 2.2.c du PoAA) ?

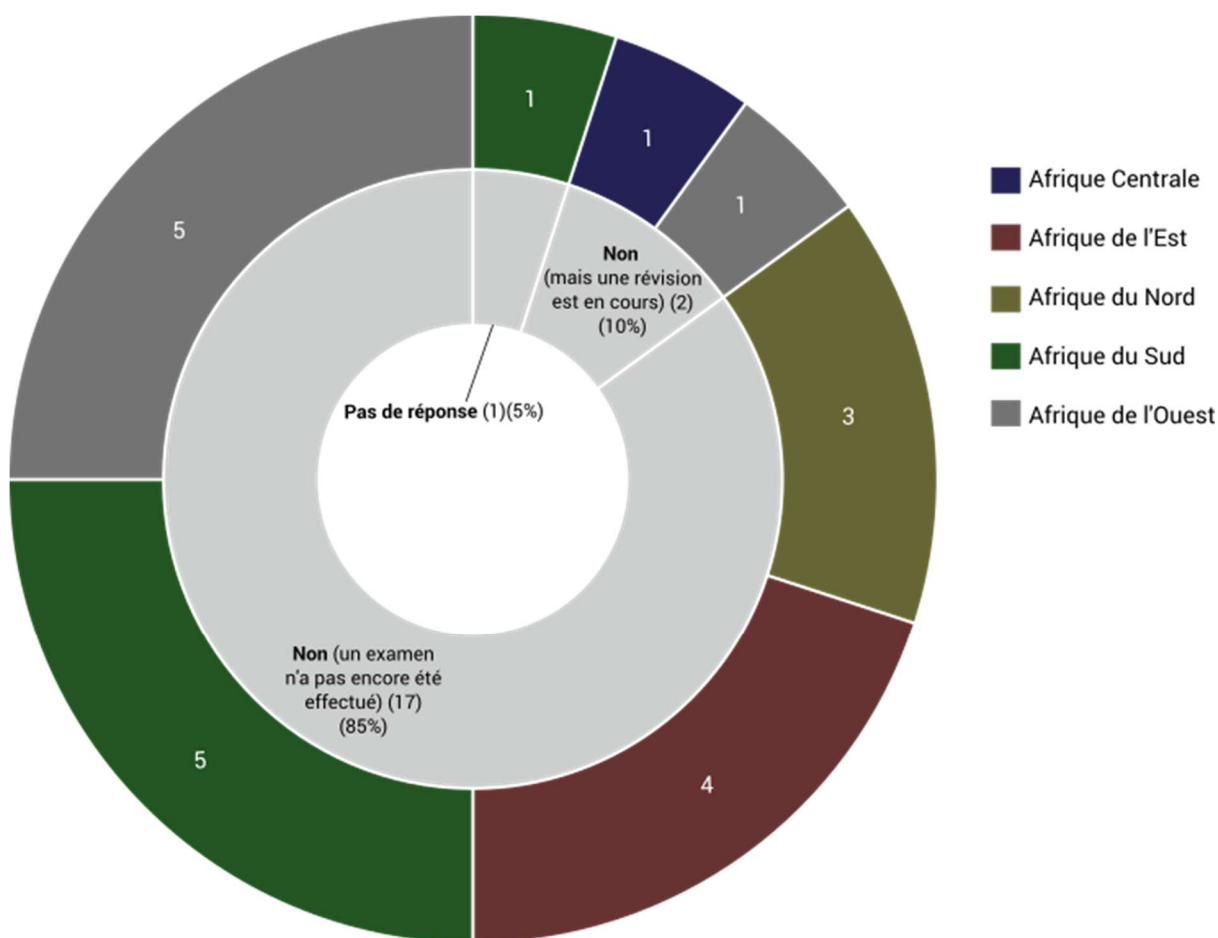


Figure 2.5 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si, suite à la MOP7, leur pays a examiné l'application de la législation nationale pertinente relative à l'utilisation, au prélèvement et à la gestion des oiseaux d'eau (Q 2.5).

Aucune Partie déclarante n'a indiqué qu'elle avait examiné l'application de la législation nationale relative à l'utilisation, au prélèvement et à la gestion des oiseaux d'eau, bien que deux Parties (la République centrafricaine et le Niger) aient signalé que cet examen était actuellement en cours. Le Nigeria a indiqué qu'il attendait les résultats de l'examen de la législation nationale pertinente relative à l'utilisation et à la gestion des oiseaux d'eau, avant d'examiner l'application de cette législation. Cette démarche est toutefois prévue d'ici à 2023.



Q 2.6 : Suite à la MOP7, votre pays a-t-il **examiné la conformité de la législation nationale** pertinente avec les exigences de l'AEWA relatives à l'utilisation, au prélèvement et à la gestion des oiseaux d'eau (Cible 2.2.c du PoAA) ?

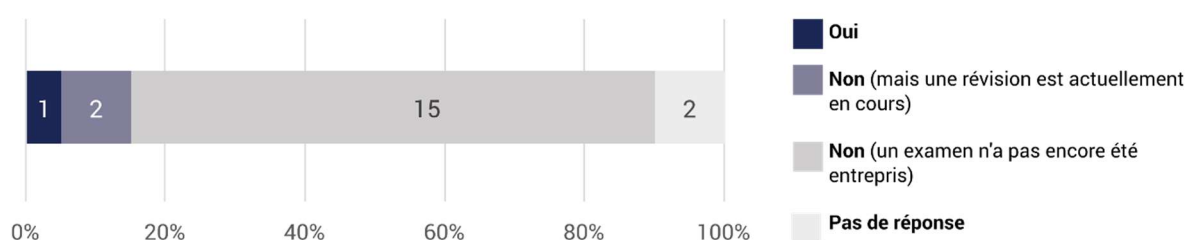


Figure 2.6 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si, suite à la MOP7, leur pays a examiné la conformité de la législation nationale pertinente relative à l'utilisation, au prélèvement et à la gestion des oiseaux d'eau (Q 2.6).

Sur les 18 Parties déclarantes ayant fourni une réponse à cette question, seule une Partie (6 % ; le Niger, en Afrique de l'Ouest) a indiqué qu'elle avait examiné la conformité de la législation nationale pertinente avec les exigences de l'AEWA relatives à l'utilisation, au prélèvement et à la gestion des oiseaux d'eau, cet examen ayant été effectué au cours des six mois qui ont suivi la MOP7, comme l'exige le PoAA. Deux autres Parties déclarantes (11 %), l'une en Afrique du Nord (l'Égypte) et l'autre en Afrique de l'Ouest (le Mali), ont déclaré que cet examen était actuellement en cours. En fonction des résultats de son examen national, le Niger a déclaré qu'il procédait à l'établissement d'une nouvelle loi et de textes d'application connexes, et qu'il avait élaboré des supports de formation visant à renforcer la conformité avec la législation nationale relative à l'utilisation, au prélèvement et à la gestion des oiseaux d'eau.

Q 2.7 : Votre pays **coordonne-t-il**, auprès des institutions/parties prenantes concernées, **l'application des mécanismes mise en conformité** avec les dispositions concernant l'utilisation, le prélèvement et la gestion des oiseaux d'eau (Cible 2.2.c du PoAA) ?

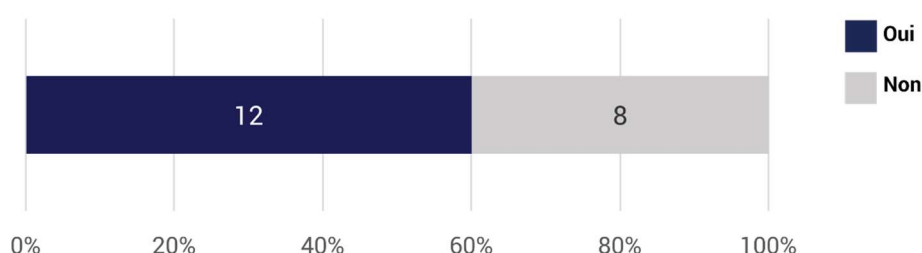


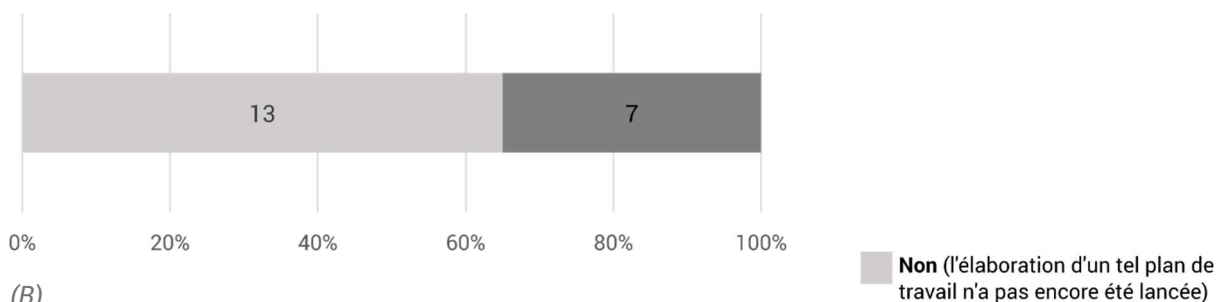
Figure 2.7 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si l'application des mécanismes de mise en conformité avec les dispositions concernant l'utilisation, le prélèvement et la gestion des oiseaux d'eau a été coordonnée auprès des institutions et des parties prenantes concernées (Q 2.7).

Douze Parties déclarantes (60 %) ont indiqué que l'application des mécanismes de mise en conformité avec les dispositions concernant l'utilisation, le prélèvement et la gestion des oiseaux d'eau était activement coordonnée auprès des institutions et des parties prenantes concernées dans leur pays.



Q 2.8 : Votre pays a-t-il élaboré un plan de travail et des calendriers pour supprimer progressivement l'utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides (Cible 2.2.d du PoAA) ?

(A)



(B)

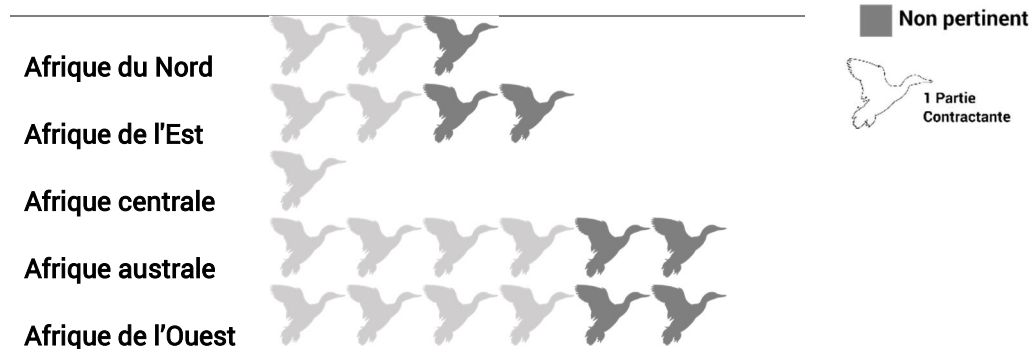


Figure 2.8 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si un plan de travail et des calendriers pour supprimer progressivement l'utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides avaient été élaborés (Q 2.8). (A) représente les réponses de toutes les Parties déclarantes ; (B) représente les réponses des Parties par sous-région.

Sept Parties déclarantes (35 %) ont mentionné que la question 2.8 ne s'appliquait pas à leur cas, soit du fait qu'il n'existait aucune utilisation connue de la grenaille de plomb pour prélever les oiseaux dans leur pays (quatre Parties), soit, de manière plus générale, du fait que la chasse aux oiseaux d'eau n'était pas pratiquée à grande échelle (trois Parties).

Aucune Partie déclarante parmi les 13 autres n'a déclaré qu'un plan de travail et des calendriers pour supprimer progressivement l'utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides avaient été établis, voire que le processus d'élaboration de ce plan de travail était actuellement en cours. Toutefois, il est important de constater que les interprétations semblent varier de la part des Parties n'ayant pas élaboré de plans du fait que ceux-ci étaient jugés inutiles, quant au choix de la réponse « non » ou « sans objet » à donner dans ce cas. Par exemple, la Côte d'Ivoire, le Ghana et la Tanzanie ont répondu que l'élaboration d'un plan n'avait pas encore débuté ; toutefois, le Ghana et la Tanzanie ont indiqué que l'utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides était insignifiante, et la Côte d'Ivoire a déclaré que la chasse était interdite. En outre, bien que le Mali et la République centrafricaine aient répondu que l'élaboration de ce plan de travail n'avait pas encore débuté, les deux Parties ont déclaré qu'une interdiction générale de la grenaille de plomb était déjà en place. Les modèles des futurs rapports nationaux sur le PoAA pourraient, par conséquent, disposer de précisions relatives aux circonstances dans lesquelles une réponse « sans objet » pourrait être donnée.

Trois Parties déclarantes ayant répondu qu'aucun plan de travail n'avait encore été élaboré ont indiqué que des plans visant à supprimer progressivement l'utilisation de la grenaille de plomb dans les zones humides seront élaborés dans le futur. L'une de ces Parties, l'Afrique du Sud, a indiqué



que, bien qu'aucune mesure législative n'ait été prise interdisant la grenaille de plomb pour la chasse dans les zones humides, plusieurs organisations de chasse du pays avaient recommandé à leurs membres de ne pas tirer avec de la grenaille de plomb au-dessus des zones humides. Une équipe nationale Mission Plomb a également été mise en place, de même qu'un Plan d'action qui prévoit la définition d'orientations relatives à la mise en œuvre de la résolution 11.5 de la CMS, ainsi que d'autres interventions visant à contrer les menaces que représente le plomb pour la faune sauvage.

Q 2.9 : Suite à la MOP7, votre pays a-t-il organisé des événements ou diffusé des informations, des nouvelles ou d'autres communications lors de réunions nationales/régionales/internationales pour partager les bonnes pratiques relatives à l'utilisation et à la gestion des oiseaux d'eau (Cible 2.2.f du PoAA) ?

Au total, 13 Parties déclarantes (65 %) ont mentionné qu'elles avaient organisé des événements dans le but de diffuser des informations concernant les bonnes pratiques relatives à l'utilisation et à la gestion des oiseaux d'eau. Les exemples cités pour ces événements comprenaient notamment la lecture de poèmes, des spectacles de chants et de danses, lors de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs. En Ouganda, le gouvernement s'est associé à Nature Uganda pour communiquer sur la valeur des oiseaux d'eau et de leurs habitats, lors des célébrations de la Journée mondiale annuelle de la vie sauvage.

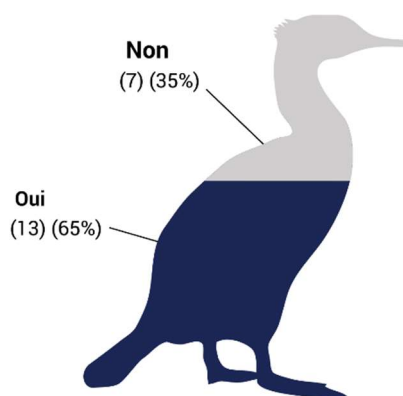


Figure 2.9 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si des informations concernant les bonnes pratiques relatives à l'utilisation et à la gestion des oiseaux d'eau avaient été diffusées lors de réunions nationales/régionales/internationales.



Cible 2.3

Des codes et des normes de bonnes pratiques de chasse aux oiseaux d'eau sont en vigueur et appliqués pour soutenir l'application des lois et réglementations sur la chasse, y compris l'application du droit coutumier, le cas échéant, et conformément aux objectifs de l'AEWA, afin d'assurer une utilisation durable des oiseaux d'eau migrateurs dans au moins trois quarts des Parties contractantes

Q 2.10 : Votre pays a-t-il élaboré / mis à jour des codes de bonnes pratiques de chasse (Cible 2.3.a du PoAA) ?

Des codes de bonnes pratiques de chasse ont été élaborés ou mis à jour par quatre Parties déclarantes (20 %), et sont en cours d'élaboration par deux autres Parties déclarantes (10 %). Les réponses aux questions de suivi posées aux quatre Parties ayant élaboré des codes de bonnes pratiques de chasse (l'Algérie, le Botswana, la République centrafricaine, et le Maroc) figurent dans le Tableau 2.2. Les principaux motifs fournis pour justifier qu'aucun code de bonnes pratiques de chasse n'avait été élaboré / mis à jour, parmi les 70 % de Parties interrogées restantes, se rapportaient : (1) au fait que la chasse légale aux oiseaux d'eau n'existait pas dans leur pays (précisé par quatre Parties) et (2) au fait que la législation nationale existante définit déjà les techniques, orientations et réglementations auxquelles adhèrent la plupart des chasseurs (énoncé dans les réponses de trois Parties).

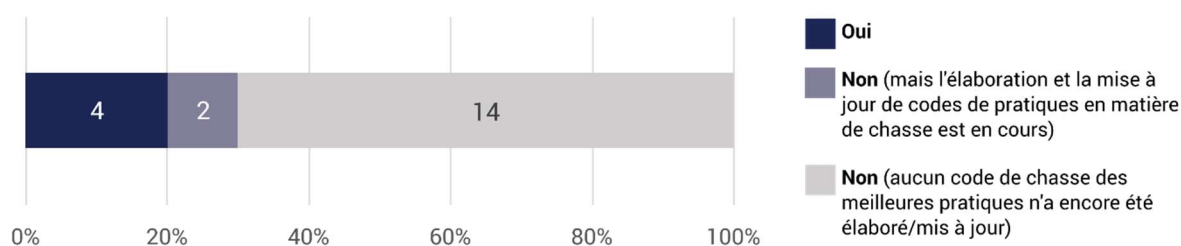
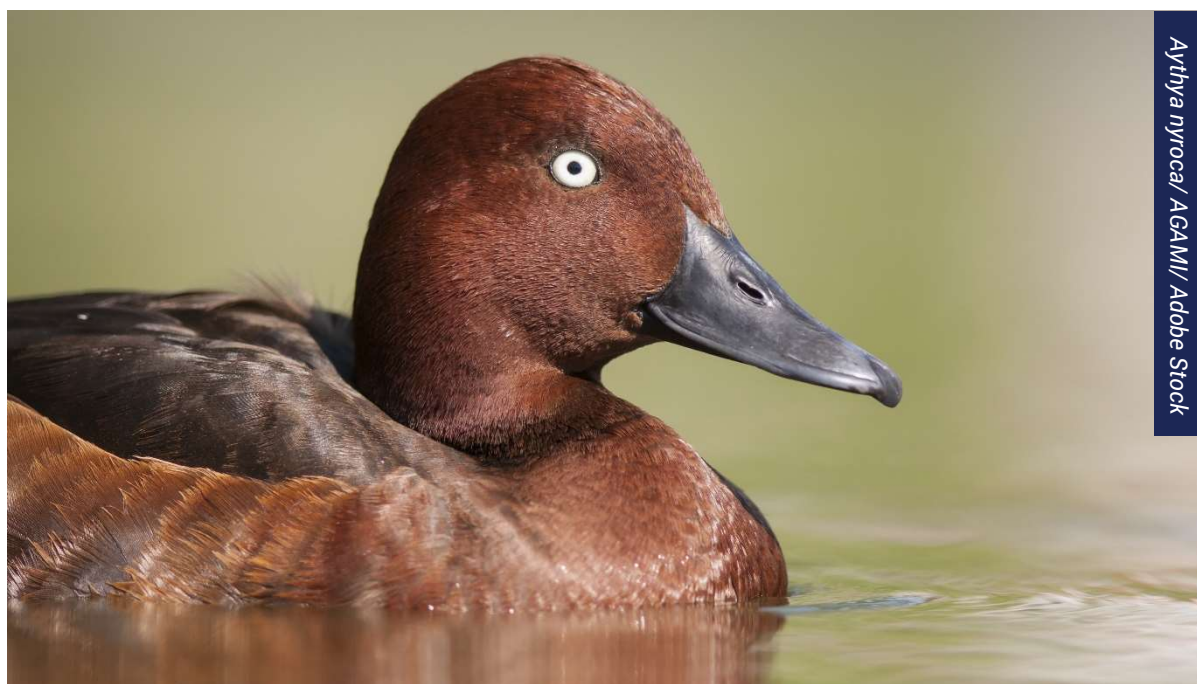


Figure 2.10 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si des codes de bonnes pratiques de chasse ont été élaborés ou mis à jour (Q 2.10).



Aythya nyroca / AGAMI / Adobe Stock



Tableau 2.2 : Réponses aux questions de suivi posées aux quatre Parties ayant déclaré qu'elles avaient élaboré ou mis à jour des codes de bonnes pratiques de chasse.

Partie	Votre pays a-t-il établi des mécanismes visant à promouvoir l'application des codes de bonnes pratiques de chasse ?	Des actions/activités ont-elles été menées dans votre pays en vue d'appliquer ces mécanismes mis en place ?	Les codes de bonnes pratiques de chasse établis ont-ils été intégrés à des réglementations nationales ?
Algérie	✓ Des formations ont été organisées pour les chasseurs. Un manuel de formation concernant les pratiques de chasse, les connaissances des espèces de gibier, des espèces protégées et menacées d'extinction, l'éthique et la législation de la chasse, a été élaboré dans ce cadre.	✗ (aucune réponse)	✓ (totalement intégrés) La loi nationale sur la chasse du 14 août 2004 stipule les conditions de chasse, l'éthique de la chasse, ainsi que les bonnes pratiques de cette activité.
Botswana	✗ (aucune réponse)	✗ (aucune réponse)	✗ (aucune réponse)
République centrafricaine	✓ Les mécanismes ont principalement été établis en 2018, avec le soutien de partenaires tels que WWF.	✗ (aucune réponse)	✗
Maroc	✗ Cette démarche n'est pas nécessaire, car la loi exige l'adhésion à une association de chasse.	✗ (aucune réponse)	✓ (partiellement intégrés) La loi exige l'adhésion à une association / un club de chasse.



Q 2.11 : Suite à la MOP7, votre pays a-t-il identifié les besoins de formation visant à accroître les compétences et les responsabilités au sein des communautés de chasseurs (Cible 2.3.a du PoAA) ?

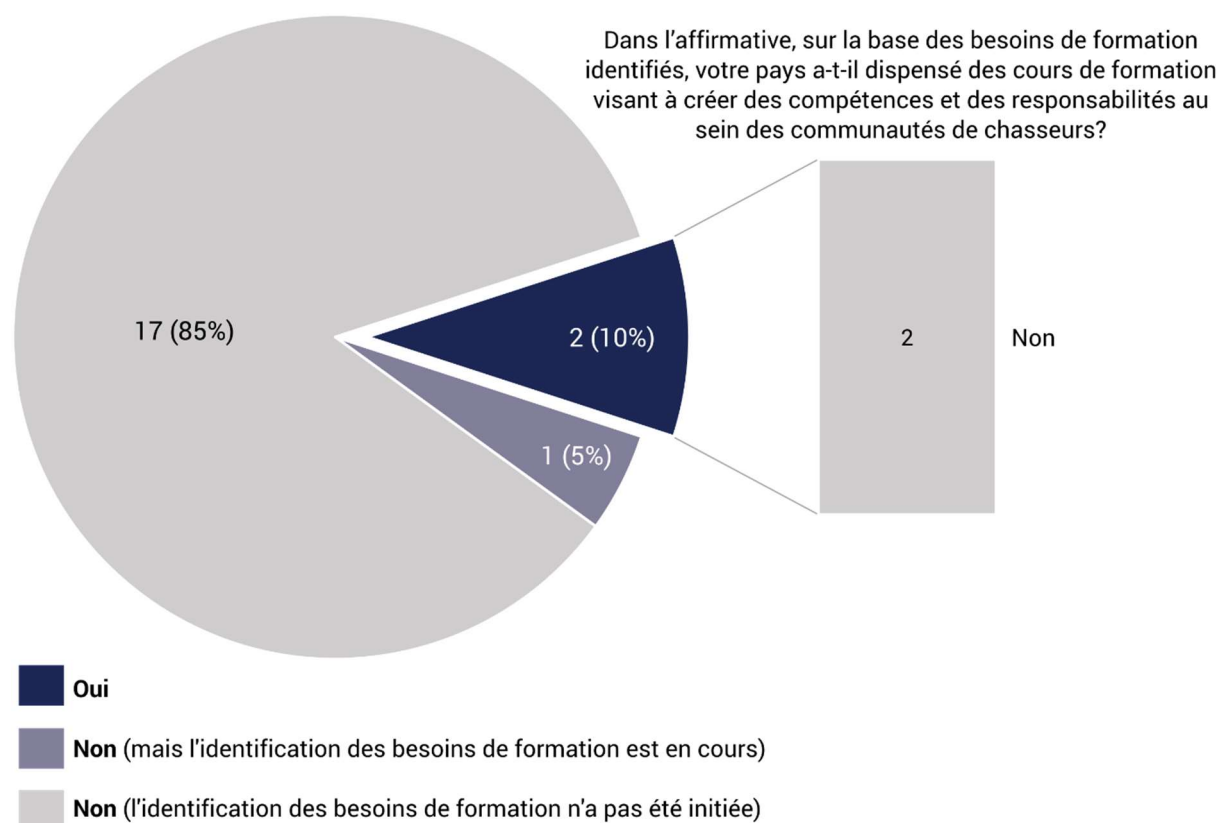


Figure 2.11 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si les besoins de formation visant à accroître les compétences et les responsabilités au sein des communautés de chasseurs ont été identifiés, suite à la MOP7 (Q 2.11).

Seules deux Parties déclarantes (10 %) (le Mali et le Maroc) ont indiqué que les besoins de formation, visant à accroître les compétences et les responsabilités au sein des communautés de chasseurs, ont été identifiés suite à la MOP7. Toutefois, les deux Parties ont mentionné que, en dépit de cette identification, aucune formation pour les communautés de chasseurs n'avait encore été mise en œuvre officiellement. Le Maroc a expliqué que le motif pour lequel aucune séance de formation n'avait été tenue au cours de la période de présentation de rapports se rapportait en partie à la pandémie de COVID-19 en cours. Malgré tout, le Maroc a indiqué que la Fédération royale marocaine de chasse et ses associations continuaient à proposer des orientations aux chasseurs concernant la chasse durable. Une autre Partie (le Niger) a déclaré que l'identification de ces besoins de formation était en cours.





3. RÉSEAU DE SITES DE VOIES DE MIGRATION

OBJECTIF 3

Établir et maintenir, au niveau des voies de migration, un réseau cohérent et complet d'aires protégées et d'autres sites, afin de maintenir – et si nécessaire, de restaurer – leur importance nationale et internationale pour les populations d'oiseaux d'eau migrateurs

Dix questions ont été posées aux Parties concernant l'établissement et le maintien d'un réseau de sites protégés, créé en vue de sauvegarder les populations d'oiseaux d'eau le long de leurs voies de migration. La majorité des questions étaient axées sur l'examen et l'évaluation des sites connus d'importance nationale et internationale pour les populations de l'AEWA, tandis que les autres questions portaient sur la mise en œuvre d'actions, de processus et de stratégies visant à conserver et à gérer ces sites clés, ainsi que sur la surveillance, par les Parties, des effets défavorables qui les affectent. Trois questions de cette section (3.1, 3.6 et 3.8) se rapportaient aux mesures que le PoAA désigne comme étant les plus prioritaires ; ces mesures contribuent à la réalisation des cibles 3.1a, 3.3.a, 3.5.a et 3.5.b du PoAA.

Les résultats indiquent que la plupart des avancées réalisées (1 concernent **l'élaboration et la mise à jour des plans de gestion relatifs aux sites clés confirmés** d'importance nationale/internationale pour les populations de l'AEWA (60 % des Parties déclarantes ayant indiqué que cette activité avait été menée) (voir Q 3.7), et (2) en termes d'**évaluation de la liste des sites clés afin d'identifier ceux qui remplissent les critères des Zones humides d'importance internationale** (50 % des Parties déclarantes ayant indiqué que cette activité était achevée) (voir Q 3.2). Un grand nombre de Parties déclarantes (80 %) ont également indiqué que, lorsque des Réserves du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB) et des Sites du patrimoine mondial (SPM) existants faisaient partie de leur liste de sites importants, des activités avaient été menées visant à la gestion de ces sites en **collaboration avec les autorités nationales responsables des Réserves MAB / SPM** (Q 3.4.1).

Des avancées moins notables ont été réalisées par rapport à (1) **l'identification de sites importants qui remplissent les critères de désignation future comme SPM / Réserves MAB**, seuls 10 % des Parties déclarantes ayant indiqué qu'un processus en ce sens était achevé (voir Q 3.5), et (2) **l'élaboration de Plans d'action nationaux pour la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP)**, seuls 15 % des Parties déclarantes ayant indiqué que cette action était achevée (voir Q 3.10).

Les avancées relatives aux mesures les plus prioritaires sous cet objectif étaient variées. La question 3.6 portait sur l'élaboration ou la mise à jour, par les Parties, de stratégies/plans nationaux pour la protection et la gestion des sites confirmés d'importance nationale et internationale pour les populations de l'AEWA que leur pays abrite, et un taux relativement élevé de Parties déclarantes (45 %) ont indiqué qu'elles avaient entrepris cette action. Le même pourcentage de Parties déclarantes ont indiqué qu'elles avaient établi des mécanismes visant à surveiller et à enregistrer les effets défavorables sur les sites d'importance nationale/internationale pour les populations de l'AEWA (Q 3.8). En revanche, la Question 3.1 posée aux Parties portait sur la réalisation d'un examen des sites connus d'importance nationale et internationale pour les populations de l'AEWA dans leur pays, en fonction du processus élaboré par le Comité technique de l'AEWA et dont le lancement par le Secrétariat de l'AEWA a eu lieu en août 2020. Seuls 15 % des Parties déclarantes ont indiqué qu'elles avaient achevé cette action. Tous les examens des sites connus, importants pour les populations de l'AEWA, ont été effectués par les Parties des sous-régions de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Ouest.



Cible 3.1

Les sites connus d'importance nationale ou internationale pour les populations figurant au Tableau 1 du Plan d'action de l'AEWA ont été examinés et leur importance a été confirmée (conformément au Paragraphe 3.1.2 du Plan d'action) et au moins trois quarts des lacunes relatives aux sites prioritaires sont comblées dans le cas des Parties contractantes

Q 3.1 : Suite à la MOP7, un examen des sites connus d'importance nationale et internationale pour les populations de l'AEWA a-t-il été mené dans votre pays sur la base du processus élaboré par le Comité technique de l'AEWA et lancé par le Secrétariat PNUE/AEWA en août 2020 (Cible 3.1.a du PoAA) ?

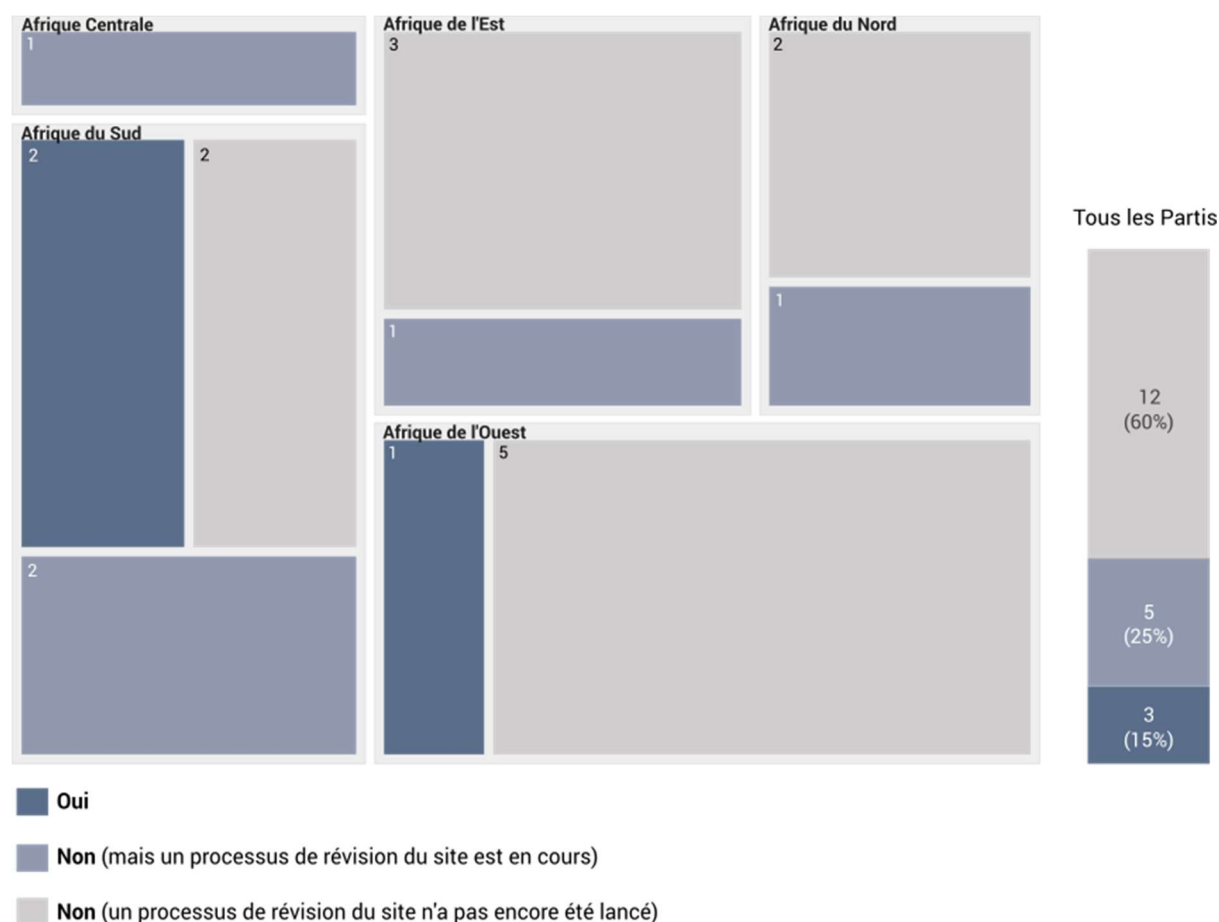


Figure 3.1 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si, suite à la MOP7, un examen des sites connus d'importance nationale et internationale pour les populations de l'AEWA a été mené dans leur pays, sur la base du processus élaboré par le Comité technique de l'AEWA et dont le lancement par le Secrétariat de l'AEWA a eu lieu en août 2020 (Q 3.1).

Depuis la MOP7, seules trois Parties déclarantes, situées en Afrique de l'Ouest (le Ghana) et en Afrique australe (le Malawi et le Zimbabwe), ont indiqué qu'un examen des sites connus d'importance nationale et internationale pour les populations de l'AEWA avait été mené, selon le processus élaboré par le Comité technique de l'AEWA, les résultats des processus d'examen ayant été soumis au Secrétariat de l'AEWA. Les Parties ont déclaré qu'elles n'avaient réalisé aucun examen de sites connus, importants pour les populations de l'AEWA, dans les sous-régions de l'Afrique du Nord, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale. Cinq autres Parties déclarantes (25 %) ont indiqué que la réalisation de ces examens était en cours, la Tanzanie prévoyant qu'un examen devrait être terminé avant la MOP8. Les principaux motifs fournis par les Parties déclarantes pour justifier que



l'examen des sites n'avait pas encore débuté se rapportaient à l'insuffisance de financements et aux contraintes budgétaires (la Côte d'Ivoire et l'Ouganda, par exemple), de même qu'aux modifications concernant l'établissement des priorités en termes de ressources suite à la pandémie de COVID-19 (l'Égypte et le Kenya, par exemple).

Parmi les trois Parties ayant terminé les examens de sites, deux d'entre elles les avaient effectués avant l'échéance de 2020 figurant dans le PoAA, la troisième (le Malawi) n'ayant pas donné de précisions sur la période à laquelle les sites avaient été examinés. Dans le cadre du processus d'examen des sites, deux de ces Parties ont identifié des lacunes dans les informations disponibles relatives aux sites, le Ghana ayant souligné la nécessité d'une meilleure représentation des limites des sites dans les bases de données.

Cible 3.3

Au moins deux-tiers de tous les sites du réseau des voies de migration sont activement protégés et gérés, l'accent portant en particulier sur les sites d'importance internationale et les sites transfrontaliers

Q 3.2 : La liste des sites confirmés d'importance internationale pour les populations de l'AEWA a-t-elle été évaluée (en collaboration avec l'Autorité administrative nationale / le Point focal national [PFN] Ramsar) afin d'identifier les sites qui remplissent les critères des zones humides d'importance internationale (c'est-à-dire les Sites Ramsar) (Cible 3.3.b du PoAA) ?

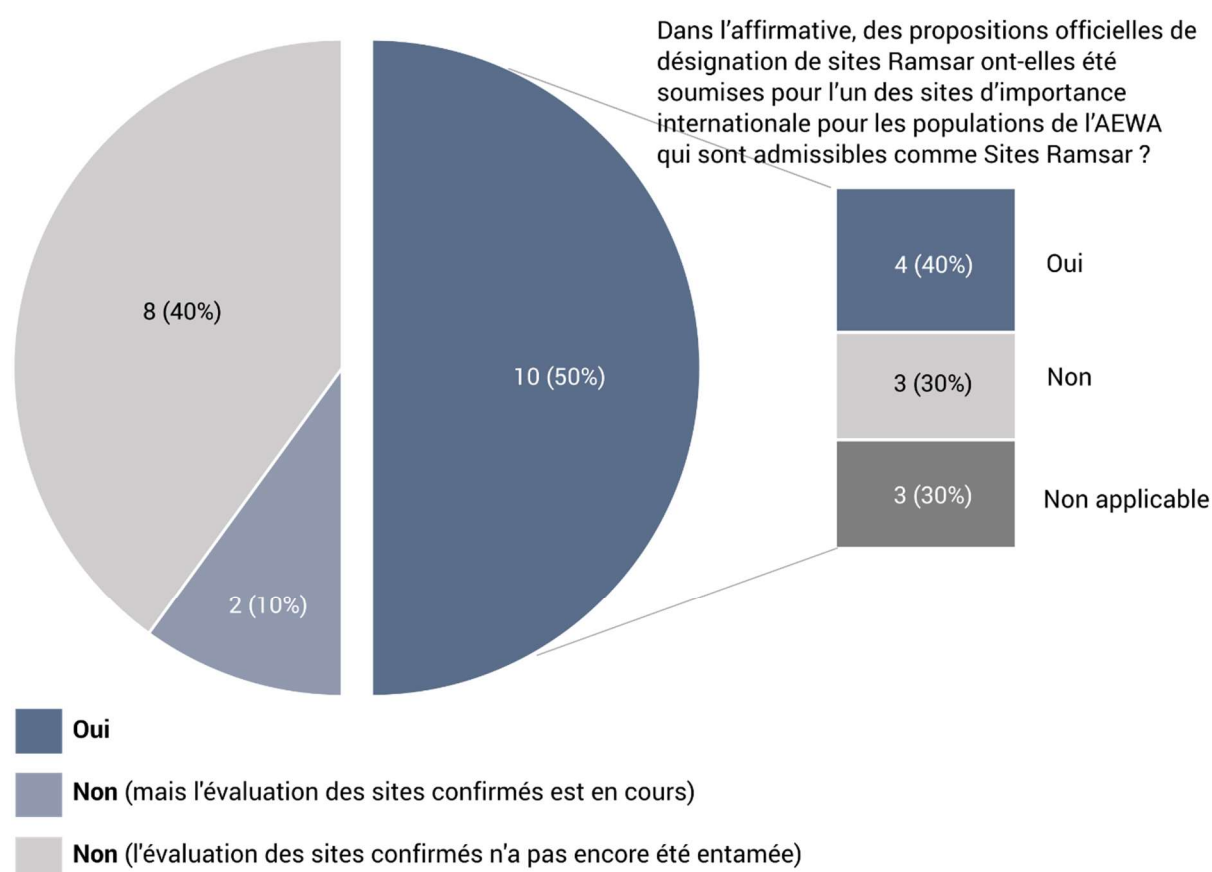


Figure 3.2 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si une liste des sites confirmés d'importance internationale pour les populations de l'AEWA a été évaluée (en collaboration avec l'Autorité administrative nationale / le Point focal national Ramsar) afin d'identifier les sites qui remplissent les




critères des Zones humides d'importance internationale (c'est-à-dire les Sites Ramsar) (Q 3.2).

Au total, dix Parties déclarantes (50 %) ont précisé que les sites connus d'importance internationale pour les populations de l'AEWA avaient été évalués, afin d'identifier les sites qui remplissent les critères des Zones humides d'importance internationale. Parmi celles-ci, quatre Parties ont confirmé que des propositions officielles avaient été soumises en vue d'envisager la désignation comme Zones humides d'importance internationale (Sites Ramsar) pour les sites qui remplissent les critères correspondants, tandis que trois Parties n'ont encore soumis aucune proposition de ce type. Trois autres Parties ont répondu « sans objet », du fait qu'aucun nouveau site ne remplissait les critères des Sites Ramsar. Cinq Parties ont fourni des exemples de sites qui avaient été officiellement proposés pour la désignation en tant que Sites Ramsar. Ceux-ci figurent dans le tableau ci-dessous :



Tableau 3.1 : Sites indiqués par les Parties déclarantes comme remplissant les critères des Zones humides d'importance internationale. Les coordonnées d'emplacement des sites affichés sont toutes approximatives.

Partie	Sites de zones humides proposés pour une désignation Ramsar
<p>République centrafricaine</p> 	<p>Dix sites dans le nord-est de la République centrafricaine ont été identifiés dans le cadre d'une étude à long terme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bahr Aouk • Rivière Aoukalé, et mares de Nzili et de Tizi • Bahr Oulou et lac Mamoun • Rivière Ouandja, et mares du Maka et de Gata • Bahr Kameur • Rivière Koumbala • Parc du Manovo-Gounda Saint Floris • Lac Djoudjoe • Cours supérieur du Chari et ses affluents • Rivière Ouham
<p>Kenya</p> 	<ul style="list-style-type: none"> • Marais de Yala • Lac Olbolossat
<p>Niger</p> 	<ul style="list-style-type: none"> • Lac de Madarounfa • Lac de Guidimouni
<p>Nigeria</p> 	<ul style="list-style-type: none"> • Parc naturel de Finima
<p>Afrique du Sud</p> 	<ul style="list-style-type: none"> • Réserve naturelle d'Ingula



Q 3.3 : L'inventaire national des zones humides de votre pays a-t-il été dressé / mis à jour en collaboration avec le PFN Ramsar, en tenant compte des sites confirmés d'importance nationale et internationale pour les populations de l'AEWA (Cible 3.3.b du PoAA) ?

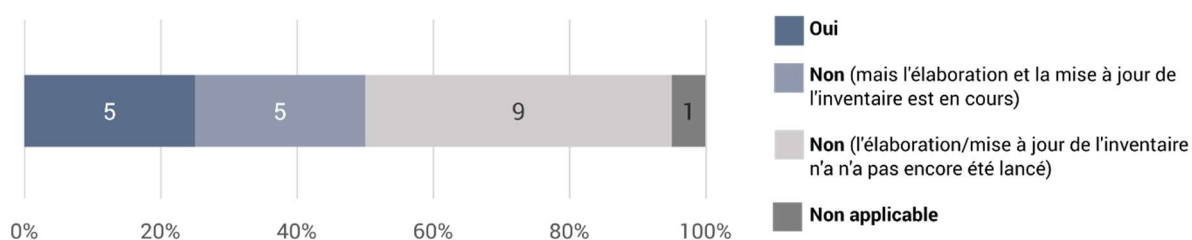
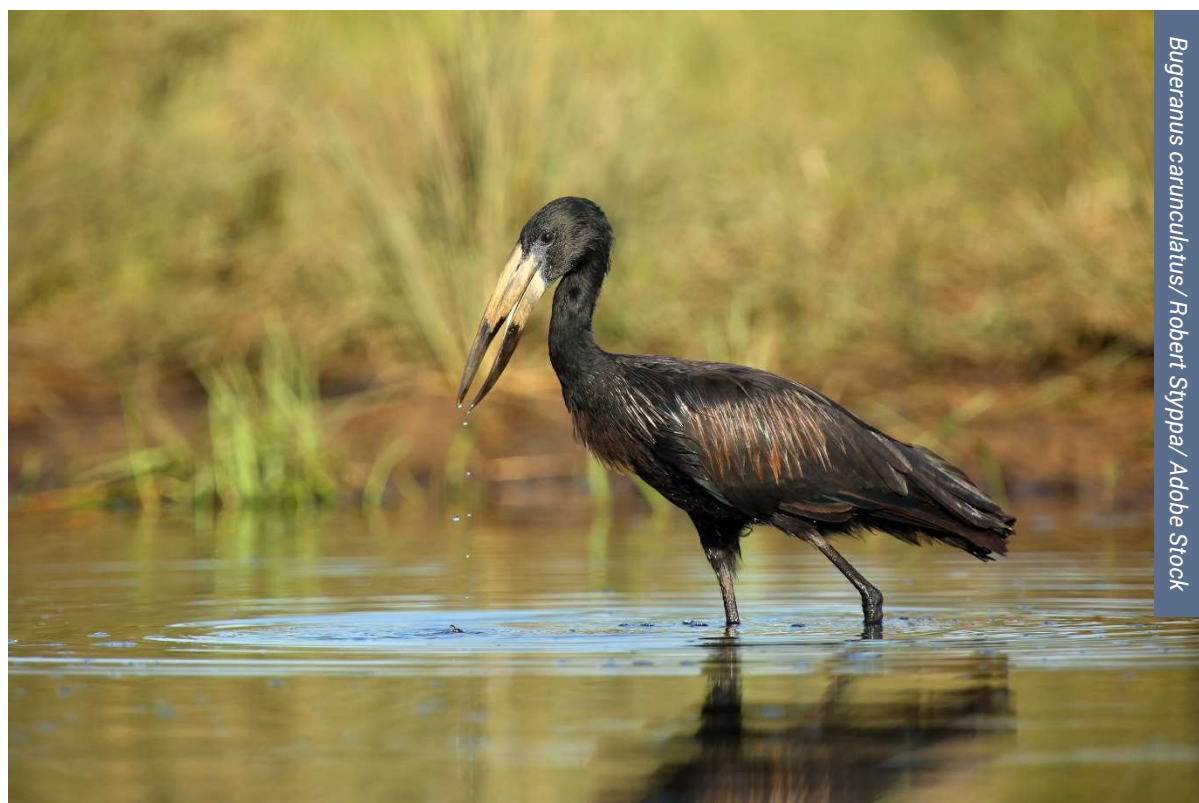


Figure 3.3 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si l'inventaire national des zones humides de leur pays a été dressé ou mis à jour en collaboration avec le PFN Ramsar, en tenant compte des sites confirmés d'importance nationale et internationale pour les populations de l'AEWA (Q 3.3).

Un inventaire national des zones humides incluant les sites confirmés d'importance nationale et internationale pour les populations de l'AEWA a été dressé / mis à jour par cinq Parties déclarantes (25 %), et est en cours de réalisation / mise à jour par cinq autres Parties. L'Ouganda et le Zimbabwe (ayant indiqué que la réalisation ou la mise à jour de leur inventaire était en cours) ont déclaré qu'il était escompté que cette activité soit terminée avant la fin de 2021.

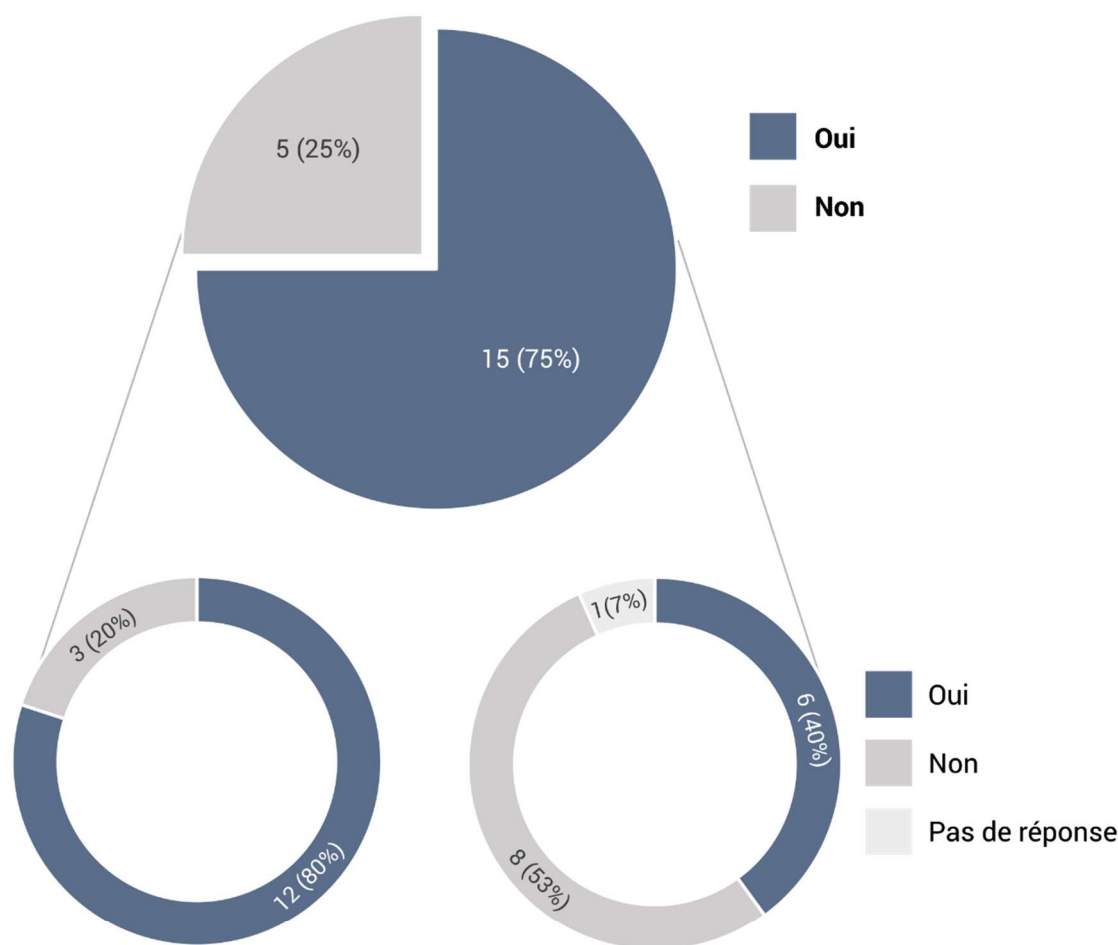


Bugeranus carunculatus / Robert Stypa / Adobe Stock



Q 3.4 : Existe-t-il des Sites du patrimoine mondial (SPM) ou des Réserves du Programme sur l'Homme et la Biosphère (MAB) actuels, parmi la liste des sites confirmés d'importance nationale/internationale pour les populations de l'AEWA (Cible 3.3.c du PoAA) ?

Au total, 15 Parties déclarantes (75 %) ont indiqué que leur liste de sites confirmés, identifiés comme étant d'importance nationale/internationale pour les populations de l'AEWA, comprenait des Réserves MAB ou des SPM existants. Parmi celles-ci, 12 Parties ont confirmé que des activités avaient été menées pour la gestion de ces sites en collaboration avec les autorités nationales responsables de ces SPM ou Réserves MAB. Toutefois, seules six Parties ont déclaré qu'elles travaillaient en collaboration avec d'autres partenaires ou États de l'aire de répartition à l'échelle des voies de migration, en vue de favoriser les synergies pour la gestion des Réserves MAB ou des SPM existants d'importance nationale ou internationale pour les populations de l'AEWA.



Des activités ont-elles été menées au niveau national en collaboration avec les autorités nationales responsables des SPM/réserves MAB pour la gestion de ces sites (c'est-à-dire les sites qui sont à la fois des SPM/réserves MAB et d'importance nationale/internationale pour les populations de l'AEWA) ?

Votre gouvernement a-t-il été en liaison avec des États de l'aire de répartition ou des partenaires au niveau des voies de migration afin de promouvoir des synergies pour la gestion des SPM/ réserves MAB existantes d'importance nationale ou internationale pour les populations de l'AEWA (Cible 3.3.c du PoAA) ?

Figure 3.4 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si des Réserves du Programme sur l'homme et la biosphère (MAB) ou des Sites du patrimoine mondial (SPM) existants figurent sur la liste des sites confirmés d'importance nationale/internationale pour les populations de l'AEWA (Q 3.4).



Q 3.5 : La liste des sites confirmés d'importance nationale et internationale pour les populations de l'AEWA a-t-elle été évaluée (en collaboration avec les autorités nationales compétentes) afin d'identifier les sites susceptibles d'être désignés à l'avenir comme SPM / Réserves MAB ? (Cible 3.3.c du PoAA)

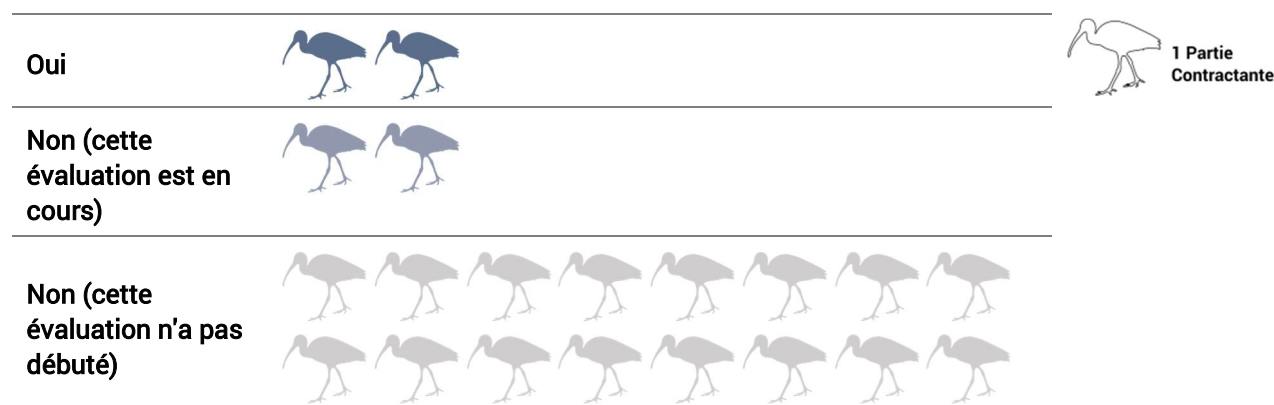


Figure 3.5 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si une liste des sites confirmés d'importance nationale et internationale pour les populations de l'AEWA a été évaluée (en collaboration avec les autorités nationales compétentes) afin d'identifier les sites qui remplissent les critères de désignation future comme SPM / Réserves MAB (Q 3.5).

Seuls le Ghana et le Kenya ont déclaré qu'une liste nationale des sites confirmés comme étant importants pour les populations de l'AEWA avait été évaluée, afin d'identifier les sites qui remplissent les critères de désignation future en tant que SPM / Réserves MAB, deux autres Parties déclarantes (le Botswana et l'Afrique du Sud) ayant indiqué qu'une évaluation était actuellement en cours. Cependant, dans les questions de suivi, le Ghana a mentionné que « les sites ont été évalués, mais pas à des fins de désignation en tant que SPM ou Réserves MAB », ce qui suggère que l'interprétation de cette question principale par les Parties était variable. Le Kenya a indiqué que la Réserve nationale du Masai Mara avait été évaluée en vue d'être désignée comme Site du patrimoine mondial en 2020.



Mycateria ibis / JAG IMAGES/ Adobe Stock



Q 3.6 : Votre pays a-t-il élaboré / mis à jour une **stratégie / un plan national pour la protection et la gestion des sites confirmés d'importance nationale et internationale pour les populations de l'AEWA qu'il accueille** (Cible 3.3.a du PoAA) ?

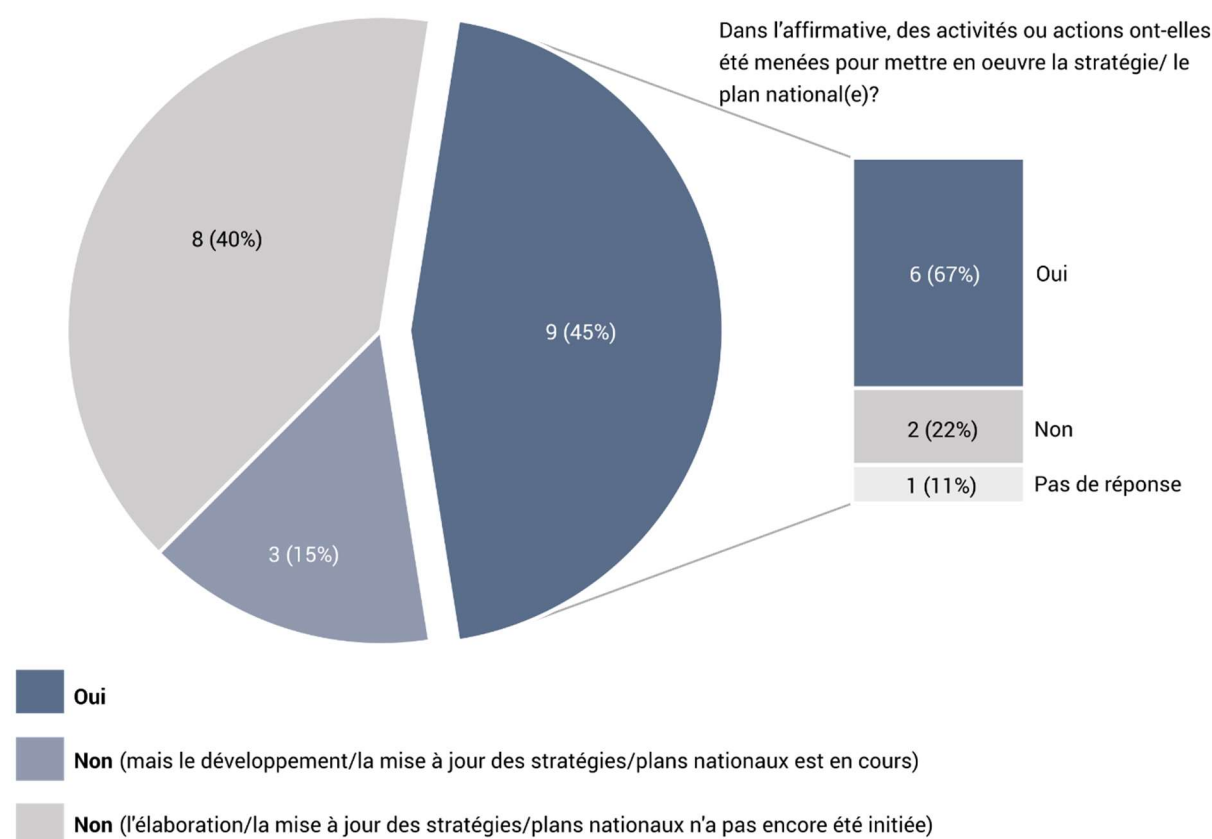


Figure 3.6 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si leur pays a élaboré ou mis à jour une stratégie ou un plan national visant à la protection et à la gestion des sites confirmés d'importance nationale et internationale pour les populations de l'AEWA qu'il abrite (Q 3.6).

Des stratégies nationales visant à la protection et à la gestion des sites confirmés d'importance nationale et internationale pour les populations de l'AEWA ont été élaborées ou mises à jour par neuf Parties déclarantes (45 %) et sont en cours d'élaboration dans trois autres Parties déclarantes (15 %). Parmi les neuf Parties qui ont actuellement élaboré ou mis à jour ces stratégies nationales, six d'entre elles ont déclaré qu'elles accomplissaient des actions concrètes pour leur mise en œuvre.

Le seul motif mentionné dans les réponses des Parties, pour justifier que ces stratégies nationales n'avaient pas encore été élaborées, se rapportait aux difficultés que posent les ressources financières limitées (l'Ouganda). Il est encourageant de constater que trois Parties parmi celles qui n'ont pas encore élaboré de stratégies nationales (la Côte d'Ivoire, Maurice, et la Tanzanie) ont indiqué que des plans de gestion localisée sont en place, concernant des sites spécifiques identifiés comme étant importants pour les populations de l'AEWA.



Q 3.7 : Des plans de gestion ont-ils été élaborés / mis à jour pour les sites clés confirmés d'importance nationale/internationale pour les populations de l'AEWA (Cible 3.3.a du PoAA) ?

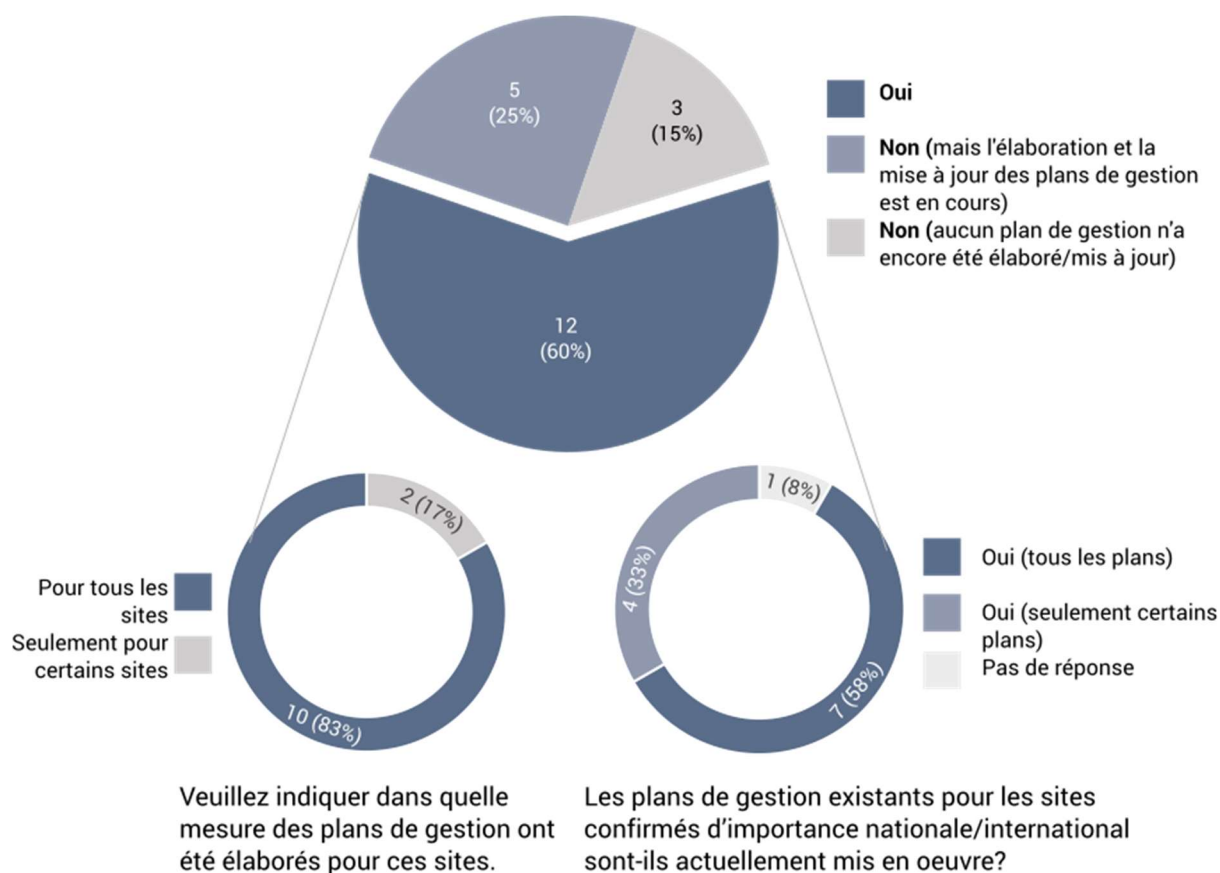


Figure 3.7 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si des plans de gestion ont été élaborés ou mis à jour concernant les sites clés confirmés d'importance nationale/internationale pour les populations de l'AEWA (Q 3.7).

Douze Parties déclarantes (60 %) ont indiqué que des plans de gestion ont été élaborés ou mis à jour concernant les sites clés confirmés d'importance nationale/internationale pour les populations de l'AEWA. Parmi celles-ci, dix Parties ont déclaré que des plans de gestion avaient été élaborés pour tous les sites clés identifiés, tandis que sept d'entre elles ont indiqué que tous les plans existants étaient actuellement en cours d'application. La République centrafricaine, l'Éthiopie et l'Ouganda étaient les trois Parties ayant déclaré qu'aucun plan de gestion n'avait encore été établi, ou n'était en cours d'élaboration, pour les sites clés. Toutefois, il n'est pas certain si les Parties ont interprété cette question en ce sens que des plans de gestion sont en place pour les sites clés, ou que ceux-ci ont été élaborés depuis la MOP7. La question a également été interprétée en référence à la planification de la gestion pour les sites confirmés, suite au processus d'examen des sites, dans le cadre de la question 3.1, alors que certains sites connus d'importance pour les populations de l'AEWA avaient déjà été identifiés/établis par le biais d'autres processus d'examen nationaux. Par exemple, l'Ouganda a répondu « non » à la question 3.7 du fait qu'aucun examen des sites connus, importants pour les populations de l'AEWA, n'avait été effectué (voir Q 3.1), mais a formulé des commentaires supplémentaires précisant que ses dix parcs nationaux, qui abritent des populations clés de l'AEWA, disposent de plans de gestion générale qui sont en place. Pour les sites clés qui ne disposaient pas encore de plans de gestion fonctionnels, l'Ouganda a mentionné l'insuffisance des ressources financières comme facteur limitant.



Cible 3.4

La nécessité de maintenir l'importance et l'intégrité des sites du réseau des voies de migration de l'AEWA est prise en compte dans les processus de planification et de prise de décisions de toutes les Parties contractantes

Q 3.10 : Un **plan d'action national CESP** a-t-il été élaboré pour votre pays (Cible 3.4.c du PoAA) ?

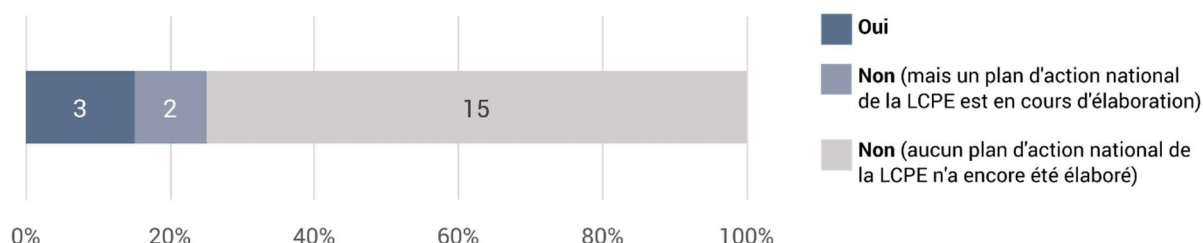


Figure 3.8 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si un Plan d'action national CESP a été élaboré pour leur pays (Q 3.10).

Au total, trois Parties déclarantes (15 % ; l'Algérie, le Botswana et le Ghana) ont indiqué qu'un Plan d'action CESP avait été mis en place pour leur pays. En réponse à deux questions de suivi, l'Algérie et le Ghana ont indiqué que leurs plans d'action CESP comprenaient des activités qui contribuent à promouvoir les connaissances et les informations relatives aux sites clés importants pour les populations de l'AEWA, et que ces plans étaient en cours de mise en application à l'échelle nationale (le Botswana n'a pas fourni de réponse à ces questions). Deux autres Parties déclarantes (10 % ; la République centrafricaine et le Kenya) ont indiqué qu'un plan d'action national CESP était actuellement en cours d'élaboration. Le Kenya a mentionné qu'une discussion entre les parties prenantes avait lieu, dont l'objectif était de produire un plan d'action avant juin 2021.

Cible 3.5

Des mesures juridiques ou administratives sont en vigueur au niveau national – et sont mises en œuvre de façon efficace – afin d'éviter, d'atténuer et de compenser les impacts négatifs des activités d'aménagement et d'autres pressions, y compris les impacts du changement climatique, sur les sites d'importance nationale et internationale pour les oiseaux d'eau migrateurs dans toutes les Parties contractantes

Q 3.8 : Votre pays a-t-il mis en place un **cadre ou un mécanisme pour surveiller et enregistrer les impacts négatifs** sur les sites confirmés d'importance nationale/internationale pour les populations de l'AEWA (Cibles 3.5.a et 3.5.b du PoAA) ?

Des cadres/mécanismes spécifiques visant à surveiller les activités nuisibles qui ont des impacts sur les sites identifiés comme étant importants pour les populations de l'AEWA ont été mis en place par neuf Parties déclarantes (45 %), et leur élaboration par six autres Parties déclarantes (30 %) est en cours. Un résumé des mécanismes mis en place par les neuf Parties qui ont répondu « oui » à cette question figure dans le Tableau 3.2. Plusieurs mécanismes clés ont été mis en application par diverses Parties dans toutes les sous-régions, par exemple la création d'unités de recherche et de surveillance écologiques dans les aires protégées ou les sites Ramsar, ainsi que l'intégration de la surveillance des impacts négatifs lors de la réalisation des dénombrements annuels d'oiseaux.

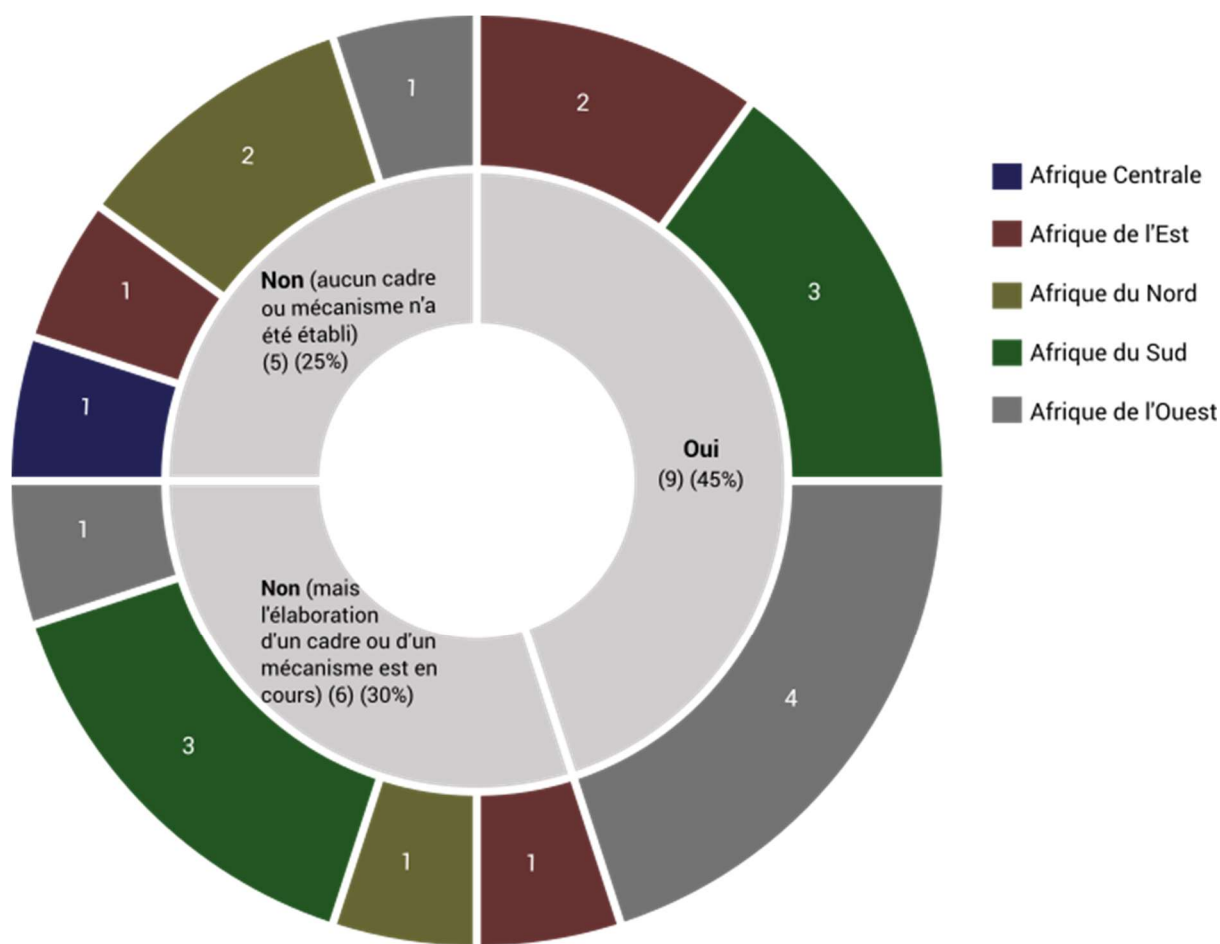


Figure 3.9 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si leur pays a mis en place un cadre ou un mécanisme pour surveiller et enregistrer les impacts négatifs sur les sites confirmés d'importance nationale/internationale pour les populations de l'AEWA (Q 3.8).

Une série de questions de suivi liées à la question 3.8 ont été posées aux neuf Parties déclarantes ayant confirmé que des cadres ou des mécanismes, visant à surveiller les activités nuisibles qui ont des impacts sur les sites importants pour les populations de l'AEWA, ont été mis en place dans leur pays : **A)** les activités d'aménagement ont-elles été activement surveillées par l'agence nationale de mise en œuvre de l'AEWA à l'intérieur / autour de ces sites importants ? ; **B)** certaines activités d'aménagement surveillées ont-elles fait l'objet d'une Évaluation d'impact environnemental (EIE) / d'une Évaluation environnementale stratégique (EES) / de mesures d'atténuation ? ; et **C)** les orientations de l'AEWA sur le traitement des cas d'activités d'aménagement ayant des impacts négatifs sur les oiseaux d'eau ont-elles été mises en application dans le cas d'activités d'aménagement sur ces sites clés ? Les réponses à ces questions de suivi sont présentées dans la Figure 3.10. Les activités d'aménagement ont été activement surveillées par l'agence nationale de mise en œuvre de l'AEWA à l'intérieur / autour des sites clés pour les populations de l'AEWA dans six de ces Parties. Toutefois, un plus faible nombre de Parties (quatre) ont déclaré que les activités d'aménagement surveillées avaient fait l'objet d'une Évaluation d'impact environnemental (EIE) ou d'une Évaluation environnementale stratégique (EES). Deux Parties (le Kenya et l'Afrique du Sud) ont déclaré qu'elles avaient mis en application les orientations de l'AEWA ou d'autres orientations appropriées pour traiter les cas où les activités d'aménagement avaient un impact négatif sur les sites clés d'importance nationale/internationale pour les populations de l'AEWA.



Tableau 3.2 : Mécanismes mis en application par les Parties déclarantes pour surveiller et enregistrer les impacts négatifs sur les sites confirmés d'importance nationale/internationale pour les populations de l'AEWA.

Région	Mécanismes mis en œuvre
Afrique de l'Est	<ul style="list-style-type: none"> • Kenya – Un Groupe de travail multi-agences a été mis en place pour surveiller les impacts des infrastructures des lignes électriques Olkaria – Lessos – Kisumu sur les oiseaux d'eau migrateurs. Les impacts négatifs sont, en outre, surveillés par le biais des dénombrements annuels des oiseaux d'eau, effectués en hiver et en été. • Tanzanie – Les aires protégées disposent d'unités de surveillance écologique chargées d'enregistrer les impacts sur les réserves. Les Plans de gestion générale pour les réserves sont contrôlés annuellement et révisés tous les cinq ou dix ans.
Afrique australe	<ul style="list-style-type: none"> • Botswana – Aucune description de mécanismes n'a été fournie. • Malawi – Évaluations de l'efficacité de la gestion des aires protégées et dénombrements annuels d'oiseaux effectués par les unités de recherche et de surveillance. • Afrique du Sud – Un Comité national Ramsar a été mis en place pour s'occuper de la gestion des sites d'importance nationale et internationale. BirdLife Afrique du Sud effectue également des évaluations régulières des sites qui sont aussi des Zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO).
Afrique de l'Ouest	<ul style="list-style-type: none"> • Côte d'Ivoire – Les données de suivi environnemental sont collectées lors du dénombrement international annuel des oiseaux d'eau. • Ghana – Un réseau de gestionnaires est en place sur tous les sites Ramsar, qui sont chargés de surveiller, d'enregistrer et de signaler tous les impacts négatifs de ce type. • Niger – Mise en place d'unités de gestion des zones humides. • Nigeria – La surveillance des impacts a lieu lors des dénombrements annuels des oiseaux d'eau et par le biais des membres de groupes de spécialistes des espèces, mis en place par la Fondation nigériane pour la conservation.

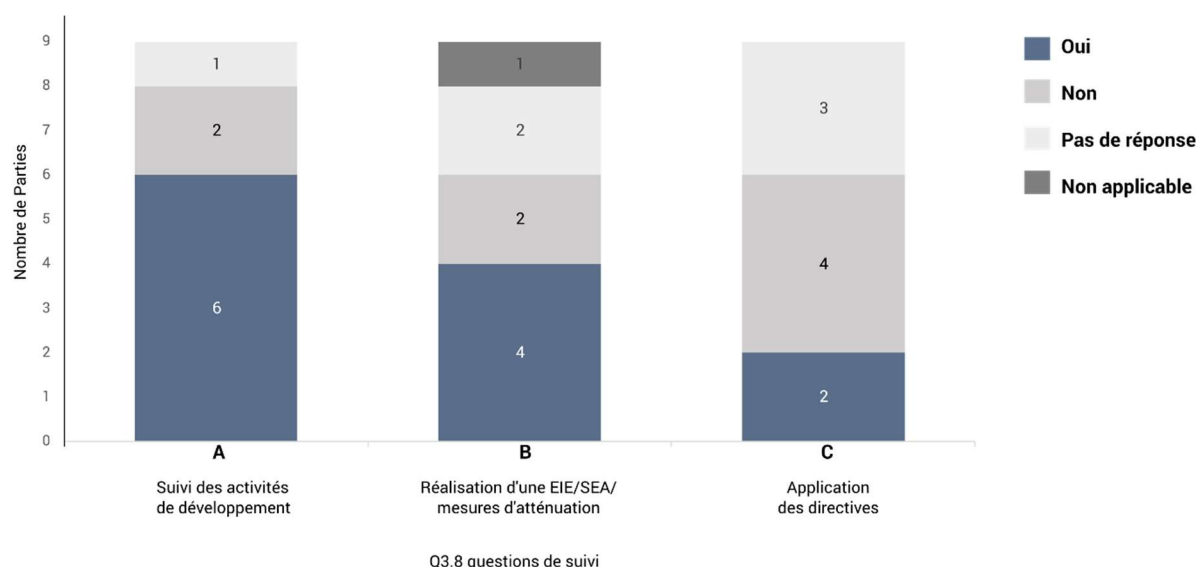


Figure 3.10 : Questions de suivi relatives à Q 3.8.

Q 3.9 : Suite à la MOP7, y a-t-il eu des cas **d'activités d'aménagement ayant des impacts négatifs actuels ou potentiels** sur des sites d'importance nationale/internationale pour les populations de l'AEWA, mais qui n'ont pas été communiqués au Secrétariat PNUE/AEWA (Cible 3.5.a du PoAA) ?

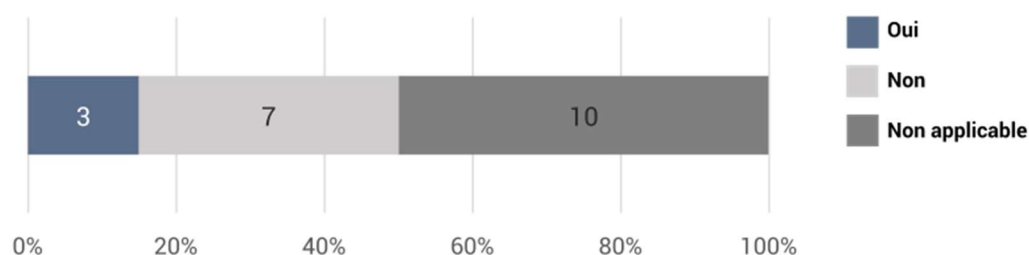


Figure 3.11 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si, suite à la MOP7, il y a eu des cas d'activités d'aménagement ayant des impacts négatifs actuels ou potentiels sur des sites d'importance nationale/internationale pour les populations de l'AEWA, mais qui n'ont pas été communiqués au Secrétariat PNUE/AEWA (Q 3.9).

Dix Parties déclarantes (50 %) ont répondu « sans objet » à cette question, indiquant qu'aucun cas connu d'activités d'aménagement pouvant avoir des impacts négatifs sur des sites importants pour les populations de l'AEWA n'avait été enregistré, tandis que sept autres Parties déclarantes (35 %) ont indiqué qu'il n'y avait aucun cas d'activités d'aménagement de ce type qui n'ait pas encore été communiqué au Secrétariat de l'AEWA. Trois Parties (l'Égypte, l'Éthiopie et le Ghana) ont signalé que certains cas d'activités d'aménagement ayant des impacts actuels ou potentiels n'avaient pas encore été communiqués au Secrétariat de l'AEWA. Ceux-ci sont décrits dans le Tableau 3.3.



Tableau 3.3 : Cas d'activités d'aménagement sur des sites clés de l'AEWA ayant des impacts actuels ou potentiels, qui n'ont pas encore été communiqués au Secrétariat de l'AEWA.

Sites clés de l'AEWA sur lesquels des aménagements ont eu des impacts



Égypte – Projets d'éoliennes mis en place dans la zone du Gebel El Zeit. Les impacts négatifs potentiels sont gérés par le biais d'un comité intergouvernemental, par la mise en œuvre d'un programme de gestion des éoliennes actives. L'évaluation de ce programme a déterminé qu'il s'agissait d'un modèle efficace quant à l'atténuation des impacts des parcs éoliens sur les oiseaux migrants.



Ghana – L'urbanisation rapide exerce des pressions sur les zones humides, du fait que bon nombre d'entre elles sont situées dans des zones urbaines densément peuplées. Les Sites Ramsar de Sakumo et du delta du Densu font partie des réserves les plus touchées. Plusieurs tentatives (dont certaines en cours) d'actions en justice contre l'empiètement ont eu lieu, mais le Ghana a indiqué que les avancées étaient lentes.



Éthiopie – La Réserve de biosphère du lac Tana et le lac Ziway, identifiés comme étant des habitats essentiels servant de points d'alimentation / d'escale pour de nombreux oiseaux d'eau migrants, ont été envahis par la Jacinthe d'eau (*Eichhornia crassipes*), une espèce végétale exotique. Il a été constaté que cette invasion affectait lourdement les habitats des oiseaux d'eau.



4. HABITATS DANS L'ENVIRONNEMENT AU SENS LARGE

OBJECTIF 4

Veiller à ce que l'étendue et la qualité des habitats dans l'environnement au sens large soient satisfaisantes afin d'atteindre et de maintenir un état de conservation favorable des populations d'oiseaux d'eau migrateurs

Quatre questions ont été posées aux Parties en vue d'évaluer leurs avancées quant au maintien et à la restauration de la qualité et de l'étendue des habitats importants nécessaires à la sauvegarde des populations d'oiseaux d'eau migrateurs dans l'environnement au sens large. Ces questions étaient axées sur la formation de partenariats internationaux visant à coordonner les projets de conservation des habitats dans des zones plus étendues, ainsi que sur la mise en œuvre d'activités connexes. Les quatre questions de cette section se rapportaient toutes à des mesures que le PoAA désigne comme étant moyennement prioritaires.

Les résultats indiquent que la plupart des avancées réalisées concernent l'encouragement d'une **collaboration internationale au niveau des bassins lacustres/fluviaux communs afin de promouvoir et de coordonner les efforts de conservation, de gestion et de surveillance des habitats importants** pour les populations de l'AEWA, 63 % des Parties déclarantes auxquelles s'appliquait cette question ayant indiqué que ces efforts de collaboration avaient été déployés (voir Q 4.1).

Des avancées relativement moins notables ont été réalisées quant à la **création de portefeuilles de projets afin d'obtenir des ressources pour des activités** visant à soutenir la conservation des habitats clés pour les espèces/populations de l'AEWA, 40 % des Parties déclarantes ayant indiqué que cette action était achevée (voir Q 4.2). Toutefois, la constitution de ce type de portefeuille de projets pour des activités de gestion des habitats est en cours dans deux autres Parties (10 %).

Cible 4.4

Au moins trois des partenariats internationaux multipartites et innovants aboutissent à une gestion améliorée, à la création ou à la restauration d'habitats des oiseaux d'eau dans l'environnement au sens large

Q 4.1 : Votre pays a-t-il entrepris des efforts de collaboration avec d'autres pays au niveau des bassins lacustres/fluviaux communs pour promouvoir et coordonner les efforts de conservation, de gestion et de surveillance des habitats importants pour les populations de l'AEWA (Cible 4.4.a du PoAA) ?

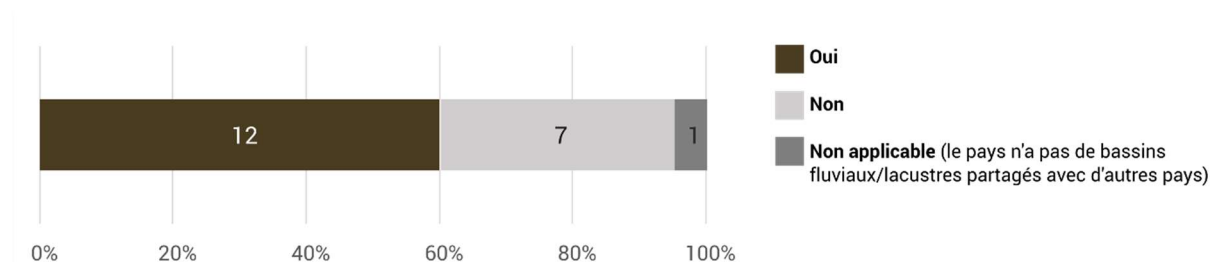


Figure 4.1 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si leur pays a entrepris des efforts de collaboration avec d'autres pays au niveau des bassins lacustres/fluviaux communs pour promouvoir et



coordonner les efforts de conservation, de gestion et de surveillance des habitats importants pour les populations de l'AEWA (Q 4.1).

Douze Parties déclarantes (60 %) ont indiqué qu'elles avaient collaboré avec d'autres pays au niveau des bassins lacustres/fluviaux pour promouvoir et coordonner les efforts de conservation, de gestion et de surveillance des habitats importants pour les populations de l'AEWA. Sept parties déclarantes (35 %) ont déclaré qu'aucun effort de collaboration de ce type n'avait été entrepris, tandis que l'île Maurice a indiqué que cette question ne la concernait pas, étant donné qu'il s'agit d'une nation insulaire qui ne partage aucun bassin fluvial ou lacustre avec d'autres pays. La figure ci-dessous représente les cas où les actions de collaboration entre pays mentionnés étaient explicitement décrites dans les réponses à la question 4.1.

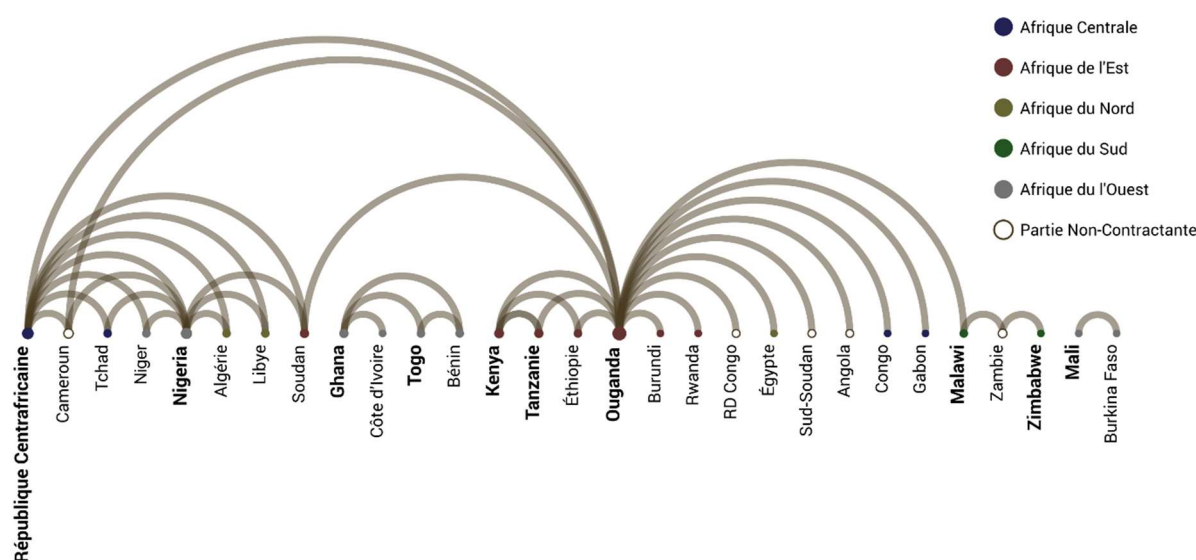


Figure 4.2 : Actions de collaboration spécifiées qui ont été entreprises entre pays par rapport à la question 4.1. Les pays en gras correspondent aux Parties déclarantes qui ont fourni les informations relatives aux efforts de collaboration. La couleur de remplissage de chaque point correspond à la sous-région d'Afrique dans laquelle se situe la Partie. Un remplissage blanc représente un pays qui n'est pas une Partie contractante à l'AEWA.

Q 4.2 : Suite à la MOP7, votre pays a-t-il constitué un **portefeuille de projets afin d'obtenir des ressources pour des activités** visant à soutenir la conservation des habitats clés pour les espèces/populations de l'AEWA de votre pays (Cible 4.4.b du PoAA) ?

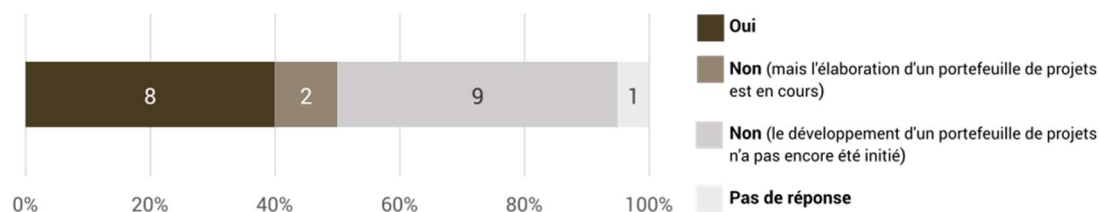


Figure 4.3 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si, suite à la MOP7, leur pays a constitué un portefeuille de projets afin d'obtenir des ressources pour des activités visant à soutenir la conservation des habitats clés pour les espèces/populations de l'AEWA de leur pays (Q 4.2).



La constitution de portefeuilles de projets afin d'obtenir des ressources visant à la conservation des habitats clés pour les espèces/populations de l'AEWA a été signalée par huit Parties déclarantes (40 %), et ces portefeuilles étaient en cours de constitution par deux autres Parties déclarantes (10 %). Plusieurs Parties ayant déclaré qu'aucun portefeuille de projets n'avait encore été constitué ont également indiqué que cette démarche débiterait dans un avenir proche (par exemple la Côte d'Ivoire, le Ghana, et l'Ouganda).

Q 4.3 : Suite à la MOP7, votre pays a-t-il compilé / mis en avant des exemples de *bonnes pratiques pour les projets/activités/actions de conservation des habitats* (Cible 4.4.d du PoAA) ?

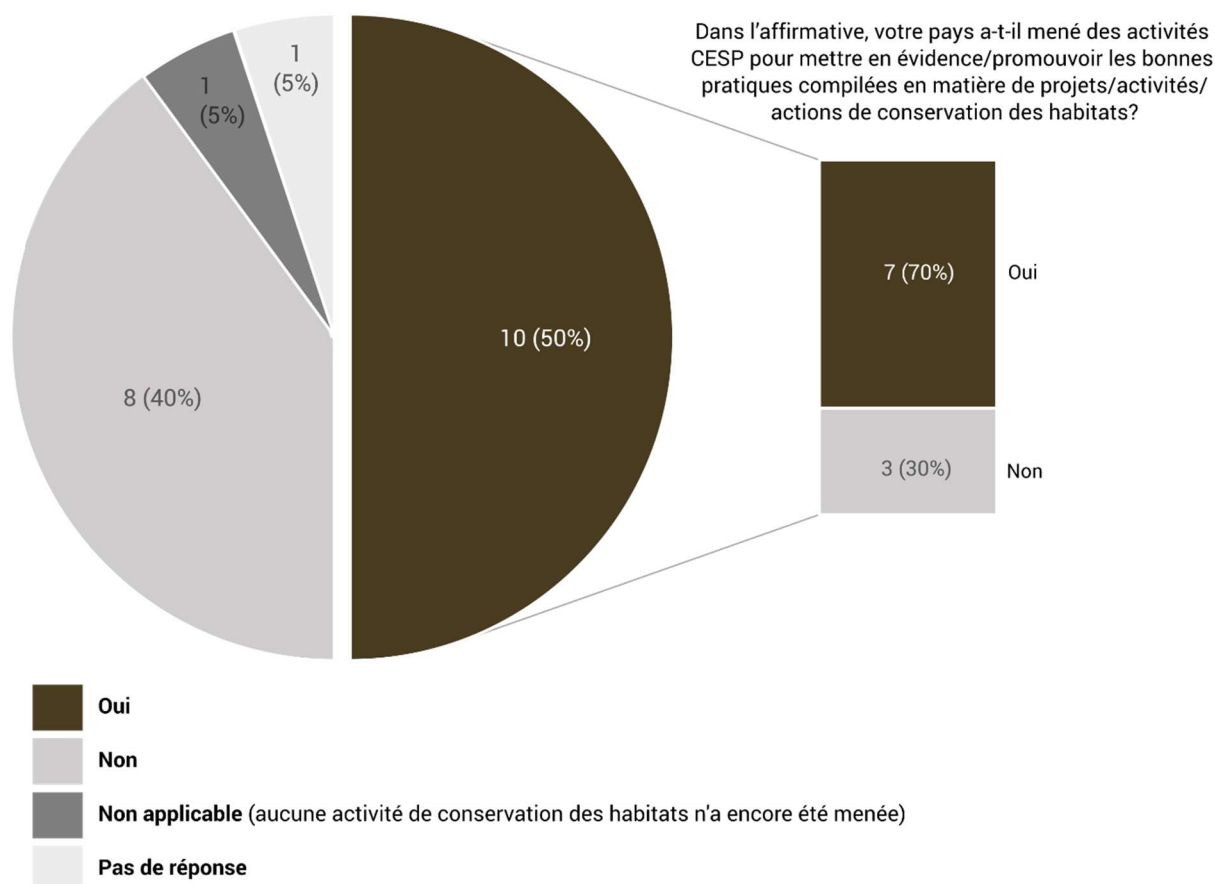


Figure 4.4 : Réponses des Parties indiquant si, suite à la MOP7, leur pays avait compilé ou mis en avant des exemples de bonnes pratiques pour les projets/activités/actions de conservation des habitats (Q 4.3).

Au total, dix Parties déclarantes (50 %) ont indiqué que des exemples de bonnes pratiques pour les projets, activités ou actions de conservation des habitats avaient été compilés ou mis en avant. En Afrique du Sud, par exemple, BirdLife Afrique du Sud a défini des orientations relatives aux bonnes pratiques de gestion des habitats pour le Râle à miroir (*Sarothrura ayresi*) en danger critique, tandis qu'en Algérie, la mise en place d'un système de gouvernance dans le complexe de zones humides de l'Oranais-Dahra vise à servir de modèle en matière de gestion écosystémique des zones humides et de leur biodiversité. Au Maroc, des exemples de bonnes pratiques de conservation ont été mis en avant et débattus par les intervenants et le public lors de la Journée mondiale des zones humides et de la Journée mondiale des oiseaux migrateurs annuelles. En outre, les sites internet des départements des Eaux et forêts du Maroc ont été mis à jour afin d'y inclure des informations concernant les bonnes pratiques relatives aux projets de conservation des habitats.



Parmi les dix Parties déclarantes ayant mis en avant des exemples de bonnes pratiques de conservation des habitats, seules trois Parties (33 %) (le Niger, le Nigeria et l'Afrique du Sud) ont indiqué qu'elles n'avaient pas encore mené d'activités CESP visant à mettre en avant / promouvoir ces bonnes pratiques. Le motif principal mentionné pour justifier qu'aucune activité CESP n'avait été menée se rapportait à l'insuffisance de financements. Les exemples d'activités CESP mis en avant par les sept autres Parties comprenaient la création de « coins d'espèces végétales endémiques » dans la plupart des écoles et universités afin de sensibiliser à l'importance des plantes endémiques/indigènes dans leur écosystème forestier (Maurice), et la création de posters et de publications visant à sensibiliser à un projet de restauration des salines de Lixus à Larache et de la lagune de Marchica à Nador, au Maroc. BirdLife Zimbabwe et l'Agence de gestion environnementale du Zimbabwe ont également mené des activités de sensibilisation des parties prenantes locales à l'importance, à la gestion et à la restauration des habitats de zones humides aux prairies de Driefontein.

*Q 4.4 : Votre pays a-t-il **partagé des expériences** acquises lors de la mise en œuvre de projets de conservation des habitats (Cible 4.4.d du PoAA) ?*

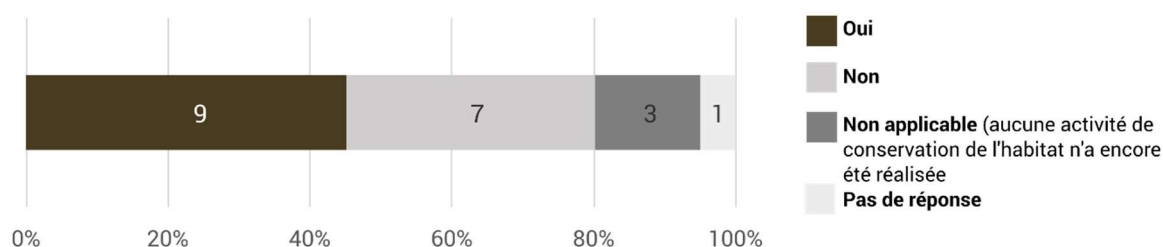


Figure 4.5 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si leur pays a partagé des expériences acquises lors de la mise en œuvre de projets de conservation des habitats (Q 4.4).

Neuf Parties déclarantes (45 %) ont indiqué qu'elles avaient partagé des expériences acquises lors de la mise en œuvre de projets de conservation des habitats avec d'autres parties prenantes. Maurice a déclaré qu'elle accueillait des étudiants du monde entier et qu'elle facilitait la formation à la recherche sur la conservation de la nature et de la biodiversité, tandis que le Malawi a souligné qu'il avait utilisé des plateformes médiatiques pour communiquer les informations sur les projets de conservation.





5. OBTENIR LES RESSOURCES

OBJECTIF 5

Garantir et renforcer les connaissances, les capacités, la reconnaissance, la sensibilisation et les ressources nécessaires pour que l'Accord atteigne ses objectifs de conservation

Le dernier objectif du Plan stratégique de l'AEWA s'attache à sécuriser et à accroître les ressources et les capacités nécessaires à la réalisation des priorités en matière de conservation exposées dans les quatre objectifs précédents. Les questions posées aux Parties étaient axées sur l'identification des problèmes prioritaires à traiter afin de garantir la mise en œuvre du PoAA de l'AEWA à l'échelle nationale, ainsi que son intégration à d'autres processus internationaux. Deux questions de cette section (5.7 et 5.8) se rapportaient aux mesures que le PoAA désigne comme étant les plus prioritaires ; ces mesures contribuent à la réalisation de la cible 5.6.b du PoAA.

Un taux élevé de Parties déclarantes (75 %) ont indiqué qu'elles avaient participé à des **activités/actions de planification au niveau national, liées à d'autres cadres et processus internationaux pertinents**, notamment les Objectifs de développement durable (ODD), les Objectifs d'Aichi / le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, le Plan stratégique pour les espèces migratrices (SPMS) et le Plan stratégique de Ramsar (voir Q 5.6). Un pourcentage élevé de Parties déclarantes (65 %) ont également confirmé qu'elles avaient **officiellement désigné un Point focal national (PFN), un Point focal technique (PFT) et un Point focal (PF) pour la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP) de l'AEWA** (voir Q 5.4). En revanche, des avancées minimales ont été réalisées quant à un engagement actif auprès des États africains non-Parties de l'aire de répartition en vue de promouvoir leur adhésion à l'Accord, seule une Partie déclarante ayant confirmé qu'elle avait entrepris cette activité (voir Q 5.2)

Concernant les deux questions relatives aux mesures les plus prioritaires sous cet objectif, aucune Partie déclarante n'a indiqué qu'elle avait pu élaborer un plan national de mise en œuvre du PoAA de l'AEWA (Q 5.7), et seules trois Parties ont signalé que les démarches en ce sens étaient en cours. Des avancées plus importantes ont cependant été signalées quant à l'exécution d'activités et de mesures afin d'obtenir des ressources visant à contribuer à la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA / PoAA / Plan national de mise en œuvre du PoAA de l'AEWA, 50 % des Parties déclarantes ayant indiqué qu'elles avaient achevé cette action (Q 5.8).


Cible 5.2 Le nombre de Parties contractantes a atteint 90 au moins

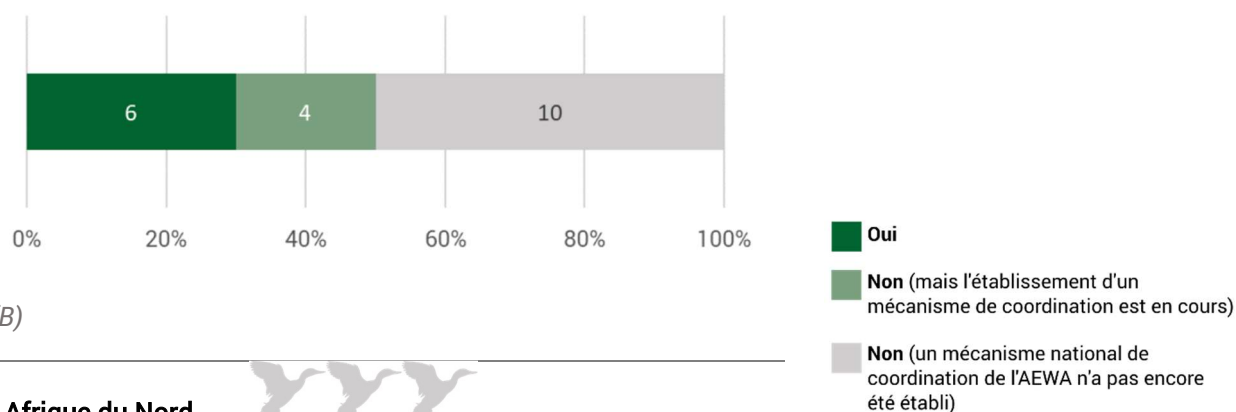
Q 5.2 : Suite à la MOP7, votre pays s'est-il engagé activement auprès des États africains non-Parties de l'aire de répartition pour promouvoir leur adhésion à l'Accord (Cible 5.2.a du PoAA) ?

Seule l'Afrique du Sud a déclaré qu'elle s'était engagée auprès des États africains non-Parties de l'aire de répartition pour promouvoir leur adhésion à l'AEWA. Les deux pays auprès desquels elle s'est engagée sont la Namibie et l'Angola. L'Égypte, bien qu'elle ne se soit engagée auprès d'aucun État africain non-Partie de l'aire de répartition pour promouvoir leur adhésion, s'est engagée en ce sens auprès de l'Arabie Saoudite dans la région de l'Afrique du Nord / du Moyen-Orient de l'AEWA.

Cible 5.3 Des initiatives sont en place pour combler au moins deux-tiers des principales lacunes en matière de capacités limitant la mise en œuvre de l'AEWA

Q 5.3 : Votre pays a-t-il mis en place un mécanisme national (par exemple, un comité national) chargé de coordonner la mise en œuvre de l'AEWA au niveau national (Cibles 5.3.b et 5.4.b du PoAA) ?

(A)



(B)

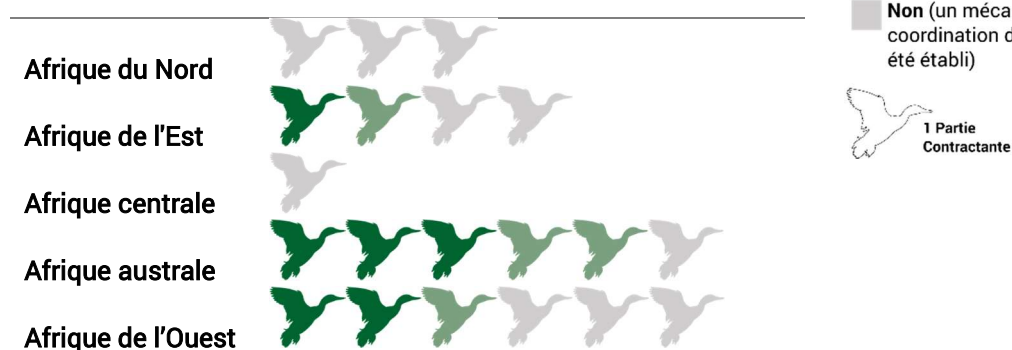


Figure 5.1 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si leur pays a mis en place un mécanisme national (par exemple, un comité national) chargé de coordonner la mise en œuvre de l'AEWA au niveau national (Q 5.3). (A) représente les réponses de toutes les Parties déclarantes ; (B) représente les réponses des Parties par sous-région.

Six Parties déclarantes (30 %) ont indiqué qu'un mécanisme national chargé de coordonner la mise en œuvre de l'AEWA au niveau national avait été mis en place, quatre autres ayant déclaré que cette activité était en cours. Quatre comités ayant été mis en place (ceux du Botswana, du Kenya, du Nigeria et du Zimbabwe) étaient chargés de la coordination des affaires de l'AEWA, tandis que les



deux autres (ceux du Niger et de l'Afrique du Sud) ont été mis en place dans le cadre d'un mécanisme de coordination existant, établi sous un autre traité. Dans les six cas, les points focaux de l'AEWA nommés pour chaque pays étaient également tous membres du mécanisme de coordination.

Le principal motif fourni par les Parties déclarantes pour justifier qu'aucun mécanisme national de coordination n'avait été mis en place se rapportait à la disponibilité limitée des ressources. Le Maroc a toutefois également expliqué que, du fait que son point focal de l'AEWA est aussi le point focal pour plusieurs conventions internationales, qu'il est membre du Comité national pour la biodiversité, et qu'il s'agit de l'institution qui gère les aires protégées, un comité de coordination n'était pas nécessaire. La Côte d'Ivoire et l'Ouganda ont indiqué qu'un mécanisme national de coordination devrait mis être en place avant 2023.



Vanellus gregarius / AGAM / Adobe Stock



Cible 5.4

La conservation des oiseaux d'eau migrateurs est intégrée dans les politiques et plans nationaux de mise en œuvre relatifs aux ODD, aux Objectifs d'Aichi, au Plan stratégique pour les espèces migratrices (SPMS) et au Plan stratégique de Ramsar 2016-24 dans au moins deux-tiers des Parties contractantes, et la contribution de l'AEWA à ces cadres mondiaux est reconnue et soutenue

Q 5.4 : Votre pays dispose-t-il d'un Point focal national (PFN), d'un Point focal technique (PFT) et d'un Point focal pour la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (PF CESP) officiellement désignés pour traiter les questions liées à l'AEWA, et dont les coordonnées actualisées sont communiquées au Secrétariat PNUE/AEWA (Cibles 3.4.c, 5.4.b et 5.6.a du PoAA) ?

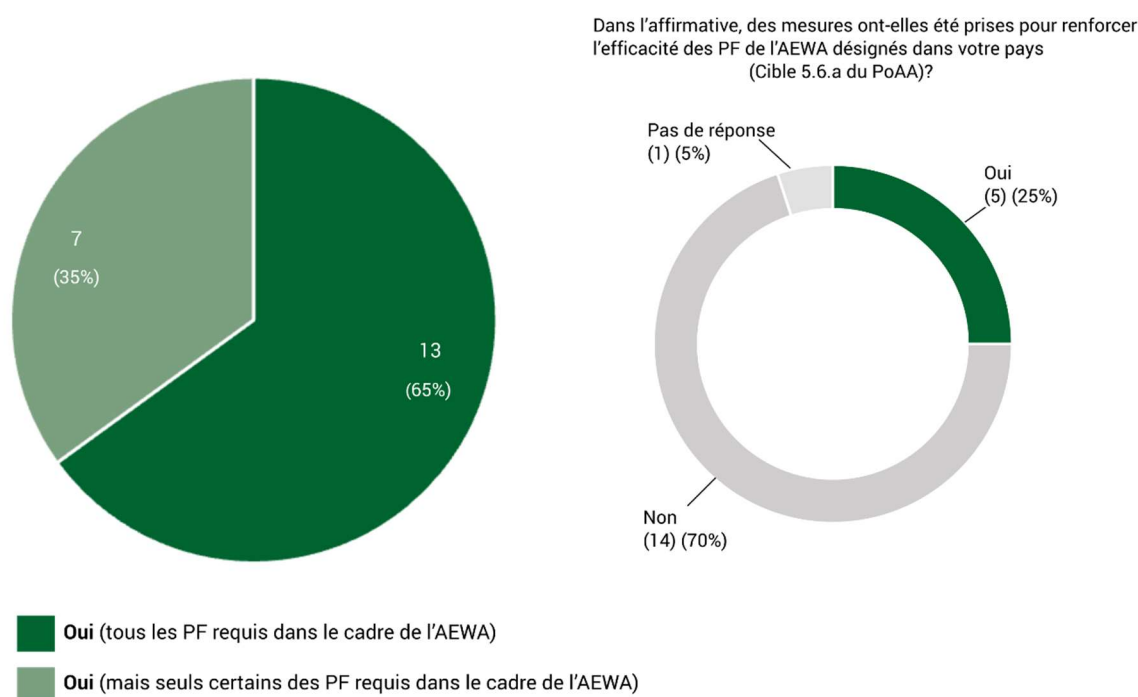


Figure 5.2 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si leur pays dispose d'un PFN, d'un PFT et d'un PF CESP de l'AEWA officiellement désignés, dont les coordonnées actualisées sont communiquées au Secrétariat de l'AEWA (Q 5.4).

Toutes les Parties déclarantes (100 %) ont indiqué qu'au moins certains PF de l'AEWA requis avaient été désignés, 13 Parties (65 %) ayant nommé tous les PF de l'AEWA (PFN, PFT et PF CESP). Tandis que le Kenya a indiqué que tous ses PF de l'AEWA avaient été désignés, il a été constaté que l'affectation d'un PFT et d'un PF CESP n'avait pas encore été communiquée au Secrétariat de l'AEWA.

Parmi les Parties déclarantes ayant désigné tous leurs PF de l'AEWA ou certains d'entre eux, cinq Parties ont indiqué qu'elles avaient entrepris des actions visant à améliorer l'efficacité des PF nommés dans leur pays. Un résumé des types de mesures prises par ces Parties pour améliorer l'efficacité des PF figure dans le Tableau 5.1.



Tableau 5.1 : Mesures prises par les Parties déclarantes pour améliorer l'efficacité des PF.

Partie	PF de l'AEWA désignés	Mesures prises
Kenya	Certains d'entre eux	➤ Les PF désignés sont membres du Groupe de travail national pour les oiseaux, et jouent des rôles principaux et de liaison.
Maroc	Tous	➤ Affectation de personnel supplémentaire à l'équipe qui soutient les PF.
Nigeria	Tous	➤ Aucune mesure spécifique précisée.
Maurice	Tous	➤ Tous les PF à Maurice sont regroupés au Service des parcs nationaux et de la conservation, pour une mise en œuvre efficace.
Tanzanie	Certains d'entre eux	➤ Les anciens PF de l'AEWA ont formé sur le terrain les nouveaux PF nommés.

Q 5.5 : Suite à la MOP7, votre pays a-t-il mené des activités visant à renforcer le vivier de compétences ou la capacité du réseau de personnes impliquées dans la mise en œuvre de l'AEWA au niveau national (c'est-à-dire les PF de l'AEWA, les experts techniques, les membres du mécanisme national de coordination de l'AEWA, etc.) (Cible 5.4.b du PoAA) ?

Huit Parties déclarantes (40 %) ont confirmé que des activités avaient été menées visant à renforcer le vivier de compétences et la capacité des personnes impliquées dans la mise en œuvre de l'AEWA au niveau national dans leur pays. Les formations aux méthodes d'identification et de relevé d'oiseaux correspondaient aux actions les plus fréquemment menées. Au Mali, la formation de responsables du gouvernement, d'ONG et de communautés au Dénombrement international des oiseaux d'eau (DIOE) a été assurée avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ces personnes ont également été équipées de matériel pratique, tel que des jumelles, des télescopes et des livres d'identification des oiseaux. À Maurice, les agents du Service des parcs nationaux et de la conservation ont reçu une formation aux méthodes d'identification et de surveillance des oiseaux au Sanctuaire d'oiseaux de l'estuaire de Rivulet Terre Rouge, un site Ramsar désigné. L'approche des formations assurées au Ghana était quelque peu différente, tous les directeurs de sites ayant suivi une formation concernant l'Outil de suivi de l'efficacité de la gestion de Ramsar (R-METT). Le Ghana a également indiqué que d'autres possibilités de formation et de renforcement des capacités étaient recherchées.

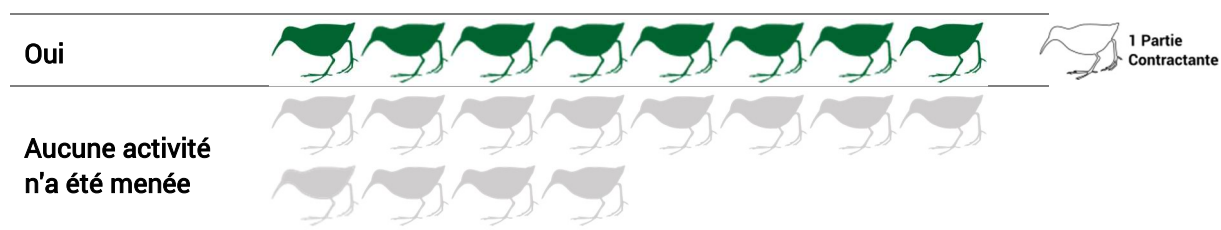


Figure 5.3 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si, suite à la MOP7, leur pays a mené des activités visant à renforcer le vivier de compétences ou la capacité du réseau de personnes impliquées dans la mise en œuvre de l'AEWA au niveau national (Q 5.5).



Q 5.6 : Suite à la MOP7, l'autorité nationale de mise en œuvre de l'AEWA de votre pays a-t-elle été impliquée dans des activités/actions de planification au niveau national, liées à d'autres cadres et processus internationaux pertinents, y compris les Objectifs de développement durable (ODD), les Objectifs d'Aichi / le Cadre de la biodiversité pour l'après-2020, le Plan stratégique pour les espèces migratrices (SPMS) et le Plan stratégique de Ramsar (Cible 5.4.a du PoAA) ?

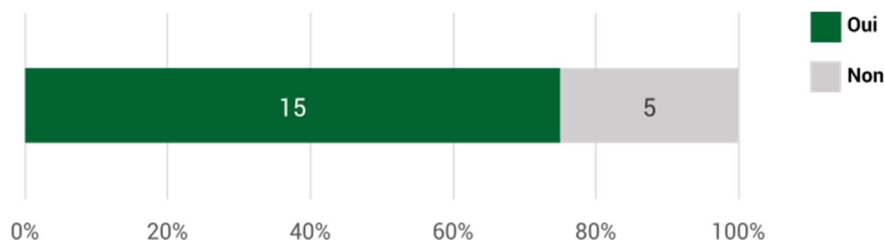


Figure 5.4 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si, suite à la MOP7, l'autorité nationale de mise en œuvre de l'AEWA de leur pays a été impliquée dans des activités/actions de planification au niveau national, liées à d'autres cadres et processus internationaux pertinents, notamment les ODD, les Objectifs d'Aichi / le Cadre de la biodiversité pour l'après-2020, le SPMS et le Plan stratégique de Ramsar (Q 5.6).

Au total, 15 Parties déclarantes (75 %) ont indiqué que leur autorité nationale de mise en œuvre de l'AEWA avait été impliquée dans des activités de planification au niveau national, liées à d'autres cadres et processus internationaux pertinents. Parmi ces 15 Parties, neuf d'entre elles ont fourni une brève description des actions clés entreprises. Ces descriptions figurent dans le Tableau 5.2.

Tableau 5.2 : Actions menées par les Parties déclarantes pour tous les cadres internationaux pertinents.

Partie	Cadre international	Actions clés
République centrafricaine	ODD (ONU)	➤ Élaboration et validation d'un plan d'action relatif aux forêts pour l'ODD-15.
Égypte	Objectifs d'Aichi + Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (CDB)	➤ Participation à l'examen des avancées réalisées en vue d'atteindre les Objectifs d'Aichi et d'accomplir le processus de développement relatif au Cadre de la biodiversité pour l'après-2020, de par la présidence de la 14 ^e Conférence des Parties à la CDB actuellement assurée par l'Égypte.
Kenya	ODD (ONU)	➤ Élaboration d'un Plan de gestion fondé sur l'Accès et le partage des avantages pour la Réserve nationale du lac Bogoria, par le biais d'un processus de consultation incluant toutes les parties prenantes et communautés, en guise d'outil de soutien à la mise en œuvre de l'AEWA / de la Convention de Ramsar / de la WHC et du Protocole de Nagoya de la CDB.
	Objectifs d'Aichi (CDB)	➤ Élaboration de politiques et de cadres juridiques, par exemple la Loi sur les savoirs traditionnels et les expressions culturelles (2006), qui promeut l'utilisation des connaissances locales dans les processus de politiques et de prises de décisions.
	Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (CDB)	➤ Participation à des réunions contribuant à l'élaboration de stratégies de conservation et de gestion pour le pays.
	Plan stratégique de Ramsar 2016-2024	➤ Surveillance des sites Ramsar et sensibilisation des parties prenantes clés aux questions liées aux zones humides.



Partie	Cadre international	Actions clés
Maurice	ODD (ONU)	➤ Présence du personnel du Service des parcs nationaux et de la conservation (<i>National Parks and Conservation Service</i> [NPCS]) dans le comité de pilotage qui dirige la mise en œuvre.
	Objectifs d'Aichi (CDB)	➤ Le NPCS a contribué à l'élaboration de la Stratégie et du plan d'action nationaux pour la biodiversité intégrés dans les Objectifs d'Aichi, et a assuré l'établissement de rapports nationaux dans le cadre du 6 ^e cycle de rapports pour la CDB.
Maroc	ODD (ONU)	➤ Stratégie nationale de développement durable 2030.
	Objectifs d'Aichi (CDB)	➤ Stratégie et plan d'action nationaux pour la biodiversité (NBSAP).
	Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (CDB)	➤ Évaluation nationale de la biodiversité et nouvelle stratégie nationale pour l'après-2020.
	Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023 (CMS)	➤ Stratégie Forêts du Maroc 2020-2030.
	Plan stratégique de Ramsar 2016-2024	➤ Stratégie et plan d'action nationaux pour les zones humides.
Afrique du Sud	ODD (ONU)	➤ La conservation des habitats des oiseaux d'eau permet de contribuer à l'objectif 6 des ODD concernant l'eau potable et l'assainissement, et contribue donc à résoudre les problèmes de sécurité de l'eau dans le pays.
	Objectifs d'Aichi (CDB)	➤ Par la mise en œuvre des dispositions de l'AEWA, l'Afrique du Sud répond aux Objectifs d'Aichi 12 et 14.
	Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023 (CMS)	➤ L'alignement sur le Plan stratégique pour les espèces migratrices sera pris en compte dans l'élaboration du plan national de mise en œuvre de l'AEWA.
	Plan stratégique de Ramsar 2016-2024	➤ Participation des PF nationaux Ramsar et de l'AEWA dans les comités nationaux Ramsar et de l'AEWA.
Tanzanie	ODD (ONU)	➤ Élaboration du Plan stratégique de l'autorité de gestion de la faune sauvage de Tanzanie pour 2018/19 à 2022/23. Ce plan contribuera aux cibles 15 et 17 des ODD.
Togo	ODD (ONU)	➤ Participation à un projet visant à relier le réseau régional d'aires marines protégées en Afrique de l'Ouest.
	Objectifs d'Aichi (CDB)	➤ Mise à jour du NBSAP du Togo et élaboration du 6 ^e Rapport sur la biodiversité, outre la mise en application de REDD+ et du Protocole de Nagoya. Les actions ont impliqué les autorités locales, le secteur privé et la société civile.
	Plan stratégique de Ramsar 2016-2024	➤ Mise en œuvre de sections des plans de gestion des sites, visant à la restauration des forêts de mangroves dans le sud-est du Togo, et à la réhabilitation des habitats le long des couloirs de migration par le biais du reboisement.
Zimbabwe	ODD (ONU)	➤ Participation à l'examen volontaire du Zimbabwe. Il s'agissait d'une sensibilisation à l'Agenda 2030 et de l'établissement des priorités de mise en œuvre des ODD.
	Objectifs d'Aichi (CDB)	➤ Élaboration d'un cadre de surveillance, dans le cadre du NBSAP, incluant la participation des parties prenantes. Établissement de



Partie	Cadre international	Actions clés
		18 objectifs nationaux alignés sur les Objectifs d'Aichi pour la diversité biologique.
	Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (CDB)	➤ Participation aux réunions de consultation de jeunes sur le Cadre de la biodiversité pour l'après-2020, afin de fixer les objectifs pour la protection de la biodiversité et des écosystèmes du Zimbabwe et de sensibiliser aux menaces clés pesant sur la biodiversité.
	Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023 (CMS)	➤ Mise en place d'un Programme d'aires de conservation transfrontalières (<i>Transfrontier Conservation Areas [TFCA]</i>).
	Plan stratégique de Ramsar 2016-2024	➤ Participation à l'élaboration d'orientations en matière de gestion et de politiques relatives aux zones humides, axées sur la conservation des zones humides, les services écosystémiques, et les pollutions ponctuelles et diffuses.
	Plan d'action national sur les changements climatiques	➤ Participation aux contributions du Zimbabwe déterminées au niveau national ; agriculture biologique dans le cadre de l'initiative « pfumvudza » pour l'agriculture vivrière à petite échelle ; programme sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène (<i>Water Sanitation and Hygiene [WASH]</i>) ; et possibilités liées à l'accord de Paris et leurs conséquences en termes de conservation des points chauds de la biodiversité.

Q 5.7 : Suite à la MOP7, votre pays a-t-il élaboré un plan national de mise en œuvre du PoAA de l'AEWA (Cibles 5.4.a, 5.4.b et 5.6.b du PoAA) ?

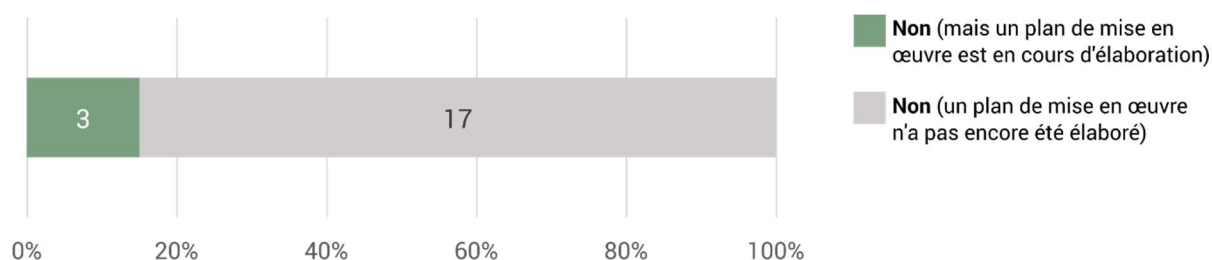


Figure 5.5 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si leur pays a élaboré un plan national de mise en œuvre du PoAA de l'AEWA (Q 5.7).

Aucune Partie déclarante n'a indiqué qu'un plan national de mise en œuvre du PoAA de l'AEWA avait été entièrement élaboré. Toutefois, une Partie de l'Afrique centrale (la République centrafricaine) et deux Parties de l'Afrique australe (l'Eswatini et l'Afrique du Sud) ont déclaré que l'élaboration de ce plan était en cours. L'Afrique du Sud a indiqué qu'elle espérait débiter ce processus en 2021, étant dans l'attente d'une approbation finale de son gouvernement.



Q 5.9 : Suite à la MOP7, l'agence nationale de mise en œuvre de l'AEWA de votre pays a-t-elle identifié des mécanismes en vue de coordonner la collaboration entre les PF de l'AEWA (PFN, PFT ou PF CESP) et les PF d'autres AME de votre pays afin de communiquer et de promouvoir le rôle et l'importance de l'AEWA (Cible 5.4.b du PoAA) ?

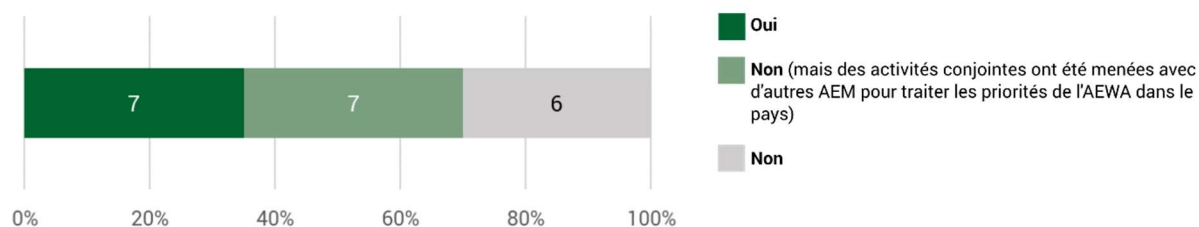


Figure 5.6 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si, suite à la MOP7, l'agence nationale de mise en œuvre de l'AEWA de leur pays a identifié des mécanismes en vue de coordonner la collaboration entre les PF de l'AEWA et les Points focaux d'autres AME de leur pays, afin de communiquer et de promouvoir le rôle et l'importance de l'AEWA (Q 5.9).







Sept Parties déclarantes (35 %) ont indiqué que leur agence de mise en œuvre de l'AEWA avait identifié des mécanismes en vue de coordonner la collaboration entre les PF de l'AEWA et les Points focaux d'autres AME. Sept autres ont indiqué que, bien qu'aucun mécanisme n'ait été identifié, des activités communes ont été menées dans le cadre d'AME en vue de répondre aux priorités de l'AEWA dans le pays. Quatre Parties (le Kenya, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et le Togo) ont fourni des exemples des mécanismes identifiés, et ceux-ci figurent dans le Tableau 5.3.

Balaeniceps rex/ Sam D'Cruz/ Adobe Stock





Tableau 5.3 : Mécanismes identifiés en vue de coordonner la collaboration entre les PF de l'AEWA (PFN, PFT ou PF CESP) et les Points focaux d'autres AME.

	Accord multilatéral pour l'environnement	Partie déclarante	Exemples d'activités de collaboration
	Convention sur la Conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS)	Kenya, Afrique du Sud, Togo	<ul style="list-style-type: none"> • Célébration des Journées internationales
	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)	Kenya, Tanzanie, Togo	<ul style="list-style-type: none"> • Célébration de la Journée mondiale de la vie sauvage • Élaboration de propositions de projets communes visant à augmenter les capacités d'exécution • Sensibilisation des parties prenantes engagées dans le commerce international, ainsi que des communautés qui abritent des zones importantes pour les oiseaux d'eau • Discussions avec le comité technique national de la CITES concernant les propositions d'inscription potentielle d'espèces
	Convention de Ramsar	Kenya, Tanzanie, Togo	<ul style="list-style-type: none"> • Célébration de la Journée mondiale des zones humides • Élaboration de plans de travail / plans d'activités et de stratégies pour inclure davantage de zones humides (y compris les petits sites) dans la liste des sites où sont effectués les dénombrements annuels d'oiseaux d'eau
	Convention sur la diversité biologique (CDB)	Kenya, Togo	<ul style="list-style-type: none"> • Élaboration et validation de plans de gestion • Sensibilisation à la liste des espèces de l'AEWA en vue d'éclairer la prise de décisions lors de l'octroi de permis d'accès aux ressources génétiques dans le cadre de travaux de recherche et développement
	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	Togo	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation aux moyens d'améliorer la gestion des ressources en eau • Installation de systèmes de collecte des eaux de ruissellement pour créer des mares
	Convention du patrimoine mondial (WHC)	Kenya	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation aux menaces pesant sur les Sites du patrimoine mondial, et aux impacts potentiels sur les oiseaux migrateurs couverts par l'AEWA


Cible 5.6

Les ressources exigées pour la coordination et la réalisation du Plan stratégique aux niveaux international et national ont été évaluées de manière aussi réaliste que possible et les plans de mobilisation de ressources correspondantes sont mis en œuvre

Q 5.8 : Suite à la MOP7, l'autorité nationale de mise en œuvre de l'AEWA dans votre pays s'est-elle engagée dans des activités/mesures visant à obtenir des ressources (financières, humaines ou matérielles) pour contribuer à la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA / PoAA / plan national de mise en œuvre du PoAA de l'AEWA (Cible 5.6.b du PoAA) ?

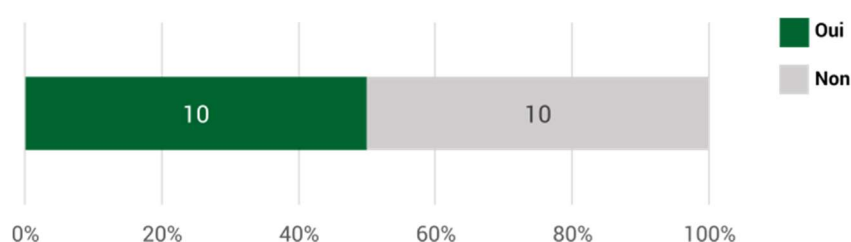


Figure 5.7 : Réponses des Parties déclarantes indiquant si, suite à la MOP7, l'autorité nationale de mise en œuvre de l'AEWA dans leur pays s'est engagée dans des activités ou mesures visant à obtenir des ressources pour contribuer à la mise en œuvre du Plan stratégique de l'AEWA / PoAA / plan national de mise en œuvre du PoAA de l'AEWA (Q 5.8).

Des mesures et/ou activités visant à obtenir des ressources pour la mise en œuvre du PoAA et du Plan stratégique de l'AEWA ont été menées par les autorités dans la moitié des Parties déclarantes (10), l'autre moitié ayant indiqué qu'elles ne s'étaient pas engagées dans ces mesures. Six Parties déclarantes (la République centrafricaine, le Ghana, Maurice, le Maroc, l'Afrique du Sud et l'Ouganda) ont fourni des précisions supplémentaires quant aux types d'efforts déployés en termes de mobilisation de ressources, aux approches utilisées, aux donateurs ou partenaires sollicités, et aux résultats obtenus. Elles figurent dans le Tableau 5.4.



Tableau 5.4 : Types d'efforts déployés en termes de mobilisation de ressources, approches utilisées, et donateurs ou partenaires sollicités pour appuyer la mise en œuvre de l'AEWA, et résultats obtenus.

Partie	Aperçu des efforts déployés en termes de mobilisation de ressources pour appuyer la mise en œuvre de l'AEWA, et résultats obtenus
République centrafricaine	➤ Obtention de ressources de la part du WWF-RAC et du Fonds de développement forestier pour soutenir les activités lors de la célébration des Journées mondiales des oiseaux migrateurs.
Ghana	➤ Obtention de ressources financières, humaines et matérielles de la part de la Commission des forêts – aucune autre précision n'a été fournie sur la manière dont ces ressources étaient utilisées.
Maurice	➤ Obtention de ressources financières pour appuyer la mise en œuvre de l'AEWA, dans le cadre du budget national de Maurice – aucune autre précision n'a été fournie quant à la nature des ressources et à leur utilisation.
Maroc	➤ Obtention de ressources de la part du département des Eaux et forêts du gouvernement. Ces ressources ont été allouées à la mise en œuvre des actions qui sont axées en particulier sur la conservation des espèces et de leurs habitats.
Afrique du Sud	➤ Obtention de ressources financières de la part du secteur privé pour répondre aux exigences en termes de gestion des données pour le projet BIRDIE , dirigé par le Programme pour la biodiversité d'eau douce de l'Institut national sud-africain pour la biodiversité.
Ouganda	➤ Obtention de ressources financières et humaines de la part de deux organisations gouvernementales nationales (le ministère du Tourisme, de la Faune sauvage et des Antiquités, et l'Autorité de la faune sauvage d'Ouganda), ainsi que du programme de la Commission européenne relatif aux biens publics mondiaux. Ces ressources ont été utilisées pour appuyer la mise en place de la 1 ^{re} Réunion du groupe de travail international de l'AEWA sur la Grue royale et, par la suite, l'élaboration du SAP pour la Grue royale.